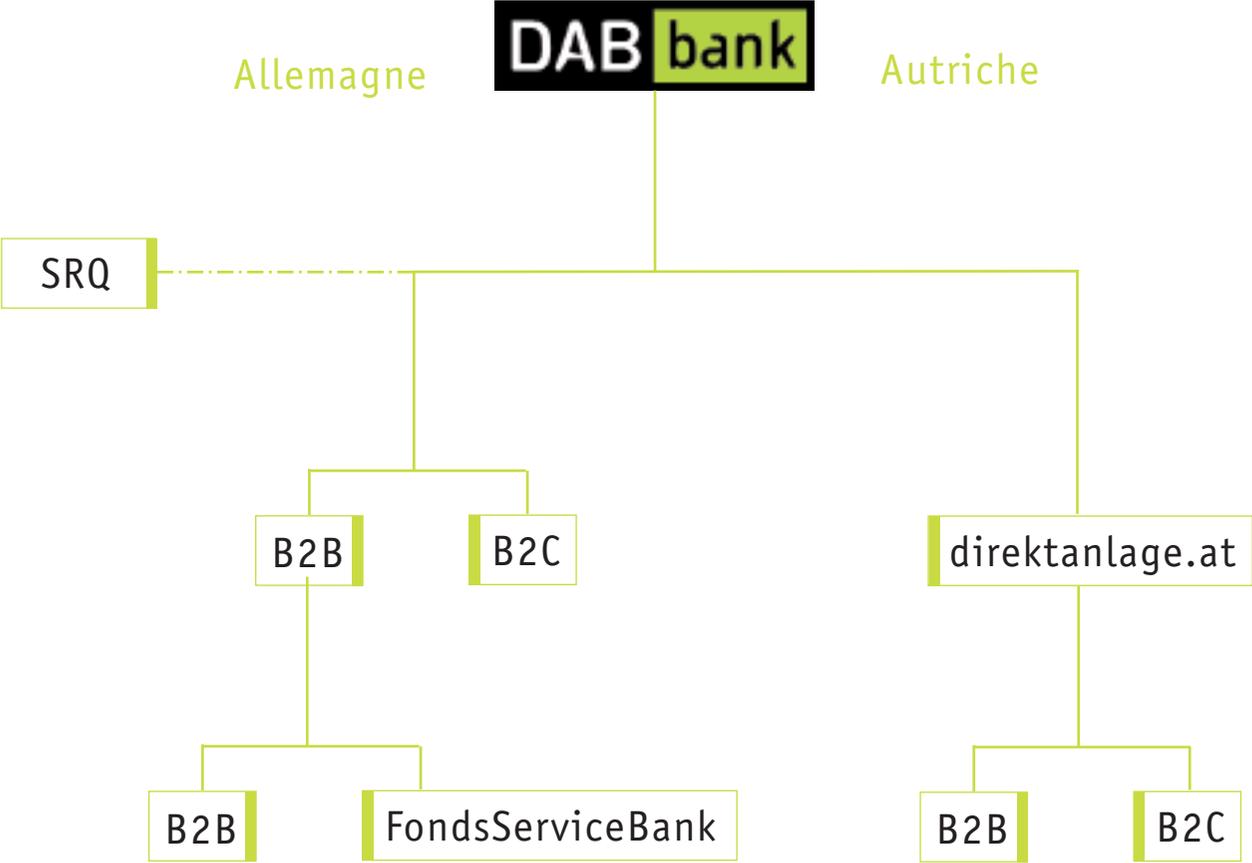


Aperçu du groupe DAB bank



Bref aperçu de 2006

▶▶ La DAB bank atteint le meilleur résultat avant impôts de son histoire

La DAB bank a réalisé en 2006 un résultat avant impôts de 35,0 millions d'euros et dépassait ainsi son objectif fixé à 33,0 millions d'euros. Pour la deuxième fois consécutive, elle a augmenté d'environ 50 % le résultat de l'année précédente.

▶▶ Proposition d'augmenter le dividende à 29 centimes d'euros par action

En 2006 aussi, les actionnaires profitent du succès de la DAB bank. Le Directoire et le Conseil de surveillance proposent à l'Assemblée générale d'augmenter le dividende de 11 centimes d'euros pour le porter à 29 centimes d'euros par action.

▶▶ L'encours géré atteint un nouveau record

En ce qui concerne l'encours géré, la DAB bank n'a pas seulement dépassé son objectif annuel de 28,0 milliards d'euros mais a, en plus, atteint un nouveau record chiffré à 29,6 milliards d'euros à l'échelle du groupe.

▶▶ Le nombre de comptes franchit la barre du million

Au 31 décembre, la DAB bank gérait 1.018.519 comptes à l'échelle du groupe et dépassait ainsi pour la première fois la barre magique d'un million de comptes.

▶▶ En Autriche, la direktanlage.at augmente de presque plus de 80 % son résultat avant impôts

La filiale autrichienne a quasiment multiplié par deux son résultat avant impôts par rapport à l'année précédente, celui-ci atteignant 9,4 millions d'euros. L'encours géré dépassait pour la première fois 2 milliards d'euros et s'élevait à 2,35 milliards d'euros en fin d'année.

Chiffres clés du groupe DAB bank selon IFRS

		2006	2005	Variation en %	Page
Résultat					
Produit net des commissions	k€	128.590	100.124	28,4	46, 78, 90
Résultat financier	k€	30.275	30.941	-2,2	46, 78, 90, 91
Charges générales d'exploitation	k€	129.037	116.766	10,5	47, 78, 91
Résultat avant impôts	k€	35.006	23.891	46,5	47, 78
Bénéfices	k€	21.971	19.268	14,0	48, 78
Valeur ajoutée	k€	72.939	61.427	18,7	95
Ratio coûts/revenus	en %	78,7	83,4	-5,6	48, 110
Taux de rentabilité des fonds propres avant impôts	en %	20,2	14,4	40,3	-
Bilan					
Total du bilan	millions d'€	3.361,9	2.510,5	33,9	49, 79
Capitaux propres	millions d'€	177,6	169,6	4,7	49, 79, 80
Ratio global d'après le principe de la loi bancaire allemande	en %	10,0	8,8	13,6	49, 112
Action					
Résultat par action	€	0,29	0,26	11,5	78, 94
Dividende par action au porteur	€	0,29	0,18	61,1	46, 94
Cours de clôture annuel de l'action DAB (Xetra)	€	7,00	6,80	2,9	12
Valeur comptable par action	€	2,12	2,01	5,5	12
Rendement du dividende	en %	4,1	2,6	57,7	12
Rentabilité totale pour l'actionnaire	en %	7,8	26,4	-70,5	12
Capitalisation boursière	millions d'€	526,3	511,3	2,9	12
Chiffres clés d'exploitation					
Nombre de comptes	nombre	1.018.519	955.720	6,6	42
Encours géré	milliards d'€	29,63	24,98	18,6	44
Transactions	nombre	10.890.064	9.494.762	14,7	42
Transactions par compte (base annuelle)	nombre	11,03	10,47	5,3	43
Effectifs					
Effectifs (en personnes)	nombre	646	675	-4,3	50
Collaborateurs (à plein temps)	nombre	580	598	-3,0	50

Bienvenue
dans le
vert !

Conscients de notre valeur

convaincants et

bien positionnés pour

l'avenir

Nous sommes conscients de notre valeur :

En 1994, la DAB bank était le premier courtier discount d'Allemagne. Par un développement permanent de solutions de placement innovantes toujours axées sur les besoins et les souhaits de nos clients, la DAB bank est devenue aujourd'hui une banque directe dont la qualité des produits et des services est optimale. C'est pour cette raison mais aussi grâce au travail performant de nos collaborateurs très engagés que plus d'un million de clients nous accordent leur confiance. Aucune autre banque directe ne gère plus de comptes-titres que nous ni ne présente un encours géré supérieur au nôtre. La DAB bank est donc clairement la banque directe n°1 dans le domaine des transactions de titres, aussi bien en Allemagne qu'en Autriche.

Nous savons convaincre :

Chaque groupe de clients a ses propres exigences. Pour y répondre, la DAB bank propose des solutions personnalisées aussi bien à la clientèle privée qu'à la clientèle d'entreprises, aux débutants comme aux professionnels, aux épargnants comme aux traders. A cet égard, notre stratégie basée sur un conseil global de nos clients via un réseau de partenaires certifiés et expérimentés est tout autant un facteur de succès que notre offre de produits – l'offre indépendante la plus vaste en Allemagne. Notre ambition de prestataire de qualité compétitif nous oblige à proposer cette offre de produits et de services toujours avec une qualité optimale et à un prix avantageux.

Nous sommes bien positionnés :

Pour sauvegarder notre grand potentiel de croissance, nous continuons à fixer notre attention autant sur notre clientèle d'entreprises que sur notre clientèle privée. Nous développerons encore notre croissance rentable en tant que leader du marché en nous affirmant en tant que prestataire de qualité compétitif, en reconnaissant clairement la négociation de titres comme notre activité principale et en nous concentrant sur des structures efficaces, axées sur la clientèle. Intégrés dans un groupe financier international, nous portons notre regard au-delà des marchés allemand et autrichien.

Nous avons des solutions pour l'avenir.

3	Lettre du Directoire adressée aux actionnaires	17	Entreprise et stratégie	35	Rapport économique	78	Résultats
6	Rapport du Conseil de surveillance	20	Etaples importantes en 2006	35	Objectifs de résultat dépassés	78	Compte de résultat consolidé
10	Gouvernement d'entreprise	23	Clientèle privée	35	Evolution du marché	79	Bilan
12	Communication financière	27	Clientèle d'entreprise	40	La DAB bank et son modèle commercial unique	80	Evolution des fonds propres du groupe
12	Action de la DAB bank	30	SRQ Finanzpartner AG	42	Evolution de l'activité et chiffres clés	81	Tableau des flux de trésorerie du groupe
13	Environnement boursier	32	direktanlage.at AG	46	Evolution de résultat	82	Notes
14	Relations Investisseurs			49	Situation patrimoniale et financière	83	Déclarations relatives aux comptes annuels
				49	Chiffres clés prudentiels de la DAB bank	85	Méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels
				50	Nos collaborateurs	90	Déclarations relatives au compte de résultat
				51	Evénements essentiels après le 31 décembre 2005	96	Déclarations relatives au bilan
				51	Rapport sur les relations avec les entreprises liées	107	Déclarations relatives aux flux de trésorerie
				52	Rapport des risques	107	Déclarations relatives au rapport sectoriel
				72	Rapport prévisionnel	111	Déclarations annexes
				75	Perspectives pour 2007	121	Certification des commissaires aux comptes
				76	Perspectives pour les années suivantes	122	Synthèse trimestrielle du compte de résultat consolidé
						123	Synthèse pluriannuelle du compte de résultat consolidé
						126	Glossaire



Jens Hagemann et Alexander von Uslar
Le Directoire de la DAB bank

Chers actionnaires, clients et partenaires commerciaux,

L'exercice écoulé a été, à tous points de vue, un succès complet pour la DAB bank. En enregistrant un résultat avant impôts de 35,7 millions d'euros, nous avons atteint un nouveau record et avons, pour la deuxième fois consécutive, augmenté d'environ 50 % le résultat de l'année précédente. Nous avons également dépassé à nouveau notre objectif de résultat fixé à 33 millions d'euros pour l'année 2006. Ceci montre que la DAB bank poursuit son chemin sur la voie d'une croissance rentable. Nos actionnaires profitent naturellement de ce succès : conjointement avec le Conseil de surveillance, nous proposerons à l'Assemblée générale une augmentation du dividende de 18 à 29 centimes d'euros.

Progression des principaux créateurs de valeur

L'ambiance satisfaisante sur les places boursières allemandes et l'enthousiasme des investisseurs pour des opérations de trading ont eu des répercussions très positives sur notre activité de base : à l'échelle du groupe, nous avons exécuté environ 10,89 millions de transactions (5,07 millions sans la FondsServiceBank), soit une progression d'env. 15 % par rapport à 2005 (30 % sans la FondsServiceBank). Nous avons remporté un succès particulier en ce qui concerne le nombre de comptes clients : grâce à une progression d'environ 62.799 comptes, en chiffres nets, nous avons franchi la barre magique d'un million et gérons 1.018.519 comptes en fin d'année. De 2005 à 2006, l'encours géré a également augmenté de 4,65 milliards d'euros, soit environ 19 %, pour atteindre un nouveau record de 29,63 milliards d'euros. Nous n'avons pas seulement dépassé ainsi notre objectif de 28 milliards d'euros mais avons aussi renforcé davantage notre position en tant que banque directe n°1 dans le domaine des transactions de titres en Allemagne et en Autriche. Notre commercialisation active a elle aussi été de nouveau performante en 2006 : nos clients ont commandé des produits pour un montant d'environ 637 millions d'euros.

Notre filiale direktanlage.at enregistre, pour la troisième fois consécutive, de nouveaux records de résultat. Elle a quasiment multiplié par deux son résultat avant impôts par rapport à l'année précédente, portant celui-ci à la coquette somme de 9,4 millions d'euros. Les chiffres clés d'exploitation en Autriche affichaient à nouveau une croissance stable : la direktanlage.at a augmenté d'environ 59 % le nombre de transactions exécutées qui est passé à 858.722 et gérait 42.263 comptes en fin d'année, soit 6.191 de plus que l'année précédente. L'encours géré, quant à lui, a progressé de plus d'un tiers pour atteindre 2,35 milliards d'euros.

Bienvenue dans le vert

Depuis un an environ, nous nous présentons sur un fond vert clair et frais. Nous avons ainsi non seulement attiré davantage l'attention sur la marque DAB, plus facilement reconnaissable, mais avons aussi fixé un signal bien clair : nos actionnaires, nos partenaires commerciaux et surtout nos clients ont l'avantage, chez nous, d'être toujours dans le vert. Nous avons porté ce message par 56 campagnes produits adaptées aux conditions actuelles du marché : au mois d'octobre, nous avons mis sur le marché un certificat Vietnam dont la valeur a gagné environ 45 % dans la seule phase de souscription.

Mais nous avons aussi élargi notre offre dans d'autres domaines : nous avons développé le « Sekunden-Handel », marché hors cote de la DAB, en y ajoutant cinq partenaires supplémentaires, si bien que plus de 90.000 produits de plus de 21 partenaires peuvent désormais y être négociés, à des prix raisonnables et bien au-delà des heures d'ouverture de la bourse. En outre, étant donné que de plus en plus de clients ont exprimé le souhait de régler aussi leurs opérations financières quotidiennes chez nous, nous avons mis en place, à l'automne, le compte courant DAB avec une carte euro-chèque et une carte de crédit. Ce service permet à nos clients de retirer de l'argent dans plus de 7.000 distributeurs automatiques de billets du CashGroup.

Que ce soit par Internet, e-mail, téléphone ou lors d'un contact personnel direct, nous avons eu, en 2006 aussi, de nombreux échanges avec nos clients. Dans le cadre de notre stratégie basée sur de nombreux moyens de communication, nous avons envoyé, entre janvier et décembre, environ 1,3 million de lettres et plus de trois millions d'e-mails pour présenter nos nouvelles offres de produits et avons passé environ un million d'appels téléphoniques pour attirer l'attention sur des actions de promotion en cours. De plus, nous avons informé nos clients des tendances et des évolutions boursières actuelles dans notre magazine mensuel gratuit Investor.

Acquisition d'une participation majoritaire au capital de la SRQ FinanzPartnerAG

Environ un tiers de notre clientèle privée a besoin d'un conseil et d'une planification financière personnalisés ce que nous leur proposons déjà depuis mi 2005 grâce à une coopération avec la société berlinoise SRQ FinanzPartnerAG (SRQ). Compte tenu de l'augmentation constante de la demande des clients dans ce domaine, nous avons fait un pas de plus dans cette direction en novembre 2006 : en acquérant une participation majoritaire (52,52 %) au capital de la SRQ,



Jens Hagemann



Alexander von Uslar

nous assurons durablement à nos clients du secteur b-to-c un conseil indépendant et objectif. Dans le même temps, nous nous engageons dans l'une des sociétés de conseil en patrimoine jouissant de l'expansion la plus rapide en Allemagne.

La gestion de patrimoines comme moteur de croissance

La gestion et la planification indépendantes de patrimoines gagnent de plus en plus d'importance en Allemagne. Ceci est attesté par la croissance enregistrée dans notre secteur b-to-b avec les gestionnaires de patrimoines, les courtiers de fonds de placement et les clients institutionnels. En l'espace de douze mois seulement, le nombre de partenaires b-to-b est passé de 901 à 959 et l'encours géré a augmenté de 9,33 à 12,27 milliards d'euros, soit une progression d'environ un tiers.

La FondsServiceBank a également franchi une étape de développement essentielle en 2006. Ses comptes clients ont été transférés sur la plateforme de la DAB bank où ils sont désormais gérés. A la fin de l'année, la FondsServiceBank détenait un portefeuille de 484.946 comptes et un encours géré de 6,74 milliards d'euros.

Chers actionnaires, clients et partenaires commerciaux, après ce récapitulatif réjouissant de 2006, véritable année record, nous souhaitons nous tourner vers l'avenir. En 2007, nous avons l'intention de continuer sur la voie de la croissance rentable et de développer encore notre leadership sur le marché. A cet effet, nous ferons en sorte de réduire davantage notre ratio coûts/revenus qui se chiffrait à 78,7 % fin 2006, et était ainsi – comme promis – inférieur aux 80 %. Notre objectif est de le faire passer en dessous de 75 % d'ici 2007. De plus, nous poursuivrons notre stratégie de croissance rentable en cherchant à atteindre un résultat avant impôts de 45 millions d'euros et en augmentant notre encours géré à 33 milliards d'euros.

Accompagnez la banque directe n°1 dans le domaine des transactions de titres sur la voie de la croissance rentable !

Jens Hagemann
Membre du Directoire

Alexander von Uslar
Membre du Directoire

Chers actionnaires,

la stratégie de la DAB bank est axée sur une croissance rentable et durable. En 2006 aussi, l'entreprise a continué à développer et mettre en œuvre sa stratégie grâce à de nombreuses mesures en insistant particulièrement sur les suivantes : continuer à accélérer la commercialisation active grâce à des contacts-clients établis par tous les moyens de communication, élargir la base de clientèle, étendre l'offre de produits et de services et augmenter l'encours géré.

Réunions et sujets de discussion

Au cours de l'exercice 2006, le Conseil de surveillance s'est intéressé de près à la situation et au développement de la DAB bank et a surveillé continuellement la gestion des affaires. Le Directoire nous a informés régulièrement, rapidement et en détail, aussi bien par écrit qu'oralement. Conformément à la loi et au code allemand de Gouvernement d'entreprise, nous avons conseillé la direction et épaulé le Directoire dans le cadre du développement stratégique de la société et au sujet de mesures individuelles importantes. Nous avons été impliqués suffisamment tôt dans des décisions d'importance majeure.

En 2006, le Conseil de surveillance a tenu cinq réunions ordinaires. Le Directoire nous y a informés en détail de la situation et du développement actuels des activités de la DAB bank, de la politique commerciale, de la stratégie et de la planification de l'entreprise ainsi que d'importants événements commerciaux. Entre les réunions aussi, il a rendu compte des processus essentiels. En outre, le Président du Conseil de surveillance a été informé en permanence par le Directoire des évolutions importantes et des décisions en suspens. Dans la mesure où, conformément à la loi et aux statuts, des décisions du Conseil de surveillance concernant des opérations et mesures individuelles du Directoire étaient nécessaires, nous avons pris les décisions requises.



Andreas Wölfer
Président du Conseil de surveillance



Matthias Sohler
Vice-président du Conseil de surveillance

En 2006, les sujets suivants figuraient au premier plan de nos délibérations : les répercussions des évolutions actuelles du marché suite à l'arrivée de nouveaux concurrents, les conséquences des changements structurels dans le secteur bancaire ainsi que les différentes étapes du développement du portefeuille commercial de l'entreprise. A cet égard, nous nous sommes particulièrement concentrés sur les projets suivants réalisés en 2006 : le transfert technique des comptes de la FondsServiceBank sur la plateforme de la DAB bank, l'introduction du compte courant DAB ainsi que la prise de participation majoritaire au capital de la SRQ FinanzPartner AG.

Gouvernement d'entreprise et Déclaration de conformité

En 2006 aussi, le Conseil de surveillance s'est intéressé de près à l'application et au perfectionnement du Gouvernement d'entreprise de la DAB bank. La DAB bank AG a, dès le début, rempli pour l'essentiel les conditions du code de Gouvernement d'entreprise adopté en 2002. En décembre 2006, nous avons adopté la nouvelle déclaration de conformité commune du Conseil de surveillance et du Directoire conformément au § 161 de la loi sur les sociétés par actions. Pour de plus amples informations à ce sujet, veuillez consulter le chapitre « Gouvernement d'entreprise » à la page 10 et suiv.

Membres du Conseil de surveillance et du Directoire

En 2006, les changements suivants sont intervenus au sein du Conseil de surveillance de la DAB bank. Christine Novakovic s'est démise, à compter du 9 mars 2006, de son mandat de membre du Conseil de surveillance et de sa fonction de Présidente dudit Conseil. Le Conseil de surveillance a élu Président à compter du 13 mars 2006, Andreas Wölfer qui était Vice-président jusqu'à ce jour. A compter du 11 mai 2006, Matthias Sohler est devenu membre du Conseil de surveillance tout en prenant la fonction de Vice-président, suite à l'approbation par l'Assemblée générale de sa nomination. Il n'y a pas eu de changements de personnel au sein du Directoire. Wolfgang Strobel a été nommé mandataire général de la DAB bank au 1er avril 2006. Monsieur Jens Hagemann quittera, à compter du 31 mars 2007, son poste de membre du Directoire de la DAB bank AG. Le Conseil de surveillance a nommé comme successeur Monsieur Ernst Huber, Président du Directoire de la direktanlage.at AG, Salzburg, filiale à 100 % de la DAB bank. A partir du 1er mars 2007, Monsieur Huber exercera les fonctions de membre du Directoire de la DAB bank AG en plus de son poste en Autriche.

Vérification des comptes annuels

Les comptes annuels et le rapport de gestion de la DAB bank AG ainsi que les comptes annuels et le rapport de gestion consolidés pour l'exercice 2006, auxquels s'ajoute la comptabilité courante, ont été vérifiés par le commissaire aux comptes du cabinet d'audit et d'expertise Ernst & Young et paraphés avec la note sans réserve de certification des comptes. Dans le cadre de ses fonctions selon l'article 317 alinéa 4 du code de commerce allemand (HGB), le commissaire aux comptes a également vérifié les systèmes de surveillance de la banque concernant la prévoyance des risques. Le commissaire aux comptes a confirmé que les systèmes de surveillance installés sont en mesure de remplir leurs fonctions et que les rapports de gestion de la AG et du groupe exposent correctement le développement futur des risques.

Le Président du Conseil de surveillance était présent lors de la réunion finale du Directoire et des commissaires aux comptes. Les documents concernant l'exercice ainsi que le rapport des commissaires aux comptes ont été transmis à temps au Conseil de surveillance. Le chef des commissaires aux comptes a fait part des résultats de la vérification des comptes et a répondu en détail aux questions des membres du Conseil de surveillance lors de la réunion de celui-ci, le 12 mars 2006. Le Conseil de surveillance a vérifié les comptes annuels ainsi que les rapports de gestion de la DAB bank AG et du Groupe et approuve les résultats des commissaires aux comptes. Après le résultat final de notre contrôle, aucune objection n'a été émise. Le Conseil de surveillance a approuvé les comptes annuels présentés par le Directoire ; ceux-ci sont ainsi approuvés.

Nous approuvons la proposition du Directoire de distribuer un dividende de 29 centimes d'euros par action pour l'exercice 2006.



Johannes Maret
Membre du Conseil de surveillance



Dr. Volker Jung
Membre du Conseil de surveillance



Nikolaus Barthold
Membre du Conseil de surveillance



Gunter Ernst
Membre du Conseil de surveillance

Conclusions et contrôle des sociétés liées concernées

Conformément à l'article 312 de la loi sur les sociétés par actions, le Directoire a établi, pour l'exercice 2006, un rapport sur les relations avec les entreprises liées et déclaré que la DAB bank AG a reçu une contrepartie appropriée pour chaque acte juridique concrétisé et selon les conditions qui étaient connues du Directoire aux moments donnés. Aucune autre mesure n'a été prise ou omise conformément à l'article 312 de la loi sur les sociétés par actions.

Le commissaire aux comptes a octroyé sans réserve la certification des comptes portant sur le résultat de son contrôle du rapport de dépendance, dont les termes sont les suivants : « Suite à notre vérification et à notre appréciation en conformité avec nos obligations, nous certifions que

1. les mentions de fait du rapport sont correctes,
2. pour les actes juridiques présentés dans le rapport, la prestation de la société n'était pas démesurément élevée. »

Le Conseil de surveillance a également vérifié le rapport de dépendance du Directoire et confirme le résultat de contrôle du commissaire aux comptes. Après vérification du résultat final par le Conseil de surveillance, aucune objection n'est émise quant aux conclusions contenues dans le rapport du Directoire.

Le Conseil de surveillance remercie le Directoire ainsi que tous les collaborateurs pour leur engagement et leur travail. Nous sommes convaincus que la DAB bank AG est bien positionnée et qu'elle agira avec succès, en 2007 aussi, en tant que banque directe n°1 sur le marché des transactions de titres avec une clientèle privée et une clientèle d'entreprises en Allemagne et en Autriche.

Munich, le 12 mars 2007
Au nom du Conseil de surveillance

Andreas Wölfer
Président du Conseil de surveillance

Gouvernement d'entreprise

Depuis sa création en 1994, la DAB bank AG met en pratique un code de Gouvernement d'entreprise exemplaire. Le Directoire et le Conseil de surveillance le considèrent comme partie intégrante de leur travail de direction responsable et de surveillance de l'entreprise et sont, au-delà des devoirs qui leur incombent légalement, en dialogue permanent. La DAB bank a pour objectif de renforcer la confiance en une direction d'entreprise responsable tout en répondant à la demande d'information des différents groupes d'intérêts en constante augmentation. Le rapport annuel du Conseil de surveillance qui est inclus dans les comptes annuels fournit des informations détaillées à ce sujet.

Le Directoire et le Conseil de surveillance discutent régulièrement des nouveautés du code de Gouvernement d'entreprise et vérifient dans quelle mesure des ajustements sont nécessaires.

Code de Gouvernement d'entreprise

Le nouveau code allemand de Gouvernement d'entreprise qui est entré en vigueur en 2002 a mis en avant les directives légales essentielles pour la direction et le contrôle des sociétés allemandes cotées en bourse. En tenant compte des standards nationaux et internationaux reconnus concernant la gestion d'entreprises en bonne et due forme, le code a rendu le système allemand de Gouvernement d'entreprise plus transparent et plus compréhensible.

Conformément aux réglementations du code de Gouvernement d'entreprise, la DAB bank AG a modifié la déclaration de conformité du 30.12.2003 de la manière suivante :

Déclaration de conformité

Déclaration de conformité 2006 au Code allemand de Gouvernement d'entreprise conformément au § 161 de la loi sur les sociétés par actions

Le Directoire et le Conseil de surveillance de la DAB bank AG déclarent que celle-ci a satisfait et satisfera à l'avenir aussi aux recommandations, publiées par le Ministère fédéral de la justice au bulletin officiel électronique, de la « Commission gouvernementale concernant le code allemand de Gouvernement d'entreprise » dans sa version du 12 juin 2006 (appelée ci-après « CGK ») figurant dans le rapport d'activité 2006, si ce n'est sur les points suivants :

- Aucune franchise sur les assurances D&O (3.8 CGK) :
D'après le point 3.8 du Code de Gouvernement d'entreprise, une franchise appropriée sera convenue si la société souscrit une assurance D&O pour le Directoire et le Conseil de surveillance. Le Directoire et le Conseil de surveillance étant d'avis qu'il est évident que tous les membres de ces organes doivent endosser la responsabilité de leurs actes, une franchise n'est donc pas nécessaire.
- Aucun porte-parole du Directoire (4.2 CGK) :
La DAB bank AG applique résolument le principe de collégialité de la loi sur les sociétés par action.
- Aucune limite d'âge pour les membres du Conseil de surveillance (5.4.1 CGK) :
L'âge moyen des six membres du Conseil de surveillance est 52 ans. Nous ne voyons donc pas la nécessité de fixer une limite d'âge pour les membres du Conseil de surveillance et apprécions la grande compétence et l'expérience de fond des doyens du Conseil de surveillance de la DAB bank AG.
- Aucun comité de vérification des comptes (5.3.2 CGK) :
Pour des raisons d'efficacité compte tenu de la taille appréciable de la DAB bank AG, la fonction du Comité de vérification des comptes est assumée par le Comité de présidence du Conseil de surveillance de la DAB bank AG.

Rapport sur la rémunération du Directoire et du Conseil de surveillance

Le rapport sur les rémunérations regroupe les principes appliqués pour fixer la rémunération du Directoire et du Conseil de surveillance de la DAB bank AG et présente le montant et la composition des revenus correspondants.

On renvoie à ce sujet à la présentation des informations en annexe ou dans le rapport de gestion.

La présidence du Conseil de surveillance est chargée de fixer la rémunération du Directoire et s'oriente pour cela en fonction de la taille et de l'activité de l'entreprise, de sa situation économique ainsi que du montant et de la composition de la rémunération de directoires d'entreprises comparables. Pour l'exercice 2006, la rémunération comprend deux composantes : un salaire annuel fixe, versé chaque mois, et une prime variable qui est liée à la réalisation de certains objectifs fixés par le Président du Conseil de surveillance au début de l'exercice et qui est versée en tant que prime annuelle, à parts égales. En cas de résiliation avant échéance du contrat de travail, les contrats du Directoire ne comprennent aucune promesse expresse d'indemnités et aucune clause « Change of Control » n'a été convenue.

La rémunération du Conseil de surveillance a été fixée par l'Assemblée générale sur proposition du Directoire et du Conseil de surveillance et stipulée au § 14 des statuts. La rémunération du Conseil de surveillance s'oriente en fonction de la taille de l'entreprise, des tâches et de la responsabilité des membres du Conseil de surveillance ainsi que de la situation économique et de la performance de la société. La rémunération comprend, outre une composante fixe d'un montant de 10.000,00 € pour chaque membre du Conseil de surveillance, une composante variable qui s'oriente en fonction de la performance de l'action de la DAB bank AG et peut, en fonction de celle-ci, fluctuer entre 20.000,00 € minimum et 80.000,00 € maximum pour tout le Conseil de surveillance. La rémunération variable se calcule à partir du carré du cours de l'action de la DAB bank AG en fin d'exercice divisé par le cours de l'action de la DAB bank en début d'exercice multiplié par 20.000,00 €. Le Président et le Vice-président touchent une rémunération supplémentaire (le Président perçoit deux fois la rémunération d'un membre du Conseil de surveillance et le Vice-président 1,5 fois cette même rémunération).

Communication financière

Action de la DAB bank

L'action de la DAB bank a commencé l'année 2006 avec un cours d'ouverture de 6,76 euros. Son cours a évolué de manière très positive, notamment à partir du mois de février, dépassant la barre des 9,00 euros pour atteindre son plus haut annuel de 9,10 euros, le 13 février. Dans les semaines et les mois qui ont suivi, le cours de l'action s'est maintenu à un niveau élevé et affichait un rendement satisfaisant au premier semestre. Les corrections générales des cours qui sont intervenues sur les marchés boursiers à partir de la mi-mai ont fini par concerner aussi l'action de la DAB bank. Celle-ci a connu des décotes significatives pendant les mois d'été. Le 14 juin, l'action tombait à son plus bas annuel de 6,02 euros. Ce n'est qu'à l'automne qu'elle s'est un peu redressée, oscillant à nouveau entre 6,50 et 7,00 euros, cours qu'elle n'est plus parvenue toutefois à dépasser dans les derniers mois de 2006. Elle a clôturé l'année 2006 avec un cours de 7,00 euros et une progression de 3,5 %.

Action de la DAB bank AG en € au cours de l'année 2006



Les volumes de transactions de l'action de la DAB bank reflétaient en 2006 aussi l'intérêt constant des investisseurs institutionnels et privés à son égard. Environ 97.000 actions (contre environ 89.300 l'année précédente) ont été négociées en moyenne par jour sur les places boursières allemandes pour un volume de transactions de 736.300 euros (569.960 euros l'année précédente).

Les actionnaires de la DAB bank profitent d'un dividende pour l'exercice 2006 aussi. Après un dividende de 15 centimes d'euros pour l'exercice 2004 et de 18 centimes d'euros pour 2005, le Directoire et le Conseil de surveillance proposeront à l'Assemblée générale du 10 mai un dividende de 29 centimes d'euros pour l'exercice 2006.

Chiffres clés de l'action DAB bank

Cours d'ouverture Xetra (02.01.2006)	6,76 €
Plus haut Xetra (13.02.2006)	9,10 €
Plus bas Xetra (14.06.2006)	6,02 €
Cours de clôture (29.12.2006)	7,00 €
Capitalisation boursière (29.12.2006)	526,3 millions d'€
Bénéfice par action	0,29 €
Rendement du dividende	4,1 %
Valeur comptable par action	2,12 €
Rentabilité totale pour l'actionnaire	7,8 %
WKN	507230
SICOVAM	22040
Code Reuters	DRNG
Bloomberg Ticker	DRN GR
Code ISIN	DE0005072300
Nombre d'actions	75.187.007
Segments boursiers	SDAX, Francfort ; Nouveau Marché, Paris
Places boursières	Xetra, Francfort, Munich, Stuttgart, Berlin, Düsseldorf, Hambourg, Hanovre, Brême, Paris
Sponsor désigné	Lang & Schwarz Wertpapierhandels AG

Environnement boursier

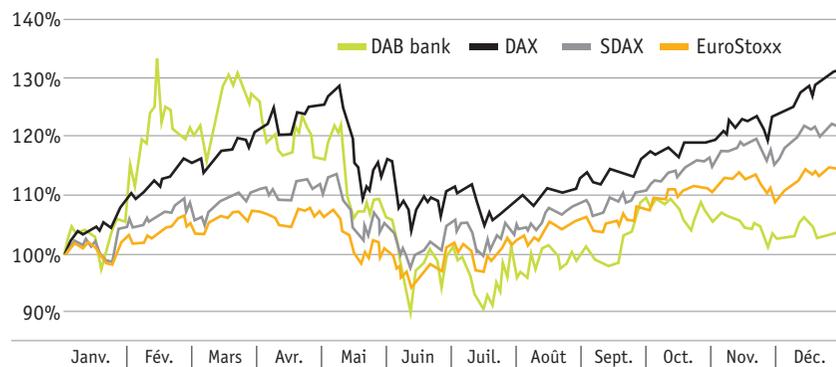
Les marchés boursiers nationaux et internationaux ont poursuivi leurs évolutions positives de l'année précédente et ont ainsi fait de 2006 à nouveau une année au cours de laquelle les haussiers ont dominé l'activité sur les places boursières. En Allemagne, les tendances boursières ont suivi un cours très positif. Le DAX, indice directeur allemand, a commencé l'année à 5.410 points et enregistrait tout d'abord des plus-values significatives au premier trimestre jusqu'à ce que des corrections soient pratiquées à partir du mois de mai. Le 14 juin, il tombait à 5.244 points, son plus bas annuel qu'il est parvenu toutefois à laisser derrière lui au cours des semaines et des mois suivants. Le DAX a poursuivi son ascension au deuxième semestre et s'est accéléré en fin d'année, notamment dans les dernières semaines de décembre. Ainsi, le 28 décembre, il atteignait un plus haut annuel sur six ans en cotant 6.629 points et terminait l'année 2006, un jour plus tard, à peine un peu en

dessous, soit 6.597 points et une progression d'environ 22 %. Le MDAX a, pour la septième fois consécutive, évolué encore mieux que le DAX. Après une phase de faiblesse pendant les mois d'été, cet indice des valeurs moyennes est parvenu à progresser fortement, notamment en fin d'année. Il a terminé l'année 2006 sur un rendement de 28,4 %, établissant ainsi un nouveau record : le cours de clôture annuel de 9.404 points était aussi le plus élevé depuis l'introduction du MDAX en 1996. Le SDAX, sur lequel est cotée l'action de la DAB bank, a connu une évolution encore meilleure. Cet indice des petites valeurs a gagné 1.321 points en 2006 et clôturait l'année boursière 2006 sur un rendement de 31 % et un cours de 5.567 points. L'action de la DAB bank n'est pas parvenue malheureusement à poursuivre l'évolution positive des cours de l'année dernière. En 2006, elle est restée nettement en retrait par rapport aux indices allemands. Si on l'observe sur les deux dernières années, elle affiche par contre une progression d'environ 27 %.

Si l'on regarde l'évolution d'autres indices internationaux, il apparaît que 2006 a été une année boursière à nouveau positive. Ainsi, l'Euro Stoxx 50 progressait d'environ 14 % et le Dow Jones Industrial de 16 % dans la même période ; quant au Nikkei 225, indice directeur japonais, il enregistrait une progression de presque 6 %.

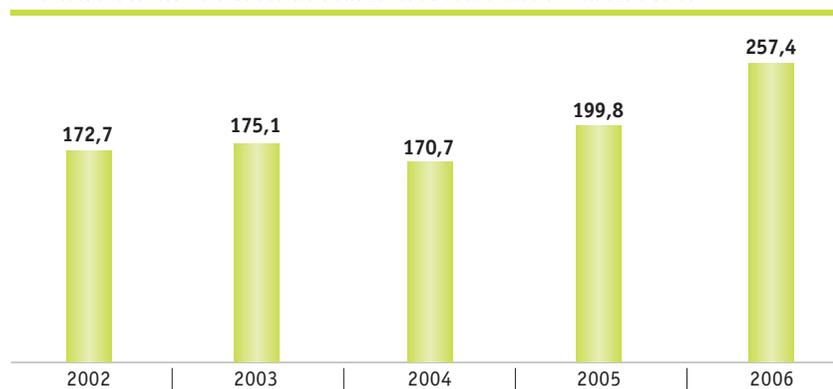
Le nombre des IPO a continué à augmenter en 2006 par rapport à l'année précédente. Au total, 70 entrées en bourse se sont produites sur les places boursières allemandes, soit plus de quatre fois plus qu'en 2005. Ceci a eu en conséquence des répercussions positives sur le nombre des transactions exécutées sur les places boursières allemandes. Celui-ci a augmenté d'environ

Comparaison de l'action de la DAB bank avec le DAX, SDAX et l'EuroStoxx 2006



29 % par rapport à l'année précédente et atteignait 257,4 millions ; les volumes de transactions ont également progressé d'environ un tiers, passant à 5,0 billions d'euros. A cet égard, le premier trimestre a été celui où le nombre de transactions exécutées a été le plus élevé tandis que le deuxième trimestre enregistrait le volume maximum de transactions.

Transactions sur les marchés boursiers allemands de 2002 à 2006 en millions d'euros



Relations Investisseurs

La stratégie de la DAB bank est conçue pour une croissance rentable et une augmentation durable de la valeur de l'entreprise. En poursuivant notre communication ouverte et permanente dans nos relations avec les investisseurs, nous avons soutenu, en 2006 aussi, le dialogue basé sur la confiance avec nos actionnaires, investisseurs et clients potentiels. Ceci a été apprécié à sa juste valeur par le marché des capitaux qui a manifesté un intérêt accru pour l'action de la DAB bank.

Le 14 mars, nous avons publié notre résultat d'exploitation pour l'année 2005 à Francfort, lors de la conférence de presse de présentation du bilan à l'attention des journalistes et des analystes. Nous avons par ailleurs expliqué aux analystes, journalistes et actionnaires nos résultats trimestriels respectifs en avril, juillet et octobre lors de trois grandes téléconférences.

De plus, lors de notre Assemblée générale du 11 mai, nous avons informé nos actionnaires des succès remportés au cours de l'exercice 2006 ainsi que des futurs objectifs. Comme dans les années précédentes, l'Assemblée générale s'est tenue au Nockherberg à Munich. Pour la deuxième fois consécutive, nos actionnaires ont statué sur la distribution intégrale du bénéfice et le versement d'un dividende. L'Assemblée générale a préconisé la proposition du Directoire et du Conseil de surveillance de procéder à une augmentation de 3 % du dividende et de verser un dividende de 18 centimes d'euros par action.

En 2006 aussi, nous avons eu de nombreux entretiens individuels avec des investisseurs institutionnels et les avons tenus au courant de la stratégie et de l'évolution des activités de la DAB bank. Le Directoire a, pour sa part, présenté la stratégie ainsi que les évolutions actuelles et les futurs objectifs de la DAB bank dans le cadre de neuf roadshows à Francfort, Düsseldorf, Zurich, Paris, Edinburgh, Londres, New York, Chicago et Denver. En outre, il a présenté la DAB bank lors de la « German Investment Conference » de l'HypoVereinsbank à Munich et du « Deutsches Eigenkapitalforum » (forum allemand portant sur les capitaux propres) de la Bourse de Francfort (Deutsche Börse).

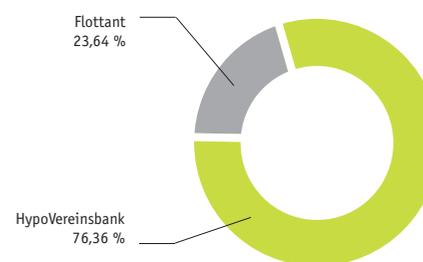
En 2006, la DAB bank AG a été évaluée par douze analystes. Ceci souligne une fois de plus l'attention portée par les participants du marché des capitaux à l'action de la DAB bank.

Nous mettons à la disposition de toutes les parties prenantes les toutes dernières informations concernant la DAB bank, l'évolution de ses activités et de son action, sur les pages Relations Investisseurs à l'adresse Internet www.action.dab-bank.de. Nos rapports d'activité et rapports trimestriels peuvent être téléchargés en allemand, anglais et français. Sur demande, notre service de commande en ligne envoie gratuitement aux actionnaires, investisseurs et clients potentiels les versions des rapports imprimées sur papier.

Les bulletins d'information d'entreprise, les communiqués de presse et communiqués ad hoc sont disponibles sur notre site Internet. Vous pouvez également consulter à tout moment et aisément les archives en ligne où vous trouverez les documents publiés dans le passé. Les présentations, que nous utilisons pour l'Assemblée générale et pour la publication des résultats, peuvent aussi être téléchargées.

En 2007, nous poursuivons notre communication financière ouverte et active. Ainsi, nous nous soumettrons aux questions des investisseurs, probablement au mois de mai lors de la « German Mid & Small Cap Financial Day » de la Dresdner Kleinwort ainsi qu'en septembre à l'occasion de la « German Investment Conference » de l'HypoVereinsbank et en novembre lors du « Deutsches Eigenkapitalforum » de la « Deutsche Börse ». En outre, nous prévoyons à nouveau un certain nombre de roadshows en Allemagne et à l'étranger et restons à tout moment à disposition pour des entretiens individuels.

Structure de l'actionariat au 31 décembre 2006





Entreprise et stratégie

La DAB bank est la banque directe n°1 dans le domaine des transactions de titres. Elle est par conséquent le partenaire idéal et le premier contact auquel s'adressent tous les clients qui s'intéressent aux sujets Placement et Prévoyance.

2006 a été pour nous de nouveau une année performante au cours de laquelle nous avons renforcé notre position en tant que banque directe n°1 dans le domaine des transactions de titres. Nous avons dépassé notre objectif annuel fixé à 33 millions d'euros, réalisé un résultat avant impôts de 35,0 millions d'euros, augmenté notre encours géré au-delà de notre objectif de 28 milliards en le portant à 29,6 milliards et réduit le ratio coûts/revenus à 78,7 %. Pour 2007, nous nous sommes fixés de nouveau des objectifs ambitieux : réaliser un résultat avant impôts de 45 millions d'euros, réduire notre ratio coûts/revenus à moins de 75 % et augmenter l'encours géré à 33 milliards d'euros.

Notre stratégie repose toujours sur les points suivants :

► Concentration sur les marchés Allemagne et Autriche

L'Allemagne est le plus grand marché du « private banking » en Europe avec plus de quatre millions de clients. Les investisseurs privés classés dans le segment « affluent », avec une valeur nette de plus de 100.000 euros, et la clientèle privée fortunée classée dans les segments « HNWI »/ «HNWI+ », avec une valeur nette de plus de 500.000 euros, détiennent ensemble plus de 1.200 milliards d'euros d'actifs financiers. Les experts estiment que le volume d'actifs financiers détenus par les ménages privés augmentera à un taux annuel de plus de 5 % dans tous les secteurs d'ici fin 2008. Même si leur progression n'est pas aussi rapide, les actifs financiers détenus par les ménages privés en Autriche augmentent aussi ; dans le même temps, la pres-

sion incitant à constituer une prévoyance-vieillesse privée se fait de plus en plus grande dans les deux pays. A cet égard, de plus en plus d'investisseurs reconnaissent les avantages des titres et investissent davantage dans les certificats, en plus des actions et des fonds. La DAB bank et la direktanlage.at profitent doublement de cette tendance : aussi bien auprès de la clientèle privée dans le secteur b-to-c qu'avec les gestionnaires de patrimoines, les courtiers de fonds de placement et les clients institutionnels dans le secteur b-to-b.

Le nombre de clients pratiquant le « online banking » augmente aussi. Si encore 61 % des Allemands exécutaient leurs opérations bancaires via Internet en 2004, ils étaient déjà 65 % un an plus tard. Même la part de clients qui, en plus du « online banking », réalisaient des transactions de titres via Internet, a nettement augmenté au cours de la même période, passant de 30 à 37 %. Le marché autrichien n'est pas seulement plus petit que l'allemand mais est encore moins actif en matière de « direct banking » où il ne compte qu'un demi million de clients. Les spécialistes prévoient toutefois un potentiel de 1,4 million de clients pour le seul « online banking ».

L'augmentation du volume d'actifs financiers des ménages privés, l'intérêt grandissant pour la prévoyance-vieillesse privée et la planification financière personnalisée ainsi que l'utilisation accrue d'Internet pour les opérations bancaires et le courtage – telles sont les tendances qui accélèrent notre croissance aussi bien en Allemagne qu'en Autriche.

En tant que filiale de l'HypoVereinsbank, la DAB bank appartient au groupe UniCredit et fait partie de la division Wealth Management. Au sein du groupe UniCredit, elle représente, en tant que banque directe axée sur les transactions de titres, la croissance dans ce domaine, aussi bien sur le marché allemand qu'autrichien. Nous examinerons également les opportunités

qu'offrent les marchés sur lesquels UniCredit est représenté. Des chances intéressantes à moyen et long terme peuvent se dégager de notre appartenance à ce groupe opérant à l'échelle internationale.

► Profiter des tendances boursières positives et se détacher des évolutions négatives

En 2000, seuls 20 % environ de nos revenus ne dépendaient pas du comportement de nos clients en matière de transactions alors que 80 % environ étaient conditionnés par les ordres qu'ils passaient. En 2006, comme déjà au cours des deux années précédentes, ceci était différent : à présent, ce ne sont plus que quelque 44 % de nos revenus qui dépendent du volume de transactions, contre environ 56 % qui en sont indépendants. Ceci montre que nous avons positionné la DAB bank sur la bonne voie.

Naturellement, nous avons, en 2006 aussi, mis à profit toutes les possibilités et chances qui se sont offertes à nous sur les places boursières. Des composantes supplémentaires ont contribué davantage à notre succès, par exemple notre commercialisation active.

En 2006, nous avons effectué au total 56 campagnes produits et avons attiré l'attention sur nos offres via tous les canaux de distribution : entre janvier et décembre, nous avons envoyé environ 1,3 million de lettres, 3,5 millions d'e-mails et avons passé 1 million d'appels téléphoniques. Nous avons contacté de manière ciblée les clients pour lesquels les produits proposés correspondaient à leur stratégie de placement et à leur propension au risque. En 2006, les clients ont acheté au total des produits pour un montant d'environ 637 millions d'euros dans le cadre de notre commercialisation active.

En Allemagne, la prévoyance-vieillesse privée gagne en importance pour une large couche de la population. Le besoin de suivi et de conseil personnels s'est aussi accru en conséquence chez nos clients privés. Depuis mi 2005

déjà, nous travaillons en coopération avec la société berlinoise SRQ FinanzPartner AG et nous nous occupons, avec un de ses experts, de clients intéressés par un conseil professionnel et indépendant. Nous avons désormais fait un pas de plus dans cette direction en participant majoritairement au capital de la SRQ. Nous profitons doublement de cette stratégie : d'une part, nous assurons à long terme, à nos clients b-to-c, une planification financière et un conseil indépendants grâce à du personnel compétent et expérimenté ; d'autre part, nous nous engageons dans l'une des sociétés de gestion de patrimoines jouissant de l'expansion la plus rapide en Allemagne. Entre l'exécution autonome de leurs opérations bancaires via Internet, le conseil-clients fourni sur place par un spécialiste financier et le suivi assuré au téléphone par les collaborateurs de notre centre d'appels, nos clients peuvent choisir la solution qui leur convient le mieux personnellement.

De nouveaux prestataires de services de courtage ont essayé ces derniers temps d'entrer sur le marché en pratiquant des prix très bas. Nous sommes persuadés que l'important pour convaincre les clients sur le long terme n'est pas le prix mais un excellent rapport qualité-prix. Notre offre se distingue aussi bien par sa diversité que par son indépendance vis-à-vis des émetteurs de titres. Chez nous, les investisseurs peuvent obtenir tous les fonds et certificats disponibles en Allemagne et passer des ordres sur toutes les places boursières allemandes ainsi que sur le marché hors cote. Pratiquement aucune autre banque directe en dehors de la DAB bank ne propose en plus à ses clients un choix si grand de plans d'épargne en fonds, de certificats, d'ETF (fonds cotés en bourse) et d'actions.

Depuis l'automne 2006, nous proposons en plus à nos clients notre compte courant DAB – avec carte eurochèque et carte de crédit – qui complète notre offre de services de courtage classique. Ceci permet à nos clients de régler chez nous, de manière simple et pratique, leurs opérations bancaires quotidiennes.

En 2006, nous avons été primés deux fois pour nos services : d'une part, les lecteurs du magazine Börse Online nous ont décerné, pour la deuxième fois consécutive, la première place dans la catégorie « Meilleure offre de produits » ; d'autre part, le magazine des investisseurs Euro am Sonntag nous a élus « meilleur courtier en ligne » d'Allemagne. Mais ces récompenses ne sont pas pour nous seulement l'occasion de nous réjouir mais sont aussi une motivation supplémentaire de faire encore mieux.

► Nous tirons profit de notre avantage dans le domaine IT

Ces dernières années, nous avons nettement investi dans notre plateforme IT si bien que nous sommes à présent parfaitement préparés pour les années à venir. Nous avons ainsi posé les jalons pour un grand nombre de services et une offre de prestations encore plus étendue pour nos clients, notamment nos partenaires b-to-b. Déjà plus de 60 % des gestionnaires de patrimoines agréés en Allemagne travaillent en collaboration avec nous. Nous leur proposons par exemple le système de gestion de portefeuilles Triple A. Les intermédiaires financiers peuvent ainsi enregistrer et gérer des profils clients individuels avec les structures de comptes, les investissements réalisés et les profils d'investisseurs qui en découlent. Triple A recense toutes les catégories d'actifs et offre des fonctions spéciales qui aident le conseiller de manière optimale lors du développement et de la mise en œuvre d'une stratégie de placement adaptée spécialement aux besoins du client.

Depuis fin 2006, nous proposons une interface SWIFT en particulier à nos clients institutionnels, les banques et les assurances. Etant donné que tous les ordres passent désormais par ce système uniforme de communication, la transmission de transactions et de données entre nos clients institutionnels et nous-mêmes est encore plus facile. Ils peuvent enregistrer leurs ordres de

titres, directement et sans perte de temps, dans notre infrastructure IT et reçoivent en retour, de notre part, les confirmations et données relatives aux ordres qui parviennent aussi directement dans leurs systèmes. Ceci permet de mettre fin, aussi bien chez nous que chez nos clients, à des opérations laborieuses telles que la saisie manuelle des données dans les systèmes respectifs.

Mais nous pouvons en plus proposer, en tant que prestataire, les possibilités techniques de notre système IT et faire passer sur notre plateforme les comptes d'autres banques, prestataires de services financiers et sociétés de placement de capitaux. Nos partenaires profitent ainsi de processus efficaces dans le back-office et de notre expérience dans le domaine des transactions de titres. Au 1^{er} janvier 2007, nous avons pris en charge la garde et la gestion de 20.000 comptes-titres pour la Volkswagen Bank.

La FondsServiceBank, dont les comptes ont été transférés sur notre plateforme depuis mi 2006, est prête elle aussi pour une croissance supplémentaire. Elle assume la garde et la gestion de comptes pour des groupes de courtiers, des plateformes de fonds et des sociétés de placement de capitaux. Au 31 décembre, elle travaillait pour 33 partenaires pour lesquels elle gérait 484.946 comptes. Nous voyons là un potentiel de croissance significatif pour notre portefeuille-clients au cours des prochaines années aussi.

Parvenir ensemble à une croissance rentable – telle était notre devise tout au long de l'exercice 2006. Cette croissance se poursuivra aussi en 2007, et ce dans tous nos secteurs d'activité.

Etapes importantes en 2006

Février : La DAB Bank est primée, pour la deuxième fois consécutive, dans la catégorie « **Meilleure offre de produits** » par le magazine des investisseurs Börse Online. Dans le classement global à l'élection du meilleur courtier en ligne de l'année, elle obtient la deuxième place.

Mai : L'Assemblée générale approuve la proposition du Directoire et du Conseil de surveillance de distribuer intégralement le bénéfice se dégageant du bilan, conformément au code de commerce allemand. La DAB Bank AG verse à ses actionnaires un dividende d'un montant de **18 centimes d'euros par action** pour l'exercice 2005.

La DAB bank AG lance le nouveau portail Internet www.profi-depotcheck.de, premier blog vidéo de gestionnaires de patrimoines indépendants des banques qui reprend chaque semaine les tout derniers sujets du monde de la finance.

Août : La DAB bank est élue **meilleur courtier** en ligne par le magazine Euro am Sonntag sur la base d'une comparaison qualité-prix détaillée.

Mars : Le 14 mars, la DAB bank annonce son **résultat record** pour l'exercice 2005 : un bénéfice avant impôts de 23,89 millions d'euros, 955.720 comptes et un encours géré de 24,98 milliards d'euros.

La DAB bank se montre dès maintenant encore plus moderne et axée davantage sur les besoins des clients. Sa nouvelle couleur, un **vert lumineux**, marque désormais l'image globale de la banque à l'extérieur.

Juin : Le **transfert technique** de la FondsServiceBank sur la plateforme de la DAB Bank est finalisé.

Octobre : Les clients de la DAB bank peuvent acheter le certificat « Vietnam Top Select » de la Deutsche Bank avant même son introduction en bourse. Celui-ci offre, pour la première fois, aux investisseurs privés en Allemagne, la possibilité transparente et directe d'investir dans ce marché asiatique en pleine expansion. Il a gagné environ 45 % dans la seule période de souscription de cinq semaines.

Décembre : La DAB bank proposera des emplois-formations et annonce qu'elle offrira pour la première fois, à partir de septembre 2007, dix places de formation en association avec l'HypoVereinsbank.

Le nombre des comptes gérés chez la DAB Bank a dépassé, en décembre, la barre magique d'un million de clients.

Septembre : Dès maintenant, les clients de la DAB bank peuvent utiliser un nouvel instrument pour les négociations, les « Straight Forward Dealings » (SFD). Il s'agit de dérivés d'actions structurés sur les valeurs du DAX 30 qui suivent le cours de ces actions dans un rapport 1:1.

La DAB Bank organise, pour la neuvième fois, le congrès de l'investissement qui enregistre un nouveau record de visiteurs : quelque 1.000 gestionnaires de patrimoines, courtiers de fonds de placement et professionnels de la finance profitent de l'occasion pour s'informer de manière ciblée sur les toutes dernières évolutions dans le secteur et sur les marchés financiers.

Novembre : La DAB bank propose à ses clients un compte courant assorti d'une carte euro-chèque/Maestro et d'une carte de crédit. Les clients peuvent à présent utiliser aussi la DAB bank pour leurs opérations bancaires quotidiennes et faire de celle-ci leur banque principale.

La DAB bank AG participe à hauteur de 52,52 % au capital de la SRQ FinanzPartner AG (SRQ) - sous réserve d'obtenir l'approbation des autorités de tutelle - et s'engage ainsi dans l'une des sociétés de conseil en patrimoine jouissant de l'expansion la plus rapide en Allemagne.



Clientèle privée (secteur b-to-c)

2006 a été de nouveau une bonne année de croissance pour notre secteur business-to-consumer (b-to-c). Nos investisseurs privés ont investi davantage dans les titres et ne se sont pas laissés influencer durablement par les fortes fluctuations des cours qui ont eu lieu en mai et juin. Ainsi, nous avons exécuté 4,33 millions de transactions pour le secteur b-to-c, soit environ un quart de plus que l'année précédente et l'encours géré a lui aussi continué à progresser dans ce secteur, passant de 9,53 à 10,62 milliards d'euros.

Bienvenue dans le vert

Début 2006, nous avons changé le design d'entreprise de la DAB bank et opté pour un vert frais et clair : toute notre présentation vers l'extérieur et notre site Internet paraissent, depuis, encore plus modernes et davantage axés sur les besoins de la clientèle. Nous avons en outre renforcé la marque de la DAB bank, sa capacité à retenir l'attention et à être reconnue. En 2006, nous avons concentré nos activités performantes de marketing sur des moyens de communication suscitant un taux de réponse élevé. Outre le courrier, nous avons misé encore plus sur la télévision et la vente directe au cours de l'exercice écoulé. Nous avons produit six spots publicitaires différents qui ont été diffusés sur des chaînes de télévision proches du monde économique à des heures de grande écoute. De plus, nous avons augmenté le nombre de nos stands publicitaires dans les aéroports et les gares des villes allemandes. Le nombre de nos nouveaux clients atteste notre succès : nous avons gagné 12.494 nouveaux clients, en chiffres nets, dans le secteur b-to-c, soit plus du double de l'année précédente. 9.872 nouveaux comptes, en chiffres nets, ont été ouverts dans la seule Allemagne. A l'échelle du groupe, nous gérons 439.692 comptes b-to-c au 31 décembre 2006.

Tout est au vert – ceci ne vaut pas seulement pour la DAB bank mais avant tout pour ses clients. 2006 aussi a été pour nous une année au cours de laquelle nous avons intensifié le dialogue avec nos clients, amélioré nos services et élargi le choix de nos produits.

Des contacts actifs avec la clientèle grâce à une stratégie basée sur de nombreux moyens de communication

En 2006, nous avons effectué 56 campagnes produits dans le cadre de notre commercialisation active. Ces actions étaient axées essentiellement sur des certificats gérés activement. En l'espace de seulement trois semaines, nous sommes en mesure de développer un produit, de choisir le meilleur émetteur pour celui-ci et de le mettre sur le marché. C'est pile au bon moment, lorsque le prix du pétrole montait en flèche, que nous avons pu, par exemple, proposer à nos clients l'obligation de JP Morgan basée sur l'indice de taxation forfaitaire du super sans plomb. L'investissement dans cette obligation leur a permis de compenser les prix supérieurs qu'ils devaient payer à la pompe. Les spécialistes ont, à de multiples reprises en automne, attiré l'attention sur le Vietnam comme pays présentant un potentiel de croissance que les investisseurs devraient examiner de près. Notre certificat Vietnam que nous avons commercialisé en exclusivité est arrivé pile au bon moment ; sa valeur a gagné environ 45 % dans la seule phase de souscription.

En termes de contacts avec la clientèle, nous avons continué à miser sur une stratégie utilisant de nombreux moyens de communication. Nous avons intensifié le dialogue avec nos clients par le biais de tous les canaux, à savoir par courrier, Internet, téléphone et par un contact direct sur place. Nous avons envoyé, entre janvier et décembre 2006, environ 1,3 million de

lettres et 3,5 millions d'e-mails et informé nos clients des tendances et des évolutions actuelles sur les marchés boursiers dans notre magazine mensuel gratuit Investor. Nous avons fait en plus la publicité d'offres actuelles sur des pages promotionnelles très bien placées sur Internet et présenté des offres sur mesure aux clients qui s'y étaient connectés, dans leur domaine personnel. Beaucoup de nos clients souhaitent, outre des informations ciblées par courrier, e-mail et Internet, un contact personnel avec nos conseillers clients. Qu'ils veuillent passer un ordre ou avoir des réponses ciblées à des questions concernant les titres, nos collaborateurs les aident aussi par téléphone. Les agents de notre centre d'appels répondent à environ 1 million de demandes clients par an. Ce faisant, ils ne se contentent pas de prendre des ordres mais attirent aussi, de manière ciblée, l'attention des clients sur de nouveaux produits qui correspondent à leur stratégie de placement personnelle et à leur répartition des placements entre différentes catégories d'actifs.

Augmentation de la demande de conseils

La demande de conseils augmente en raison de la nécessité croissante de constituer une prévoyance-vieillesse. Depuis mi 2005 déjà, nous proposons aussi à nos clients un conseil personnel sur place, grâce à notre coopération avec la société berlinoise SRQ FinanzPartner AG. Compte tenu de l'augmentation de la demande des clients, nous avons fait un pas de plus dans cette direction au mois de novembre. Nous avons acquis une participation majoritaire au capital de la SRQ afin d'assurer ainsi à long terme, à nos clients, un conseil indépendant et objectif. Nous mettons en relation nos clients privés, exprimant le souhait d'avoir une planification financière personnalisée, avec un des quelque 80 conseillers du réseau SRQ. La SRQ couvre tout l'éventail de la planification financière allant du placement d'argent axé sur les titres à

la prévoyance et aux assurances. D'ici 2008, elle agrandira à 150 experts en planification financière son équipe de conseillers opérant en Allemagne afin de pouvoir satisfaire, à l'avenir aussi, la demande grandissante de conseils.

Extension de la gamme de produits de courtage

La plupart de nos clients privés placent une partie de leur argent dans des fonds communs de placement. A cet égard, notre liste des meilleurs fonds, actualisée chaque mois, était déjà très appréciée dans le passé. En mars 2006, nous avons agrandi cette sélection en y ajoutant dix fonds supplémentaires si bien que nos clients se voient désormais proposer les 30 fonds les plus appréciés avec une garantie de prix plancher.

Notre marché hors cote, le « Sekunden-Handel », est de plus en plus utilisé par nos clients. Dans le seul domaine des produits dérivés, plus de 80 % des certificats et des warrants sont négociés hors cote. Maintenant que nous avons augmenté de 16 à 21 le nombre de nos partenaires commerciaux, nos clients peuvent négocier plus de 90.000 produits auprès de la DAB bank. La possibilité de passer aussi des ordres de fonds via le « Sekunden-Handel » est entièrement nouvelle. En 2007, nous développerons également les négociations de fonds hors cote.

Depuis le mois de septembre, nous proposons les SFD (Straight Forward Dealings) aux investisseurs qui veulent réaliser des bénéfices à court terme sur des marchés volatils. Cet instrument développé pour les négociations par la Lang & Schwarz Wertpapierhandelsbank AG regroupe des dérivés d'actions structurés de manière transparente sur les valeurs du DAX 30. Les investisseurs opportunistes peuvent, grâce au levier impliqué dans les SFD, profiter des fluctuations du cours des actions sous-jacentes dans un rapport 1:1, sans investir beaucoup d'argent.

La DAB complète son offre par un compte courant

Dans les sondages réalisés, 15 % de nos clients ont exprimé le souhait d'utiliser la DAB bank comme banque principale pour leurs opérations financières quotidiennes. Ceci est possible depuis début novembre grâce au compte courant DAB assorti d'une carte eurochèque et d'une carte de crédit. Avec ce compte courant, nous complétons notre offre de services axée sur le placement et la prévoyance et offrons désormais les principaux services bancaires en une seule et même source. A cet égard, nous proposons deux modèles de compte, le compte courant DAB et le compte courant DAB Platinum. Tous les deux permettent non seulement d'effectuer des opérations de paiement mais aussi de retirer gratuitement de l'argent, en Allemagne, auprès de plus de 7.000 distributeurs automatiques de billets du Cash Group. Les titulaires du compte courant DAB Platinum peuvent obtenir en option la carte de crédit MasterCard Platinum qui comprend des services exclusifs pour les clients de la DAB bank tels qu'un service de conciergerie, l'accès à 500 loges VIP dans des aéroports du monde entier et un lot complet d'assurances pour toute la famille.

Place n°1 pour la DAB bank

La DAB bank mérite la première place – tel est l'avis aussi bien des lecteurs du magazine Börse Online que du magazine des investisseurs Euro am Sonntag. Lors du sondage annuel réalisé par Börse Online pour élire le meilleur courtier de l'année, nous sommes arrivés vainqueur en 2006 aussi : pour la deuxième fois consécutive, notre offre de produits nous a valu la première place. « Une offre étendue et des prix avantageux – quel courtier en ligne offre le plus aux investisseurs privés ? » demandait en août le magazine Euro am Sonntag. Réponse : la DAB bank. Par rapport aux 16 courtiers en ligne, nous avons fini clairement vainqueur aussi bien en ce qui concerne les conditions proposées que l'offre de produits.



Clientèle d'entreprises (secteur b-to-b)

Notre secteur business-to-business (b-to-b) a été, en 2006 aussi, le moteur de croissance n°1 de la DAB bank. Ainsi, le nombre de comptes de clients finaux a augmenté d'environ 43 % dans ce secteur, passant de 65.801 à 93.881. Le nombre d'intermédiaires financiers travaillant avec la DAB bank a lui aussi continué à progresser en 2006, de 901 à 959. Notre encours géré a également évolué de manière très positive en enregistrant un nouveau record de 12,27 milliards d'euros dans ce secteur.

Service « Depotcheck » disponible en ligne depuis 2006

Notre service d'analyse de portefeuilles de placement « Depotcheck » a une nouvelle fois donné un grand coup de fouet à la croissance de notre clientèle dans le secteur b-to-b. A l'occasion de plus de 40 actions menées avec des média sélectionnés, nous avons acquis environ 17.400 clients potentiels qui ont laissé analyser leurs portefeuilles de placement, d'un volume moyen de 120.000 euros, par nos partenaires b-to-b opérant en Allemagne. Pour la première fois au cours de l'exercice écoulé, l'action « Depotcheck » a été réalisée en utilisant des supports en ligne et des portails Internet tel que gmx.de, Zeit Online et Manager-Magazin.de. De plus, nous avons créé, en mai, la page Internet www.profidepotcheck.de. Dans ce premier blog vidéo unique en son genre, des gestionnaires de patrimoines indépendants des banques reprennent chaque semaine les tout derniers sujets du monde de la finance et donnent des astuces et des conseils sur la planification et la constitution de patrimoine. En outre, ils offrent la possibilité aux personnes intéressées de s'inscrire – toujours sur ce canal – pour une analyse gratuite de leurs portefeuilles de placement.

Les investisseurs ont pu aussi s'informer sur le savoir-faire et l'expérience des gestionnaires de patrimoines lors d'un contact direct avec ceux-ci. Pour la première fois, en 2006, nous nous sommes présentés avec dix gestionnaires de patrimoines et l'association des gestionnaires de patrimoines indé-

pendants sur un stand commun lors du salon international des investisseurs à Düsseldorf, du 17 au 19 septembre. L'action a été soutenue par notre partenaire média Rheinische Post. De nombreux visiteurs ont pu se convaincre des avantages de travailler avec des professionnels de la finance qualifiés et reconnus, soutenus par une banque directe telle que la DAB bank présentant une organisation allégée et des structures de coûts compétitives.

En 2007, nous développerons encore nos actions « Depotcheck » et les proposerons en utilisant de nouveaux média. De cette manière, nous faisons d'une part connaître à une large couche de la population le sujet de la gestion indépendante de patrimoine et soutenons d'autre part activement nos partenaires b-to-b dans leur prospection et conquête de nouveaux clients. Nous espérons qu'une croissance supplémentaire se dégagera des engagements pris à l'extérieur de l'Allemagne. Nous avons déjà mis en place les premières coopérations avec des gestionnaires de patrimoines en Autriche et en Suisse et les intensifierons également en 2007.

De nouveaux services pour un traitement plus rapide et un plus grand confort

En 2006, nous ne nous sommes pas contentés d'aider nos partenaires b-to-b à acquérir de nouveaux clients mais les avons aussi soutenus sous forme de services et de produits ciblés. Dans ce contexte, l'excellence de notre infrastructure IT représente un avantage crucial. Au cours des années passées, nous avons fortement investi dans notre plateforme IT et posé ainsi les jalons pour une offre de services encore plus étendue et des avantages concurrentiels incontestables.

Depuis fin 2006, nous proposons une interface SWIFT en particulier à nos clients institutionnels, les banques et les assurances. Etant donné que tous les ordres passent désormais par ce système uniforme de communication, la

transmission de transactions et de données entre nos clients institutionnels et nous-mêmes est encore plus facile. Ceci permet de mettre fin, aussi bien chez nous que chez nos clients, à des opérations laborieuses telles que la saisie manuelle des données dans les systèmes respectifs. Pour la DAB bank, cette innovation signifie en même temps un avantage concurrentiel supplémentaire étant donné qu'elle nous a permis d'augmenter d'environ 50 % le volume de placements de nos clients institutionnels dans le secteur b-to-b.

Une autre nouveauté mise en place en 2006 pour nos partenaires b-to-b est notre outil d'envoi automatisé de prospectus de présentation de fonds. Le courtier peut, via une interface en ligne, faire envoyer à son client final les prospectus et documents souhaités de manière simple, sans perte de temps et sans devoir pour cela entrer lui-même en relation avec différentes sociétés de placement de fonds.

Nos intermédiaires financiers peuvent à présent traiter aussi les demandes de manière encore plus simple, grâce à notre nouveau « CRM Request System ». L'intermédiaire financier y saisit les demandes en ligne et peut lui-même suivre simultanément l'état de traitement des demandes. Pour nos partenaires b-to-b, ceci signifie une plus grande transparence, des temps de travail raccourcis et donc plus de temps à consacrer à leur véritable tâche : la gestion de patrimoine et le conseil des clients finaux en la matière.

Depuis l'été dernier, nos intermédiaires financiers peuvent ouvrir auprès de la DAB bank des comptes-types standardisés, basés sur des fonds communs de placement. Avec un investissement minimum de seulement 5.000 euros, les investisseurs peuvent utiliser ces comptes pour profiter du savoir-faire de professionnels de la finance sans devoir engager de grosses sommes d'argent. Nos intermédiaires financiers ont, pour leur part, la possibilité d'ajuster

rapidement et simplement la composition de leurs comptes-types en fonction des conditions du marché.

Enfin, nous proposons un nouveau produit à nos intermédiaires financiers pour leurs clients finaux : la « World Signia Card ». Cette carte de crédit exclusive est mise à la disposition de clients que nous sélectionnons et offre des services de grande qualité tels que l'accès à 500 loges VIP dans des aéroports du monde entier, des services de voyage et de trésorerie, une aide rapide en cas d'urgence, un lot complet d'assurances ainsi que des offres actuelles de très grande qualité.

Toujours au courant grâce aux manifestations organisées pour les partenaires b-to-b

En 2006 aussi, la DAB bank a invité de nouveau des gestionnaires de patrimoines et des courtiers de fonds de placement à différentes manifestations. Celles-ci ne servent pas seulement à la formation continue et à la transmission d'informations mais sont devenues aussi, ces dernières années, des rencontres entre des partenaires du secteur et des plateformes favorisant les échanges.

Nous avons débuté l'année 2006 par l'événement traditionnel d'ouverture annuelle à la bourse de Munich au cours duquel des économistes et stratèges reconnus de l'investissement ont discuté de l'évolution des bourses et des marchés en 2006.

L'année a atteint son apogée le 20 septembre avec le 9^{ème} congrès de l'investissement de la DAB qui a établi un nouveau record de visiteurs avec plus de 1.000 participants. Nous avons pu rallier comme intervenants

Prof. Dr. Norbert Walter, économiste en chef de la Deutsche Bank, et Prof. Dr. Hans Tietmeyer, ancien Président de la Deutsche Bundesbank. Les visiteurs ont porté un intérêt particulier à des sujets tels que l'évolution des taux d'intérêt, les marchés des matières premières, le « private equity » et les exigences réglementaires et de droit fiscal. Les professionnels de la finance ont obtenu des informations détaillées sur le secteur et les attentes du marché pour 2007 dans le cadre de 17 ateliers et lors d'entretiens avec 52 exposants.

Aucun autre sujet n'a autant préoccupé cette année les gestionnaires de patrimoines et les courtiers de fonds de placement que la MiFID, directive concernant les marchés d'instruments financiers, qui entrera en vigueur au plus tard à partir de novembre 2007. C'est la raison pour laquelle la DAB bank n'a pas seulement fourni des informations détaillées à ce sujet lors du congrès de l'investissement mais a aussi organisé, en novembre dans quatre grandes villes allemandes, des séminaires sur la question en collaboration avec le « German Investment Trust ».

L'Allemagne est le plus grand marché du « private banking » en Europe avec plus de quatre millions de clients. Les investisseurs privés classés dans le segment « affluent », avec une valeur nette de plus de 100.000 euros, et la clientèle privée fortunée classée dans les segments « HNWI »/ «HNWI+ », avec une valeur nette de plus de 500.000 euros, détiennent ensemble plus de 1.200 milliards d'euros d'actifs financiers. La DAB bank jouit d'une excellente position dans le secteur b-to-b et saura tirer le meilleur profit, à l'avenir aussi, des chances de croissance du marché.

FondsServiceBank – un service de la DAB bank

Après la finalisation en 2005 de la fusion juridique de la FSB FondsServiceBank et de la DAB bank, l'année 2006 a vu le transfert technique des comptes de la FondsServiceBank sur la plateforme de la DAB bank. Ce projet s'est achevé en juin, posant les jalons pour une amélioration continue des processus et la mise en place de nouveaux produits et services en 2007.

La FondsServiceBank aussi était placée sous le signe de la croissance en 2006. Le nombre de comptes a augmenté, sur l'année, de 462.721 à 484.946 ; l'encours géré a progressé de 0,62 milliard pour atteindre 6,74 milliards d'euros. Dans le secteur représenté par la FondsServiceBank, nous souhaitons parvenir à un fort positionnement sur le marché en convainquant les intermédiaires financiers des avantages uniques qu'offre la FSB. Nous chercherons à exploiter le potentiel inhérent à ce secteur en acquérant de nouveaux clients, en améliorant l'efficacité des processus et en élargissant l'éventail de produits.

Acquisition d'une participation majoritaire au capital de la SRQ FinanzPartner AG

En Allemagne, tout le monde parle de la constitution de patrimoine et de la prévoyance-vieillesse et les possibilités en la matière sont multiples. Pour beaucoup d'investisseurs, la décision de savoir quelle stratégie est la bonne et quels produits y répondent le mieux n'est toutefois pas facile. Les professionnels expérimentés et indépendants, donnant des conseils lors du choix des produits, sont en conséquence de plus en plus demandés.

Cette demande de conseil indépendant s'est également accrue dans le passé parmi la clientèle privée de la DAB bank. Depuis trois ans déjà, nous travaillons en coopération avec la SRQ FinanzPartner AG qui, depuis mi 2005, conseille aussi nos clients b-to-c.

Engagement dans la SRQ FinanzPartner AG

En novembre 2006, nous sommes allés un peu plus loin dans cette démarche en acquérant 52,52 % des parts de la SRQ. En janvier, la transaction a été finalisée après avoir reçu l'approbation des autorités de tutelle. L'achat des parts a été financé par des fonds liquides. Nous avons un droit d'option, limité dans le temps, sur l'achat des parts restantes.

La commercialisation mobile : un marché porteur

En nous engageant dans la SRQ, nous n'assurons pas seulement, sur le long terme, un conseil indépendant et compétent à notre clientèle privée mais nous accédons aussi à l'une des sociétés de conseil en patrimoine jouissant de l'expansion la plus rapide en Allemagne.

En effet, depuis sa création en 2003, la SRQ FinanzPartnerAG a acquis 4.516 comptes et géré un encours de 676 millions d'euros au 31 décembre 2006. Au cours du seul exercice écoulé, elle a ouvert 1.016 nouveaux comptes et augmenté de 226,6 millions d'euros l'encours géré, soit une progression de 50 %. La SRQ a terminé l'année 2006 sur un résultat rentable et s'accorde donc parfaitement avec la DAB bank et sa stratégie de croissance rentable.

Au cours des prochaines années aussi, la SRQ profitera de la forte poussée de croissance sur le marché du « private banking » mobile. Ceci aura également des répercussions positives sur le nombre de nos clients. En effet, outre le suivi de notre portefeuille de clients au petit patrimoine, la SRQ acquerra de nouveaux clients sur le marché et donnera ainsi des impulsions positives pour le développement de la clientèle de la DAB bank.

Nous nous sommes fixé les objectifs suivants à atteindre d'ici 2008 : étendre le réseau national de conseillers financiers à 150, augmenter le nombre de comptes à 10.000 et accroître l'encours géré pour qu'il atteigne la barre d'un milliard d'euros.

Conseil indépendant, partout en Allemagne

La SRQ agira, à l'avenir aussi, en tant que marque autonome et indépendante. La direction de la SRQ reste très engagée dans l'entreprise et continuera à contribuer considérablement à sa réussite. La SRQ compte actuellement 83 conseillers – tous des employés bancaires diplômés ayant de nombreuses années d'expérience professionnelle – et exerce ses activités dans toute l'Allemagne. L'entreprise, dont le siège est à Berlin, dispose en plus de six sites régionaux.

La DAB bank tout comme la SRQ FinanzPartner AG attachent de l'importance à l'indépendance et l'objectivité de leur offre. L'activité de conseil de la SRQ en expansion rapide ainsi que l'expérience de la DAB bank en tant que banque directe leader dans le domaine des transactions de titres se complètent donc à merveille et représentent à l'avenir aussi une grande qualité et une croissance rentable.



Claus Quahl, Président du Directoire



direktanlage.at – la banque autrichienne pour les investisseurs intéressés par les titres

Une « croissance rentable » - tel est l'objectif non seulement de la DAB bank mais aussi de sa filiale autrichienne direktanlage.at. En effet, l'entreprise, dont le siège est à Salzbourg, a presque doublé son résultat avant impôts. Celui-ci a augmenté de 5,14 millions d'euros par rapport à l'année précédente pour atteindre 9,4 millions d'euros, son meilleur résultat depuis sa création en 1995.

▶ Développement du leadership sur le marché

En appliquant sa devise couronnée de succès « Pas de frais mais des innovations », la direktanlage.at a continué, au cours de l'exercice écoulé, à étendre son leadership sur le marché en Autriche. Détenant une part de marché de 70 % dans le secteur du courtage, elle est et reste la banque autrichienne pour les investisseurs intéressés par les titres. Soutenue par l'évolution positive sur les places boursières en Autriche, elle enregistrait à nouveau une croissance organique significative de ses créateurs de valeur au cours de l'exercice écoulé. Entre janvier et décembre 2006, la direktanlage.at exécutait 858.722 transactions – soit une progression de 59 % par rapport à l'année précédente. Le nombre de transactions par compte et par an s'élevait à 21,9 et enregistrait ainsi un nouveau record dans la comparaison européenne.

La constitution de patrimoine et le conseil en placement sont des sujets qui prennent de plus en plus d'importance aussi dans la population autrichienne. La prévoyance vieillesse et retraite sont les principaux motifs d'épargne pour les investisseurs. A cet égard, le placement dans des titres joue un rôle de plus en plus important en Autriche aussi. Ainsi, le nombre de personnes qui ont investi dans des actions, des fonds et des certificats, a augmenté de 25 à 32 pour la seule période 2005–2006, les Autrichiens manifestant un intérêt particulier pour les certificats. Le pourcentage d'actifs financiers investis dans les titres par les ménages privés autrichiens a augmenté de 23 à 28 % entre décembre 2005 et juin 2006.

La direktanlage.at a parfaitement mis à profit ces tendances pour son propre succès au cours de l'exercice écoulé : elle a augmenté de 6.191 le nombre de comptes pour le porter à 42.263. Tout comme la DAB bank, elle a développé son activité aussi bien auprès de la clientèle privée que de la clientèle d'entreprises. Dans le seul secteur b-to-b, la direktanlage.at a acquis 35 intermédiaires financiers et 3.569 comptes clients.

L'encours géré aussi a évolué de manière très positive en 2006 en enregistrant une progression de plus d'un tiers. Il a dépassé pour la première fois la barre des 2 milliards d'euros et s'élevait à 2,35 milliards d'euros au 31 décembre. Les actifs financiers investis dans les fonds ont augmenté de 50 % pour atteindre 0,62 milliard d'euros.

Gestion de patrimoine performante

La direktanlage.at a exploité l'intérêt des investisseurs pour les fonds communs de placement ainsi que la demande croissante d'une excellente gestion de patrimoine pour lancer des produits innovants à fort succès : en été, elle a mis sur le marché le fonds « Top Vario Mix », conçu par elle-même et géré par la société allemande de gestion de patrimoine Dr. Jens Ehrhardt Kapital AG. Avec un investissement minimum de seulement 1.500 euros, les clients privés peuvent profiter du savoir-faire d'une des 10 meilleures sociétés allemandes de conseil en patrimoine. Résultat : en l'espace de six semaines seulement, plus de 10 millions d'euros ont été investis dans ce fonds.

Grâce à la direktanlage.at, la DAB bank jouit d'une excellente position sur le marché autrichien. La direktanlage.at, qui enregistrait une croissance organique, a réalisé, en 2006 aussi, des résultats largement supérieurs à la moyenne. Le segment Autriche apportera également à l'avenir une contribution positive à la croissance rentable du groupe DAB bank.



Ernst Huber, Président du Directoire


direktanlage.at
Die Bank für Wertpapieranleger.



Jens Hagemann
Membre du Directoire

Alexander von Uslar
Membre du Directoire

Wolfgang Strobel
Mandataire général

*Traduction des comptes consolidé/du rapport de gestion du groupe établis en langue allemande.

Rapport économique

2006 : objectifs de résultat dépassés grâce à une croissance rentable

Au cours de l'exercice 2006, nous nous sommes concentrés au sein de la DAB bank sur trois objectifs principaux afin de continuer à progresser de manière rentable et durable :

1. Augmenter le résultat consolidé avant impôts d'environ 40 % par rapport à l'année précédente pour le porter à 33 millions d'euros
2. Réduire le ratio coûts/revenus de 5 % pour le faire tomber en dessous de 80 %
3. Augmenter l'encours géré à 28 milliards d'euros

En réalisant un résultat avant impôts de 35.006 KEUR (contre 23.891 KEUR l'année précédente), nous avons augmenté de 46,5 % le résultat de 2005 et même dépassé notre objectif fixé à 33 millions d'euros. Le taux de rentabilité des fonds propres atteignait par conséquent 20,2 % (contre 14,4 % l'année précédente).

Nous avons augmenté nos revenus de 13,9 % par rapport à l'année précédente pour les porter à 164.043 KEUR. Les charges générales d'exploitation, qui se chiffraient à 129.037 KEUR, ont augmenté de manière proportionnellement inférieure par rapport à l'année précédente. Nous avons donc continué à réduire notre ratio coûts/revenus au cours de l'exercice écoulé. Il était de 78,7 % (contre 83,4 % l'année précédente) et par conséquent inférieur aux 80 % que nous nous étions fixés comme objectif.

L'encours géré, qui s'élevait à l'échelle du groupe à 29,63 milliards d'euros au 31 décembre 2006, atteignait un record depuis la création de la DAB bank (31.12.2005 : 24,98 milliards d'euros). Là encore, nous avons dépassé notre objectif fixé à 28 milliards d'euros.

Evolution du marché

Développement de l'économie mondiale en 2006

En 2006, l'économie mondiale a poursuivi son essor qui dure à présent depuis trois ans. La production mondiale enregistrait une augmentation de 3,9 %, soit encore une légère progression par rapport à l'année précédente. Cette phase d'expansion s'appuyait sur une large base qui, outre les économies dynamiques habituelles que sont les Etats-Unis et l'Asie de l'Est, englobait en plus cette année la zone Euro affichant un produit intérieur brut (PIB) accru. Les Etats-Unis et le Japon ont tout d'abord repris l'élan de l'année précédente avant de ralentir toutefois au cours de l'année en raison de la baisse de la demande de consommation. En Chine, le produit intérieur brut affichait, en 2006, une fois de plus un taux de croissance à deux chiffres.

Le prix du pétrole a de nouveau freiné l'activité économique mondiale : il atteignait à plusieurs reprises de nouvelles cotes records et un prix moyen de 67 dollars américains le baril au cours des dix premiers mois. Il dépassait ainsi en moyenne d'environ 22 % sa valeur pour la même période de l'année précédente. Ceci était dû à une demande toujours forte de la part avant tout des Etats-Unis et de l'Asie, et à des tensions géopolitiques, notamment au Proche-Orient.

La dynamique conjoncturelle des Etats-Unis était portée en début d'année par des programmes de reconstruction, chiffrés en milliards, pour réparer les dégâts occasionnés par les ouragans. Elle s'est ensuite considérablement ralentie en raison de l'augmentation des prix de l'énergie. Il en résultait pour 2006 une croissance du PIB de 3,3 %. L'économie du Japon – soutenue par

une forte demande intérieure, notamment d'énormes investissements de l'industrie – progressait de 2,8 %. Quant au PIB chinois, il enregistrait un taux de croissance de 10,6 % en 2006. Cette dynamique avait pour principales forces motrices d'importants investissements corporels bruts et une augmentation de la consommation des ménages.

En 2006, la zone Euro a connu une évolution économique à nouveau positive. La croissance du PIB se chiffrait à 2,7 %. L'Allemagne a fourni une base solide à cette expansion en augmentant ses importations en provenance des autres pays de la zone Euro qui ont ainsi pu obtenir des taux de croissance positifs. Ainsi, la Finlande, l'Irlande, le Luxembourg et l'Espagne ont enregistré des taux de croissance très élevés. Parmi les Etats membres de l'Union Européenne (l'UE des 25), les Etats baltes et la Slovaquie notamment se sont distingués par une très forte croissance.

En Allemagne, la croissance du PIB s'élevait à 2,5 % en 2006 et atteignait ainsi son niveau le plus élevé sur 6 ans. La conjoncture intérieure a, pour la première fois depuis des années, contribué à l'essor économique. Des facteurs restrictifs, tels que la hausse des prix de l'énergie, la consolidation budgétaire de l'Etat fédéral et une augmentation de 1,7 % des prix à la consommation (HVPI), n'ont pas stoppé cette tendance positive. La Coupe du monde de football a également donné des impulsions positives à l'activité économique. Les effets d'anticipation liés à l'augmentation de la T.V.A. décidée pour 2007 ont donné lieu à une augmentation des achats de biens d'équipement durables. Cet essor économique a fini par atteindre aussi le marché du travail, entraînant une réduction du taux de chômage à 8,2 % en fin d'année et une augmentation simultanée des emplois soumis à l'assurance sociale.

Pour 2007, on s'attend à ce que la dynamique de l'économie mondiale se ralentisse en raison d'une politique monétaire plus restrictive à l'échelle mondiale et d'une nouvelle hausse du prix du pétrole, ceci ne l'empêchant pas toutefois de se maintenir à un niveau élevé. La perte de vitesse de l'éco-

nomie aux Etats-Unis sera essentiellement compensée par l'essor économique dans la zone Euro et l'Asie de l'Est dont la croissance du PIB ne diminuera que légèrement. Pour l'Allemagne, on s'attend à ce que la croissance se poursuive mais soit légèrement inférieure. Ceci s'explique par une perte du pouvoir d'achat et par une baisse de la demande de consommation en raison de l'augmentation de la T.V.A. à 19 %.

Evolution des marchés financiers

Les marchés boursiers ont repris l'élan de l'année précédente et se sont développés une nouvelle fois de manière très positive en 2006 par rapport à l'année précédente.

Le DAX est monté en flèche dès le début de l'année et dépassait la barre des 6.000 points début avril. Il a eu ensuite des hauts et des bas pendant un mois, avant de se consolider de début mai à mi juin. Après, il n'a connu qu'une tendance : la hausse. Vers la fin de l'année, l'indice directeur allemand a traversé encore une fois une phase de hauts et de bas avant de franchir toutefois la barre – importante sur le plan psychologique – des 6.600 points en prenant de la vitesse en fin d'année. Le 28 décembre 2006, il atteignait 6.629,33 points, ce qui était son plus haut niveau aussi bien pour l'année que depuis février 2001. Au total, le DAX a enregistré une plus-value de 1.186,7 points en 2006 (contre 1.152,2 points l'année précédente), soit une progression de 21,9 % (contre 27,1 % l'année précédente). Il a ainsi dépassé les principaux indices d'Europe, des Etats-Unis et du Japon : l'Euro Stoxx 50 progressait de 13,9 %, le FTSE 100 de 10,7 % et le CAC40 de 17,1 %. Dans la même période, le Dow Jones Industrial augmentait de 16,3 % et le Nikkei 225 - indice directeur japonais - de 5,7 %. Comme l'année précédente, le DAX n'a pas pu suivre cependant le rythme du développement des autres indices allemands. Ainsi, le MDAX progressait de 28,4 % et le SDAX de 31,1 %. Parmi les bourses d'actions les plus performantes du monde, celles des pays BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine) se sont distinguées en 2006.

Portées par l'ambiance toujours positive sur les marchés boursiers et l'augmentation des bénéfices d'entreprises, de nombreuses sociétés ont fait leur entrée en bourse en 2006 aussi. Au total, on enregistrait sur l'année 70 IPO (Initial Public Offering) en Allemagne (contre 19 en 2005). Les plus grandes introductions en bourse étaient celles de Symrise AG, Wacker Chemie AG et GAGFAH S.A.. La plupart des IPO ont été recensées aux Etats-Unis (188), suivis du Japon (166) et de la Grande-Bretagne (142).

Les transactions sur les places boursières allemandes ont, elles aussi, suivi la dynamique des marchés boursiers. Au cours des douze derniers mois, 257,4 millions d'ordres (199,8 l'année précédente) ont été passés sur les bourses d'actions allemandes, soit une progression de 29 %. La valeur du volume de transactions exécutées s'élevait au total à 5,0 billions d'euros (3,8 billions d'euros l'année précédente). Sur ce montant, 4,3 billions d'euros revenaient au volume de transactions en actions (3,1 billions d'euros l'année précédente), 219,7 milliards d'euros au volume de transactions en warrants (96,5 milliards d'euros l'année précédente) et 455,8 milliards d'euros au volume de transactions en titres à revenu fixe (615 milliards d'euros l'année précédente).

En dépit de l'évolution boursière positive, le nombre d'actionnaires directs a reculé en 2006. D'après les chiffres du « Deutsches Aktieninstitut », il est tombé à 4,2 millions (contre 4,7 millions en 2005). Le pourcentage d'actionnaires en Allemagne est de 6,5 % (contre 7,3 % l'année précédente). Toutefois, le nombre total des investisseurs en actions a augmenté au deuxième semestre de 449.000 par rapport au premier semestre 2006. Au total, 10,3 millions d'Allemands détenaient des actions ou des participations dans des fonds d'actions en 2006.

L'évolution sur le marché monétaire a suivi aussi celle sur le marché des titres. On y enregistrait une forte augmentation au cours de l'année, aussi bien dans les plages d'échéance courtes que longues. L'Euribor à 3 mois

(European Interbank Offered Rate), taux d'intérêt interbancaire pour des dépôts à terme de 3 mois, est passé de 2,49 % en début d'année à 3,72 % en fin d'année 2006. L'Euribor à 12 mois a suivi cette évolution et a progressé de 2,84 % à 3,97 % en fin d'année 2006. Les deux taux d'intérêt atteignaient ainsi leur plus haut niveau depuis début 2003.

L'évolution du marché obligataire était commandée en 2006 par des relèvements des taux d'intérêt pratiqués par les banques centrales mondiales, à l'initiative de la Federal Reserve Bank (banque centrale américaine) et de la Banque Centrale Européenne (BCE). Ceci a provoqué une pression sur les cours et les revenus car, parallèlement à la majoration des taux directeurs, les rendements des obligations d'Etat augmentaient aussi. Les marchés obligataires internationaux se sont redressés lorsque la banque centrale américaine a mis fin à la phase de resserrement monétaire. Le niveau de rendement restait relativement bas compte tenu d'un fléchissement de la conjoncture allemande suite à un repli de l'activité économique aux Etats-Unis. En dépit de ces effets, le taux actuariel s'est développé dans l'ensemble de manière très positive. En fin d'année 2006, il s'élevait à 3,96 % (contre 3,2 % l'année précédente).

Le rendement des obligations d'Etat allemandes à dix ans a augmenté, sur l'année, passant de 3,29 % fin 2005 à 3,95 % au 31 décembre 2006. Le contrat à terme Bund est tombé en conséquence de 121,84 (fin 2005) à 116,33, dans la comparaison annuelle.

Les volumes de transactions en obligations d'entreprises allemandes ont augmenté de 5,99 milliards d'euros en octobre 2005 à 13,84 milliards fin octobre 2006. En raison du niveau relativement bas des taux d'intérêt, les émissions sont restées comparativement réduites sur le marché obligataire allemand. Les ventes brutes de titres à revenu fixe d'émetteurs ayant leur siège en Allemagne se chiffraient à 789,83 milliards d'euros en octobre 2006 et étaient ainsi nettement inférieures aux 855,87 milliards d'euros enregistrés en octobre 2005.

De mai à octobre 2006, le cours de change EUR/USD était fortement marqué par l'écart des taux d'intérêt entre les Etats-Unis et l'Europe. Seules la fin du cycle d'augmentations des taux d'intérêt aux Etats-Unis et une majoration de 0,5 % au total - attendue en deux temps - du taux directeur dans la zone Euro ont fait remonter l'euro dans les derniers mois de l'année et fait baisser en conséquence le dollar américain. En fin d'année, le cours de change EUR/USD était de 1,32 EUR/USD (contre 1,21 EUR/USD l'année précédente).

Evolution du secteur

Favorisée par l'environnement macroéconomique positif, la stabilité du système financier allemand a continué à s'améliorer en 2006. A cet égard, les établissements financiers ont profité notamment de la conjoncture intérieure toujours satisfaisante, d'une inflation contenue et de bénéfices d'entreprises progressant de manière soutenue. Le système bancaire allemand s'est présenté en bonne forme sur l'ensemble des secteurs.

La situation bénéficiaire des banques allemandes a continué à se développer nettement en 2006. Les grands établissements bancaires opérant à l'échelle internationale ont augmenté leur rentabilité en 2006. Ils ont profité à cet égard aussi de conditions favorables sur le marché des capitaux. Le développement des marchés boursiers et le faible niveau des taux d'intérêt en vigueur ont été des facteurs favorables évidents. Une tendance durablement positive des activités d'exploitation se dessine dans une perspective à moyen terme – surtout en raison de la performance d'exploitation accrue et de la productivité en hausse des actifs.

L'image d'ensemble favorable d'une rentabilité supérieure dans le secteur bancaire allemand indique que les mesures de restructuration prises ces dernières années par les établissements bancaires portent visiblement leurs fruits. Il faut toutefois constater aussi que la croissance des revenus des établissements reste inférieure d'environ 10 points de pour cents à celle du groupe de référence international, ce qui explique que l'écart du ratio coûts/revenus n'ait pas pu être comblé. Tandis que ce chiffre clé a chuté d'environ 5 points de pour cent dans les établissements bancaires européens, cette baisse n'était que de 2,5 points de pour cent dans les banques allemandes.

La situation des banques allemandes en matière de risques a évolué une fois de plus de manière positive et leur capacité à supporter des risques s'est nettement accrue. Cette évolution repose sur la nouvelle progression de la situation bénéficiaire, la consolidation du bilan des entreprises et la meilleure qualité du portefeuille de crédits du fait d'une amélioration progressive des instruments de gestion des risques.

Les banques allemandes sont parvenues en moyenne à améliorer sensiblement leur taux de capitaux propres et leur taux de fonds propres de base au cours de l'exercice écoulé.

Evolution des banques directes

Le marché des banques directes est resté, en 2006 aussi, un marché porteur. Le nombre de comptes clients a augmenté d'environ 450.000 pour s'élever à environ 4,55 millions, soit une nouvelle progression d'environ 11 % en 2006.

Cette progression supplémentaire s'explique avant tout par le fait que les banques directes ont continué à étendre leurs secteurs d'activité ainsi que leur offre de produits et de services. Cette expansion était donc due principalement à une croissance organique.

L'environnement concurrentiel de la DAB bank AG se compose toujours des anciens courtiers en ligne classiques tels que comdirect ou CortalConsors d'une part, des autobanques comme la Volkswagen Bank et des banques

directes classiques telles que la ING DiBa d'autre part. Parmi les concurrents au sens large du terme, on compte aussi des prestataires spécialisés tels que par exemple la Sino AG axée sur les « heavy traders ».

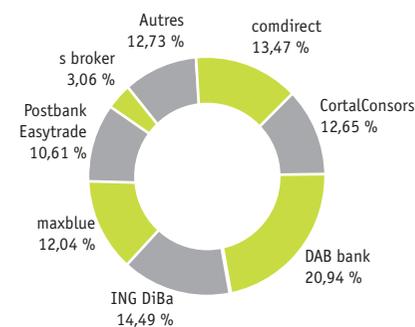
Les plus grands prestataires au moins continuent à développer l'offre de services, allant des opérations sur titres aux activités de crédit en passant par les opérations de virement. En outre, ils proposent de plus en plus souvent aux clients un conseil professionnel. On observe aussi que les banques directes classiques complètent leur offre par des opérations de courtage. Ainsi, la distinction bien claire qui existait entre les banques directes et les courtiers en ligne devient plus floue, les deux proposant désormais de plus en plus des produits et des services similaires.

Nombre des clients/comptes

	2004	2005	2006e	2007e	2008e
comdirect	538.522	550.948	606.110	660.000	730.000
Cortal Consors	498.000	520.000	570.000	620.000	670.000
DAB bank	443.773	919.648	982.000	1.026.000	1.070.000
ING DiBa	347.000	458.135	585.000	710.000	835.000
maxblue	500.000	530.000	560.000	590.000	620.000
Postbank Easytrade	394.000	440.000	480.000	520.000	560.000
s broker	95.000	125.000	136.200	150.000	175.000
Autres	483.705	556.269	580.690	624.000	640.000
Total	3.300.000	4.100.000	4.500.000	4.900.000	5.300.000

Source : West LB Equity Research

Parts de marché : nombre de comptes clients des principaux courtiers en ligne



2007e

Stratégie : la DAB bank et son modèle commercial unique

La stratégie de la DAB bank est clairement axée sur une croissance rentable. Notre action s'oriente en priorité vers cet objectif que nous poursuivons résolument au moyen des trois axes stratégiques suivants :

▶ Concentration sur les marchés Allemagne et Autriche

La DAB bank est la banque directe n°1 dans le domaine des transactions de titres pour la clientèle privée et la clientèle d'entreprises en Allemagne et en Autriche. De plus en plus d'investisseurs reconnaissent les avantages des titres et investissent davantage, dans le cadre de la prévoyance-vieillesse, dans les certificats, en plus des actions et des fonds. La DAB bank profite doublement de cette tendance : aussi bien auprès de la clientèle privée dans le secteur b-to-c qu'avec les gestionnaires de patrimoines, les courtiers de fonds de placement et les clients institutionnels dans le secteur b-to-b. Toutefois, nous ne proposons pas ces services uniquement en Allemagne mais aussi en Autriche par l'intermédiaire de notre filiale, la direktanlage.at.

L'augmentation du volume d'actifs financiers détenus par les ménages privés, l'intérêt grandissant pour la prévoyance-vieillesse privée et la planification financière personnalisée ainsi que l'utilisation accrue d'Internet pour les opérations bancaires et le courtage – telles sont les tendances qui accélèrent notre croissance aussi bien en Allemagne qu'en Autriche.

En tant que filiale de l'HypoVereinsbank, la DAB bank appartient au groupe UniCredit et fait partie de la division Wealth Management. Au sein du groupe UniCredit, elle représente, en tant que banque directe axée sur les transactions de titres, la croissance dans ce domaine, aussi bien sur le marché allemand qu'autrichien. Nous examinerons également les opportunités qu'of-

font les marchés sur lesquels UniCredit est représenté. Des chances intéressantes à moyen et long terme peuvent se dégager de notre appartenance à ce groupe opérant à l'échelle internationale.

▶ Profiter des tendances boursières positives et se détacher des évolutions négatives

En 2000, plus des trois quarts de nos revenus dépendaient du comportement de nos clients en matière de transactions alors que moins d'un quart en était indépendant. En 2006, comme déjà au cours des deux années précédentes, ceci était différent : à présent, ce ne sont plus que quelque 44 % de nos revenus qui dépendent du volume de transactions, contre environ 56 % qui en sont indépendants. Ceci montre que nous avons positionné la DAB bank sur la bonne voie.

Nous avons, en 2006 aussi, mis à profit toutes les possibilités et chances qui se sont offertes à nous sur les places boursières et avons continué à développer notre commercialisation active. Ainsi, nous avons effectué plus de 56 campagnes produits et avons attiré l'attention sur nos offres via tous les canaux de distribution. Pour cela, nous avons envoyé, entre janvier et décembre, environ 1,3 million de lettres, 3,5 millions d'e-mails et avons passé 1 million d'appels téléphoniques. Dans le cadre de cette commercialisation active, les clients ont acheté au total des produits pour un montant d'environ 637 millions d'euros en 2006.

Notre offre se distingue aussi bien par sa diversité que par son indépendance vis-à-vis des émetteurs de titres. Chez nous, les investisseurs peuvent obtenir tous les fonds et certificats disponibles en Allemagne et passer des ordres sur toutes les places boursières ainsi que sur le marché hors cote. Pratiquement aucune autre banque directe en dehors de la DAB bank ne propose en plus à ses clients un choix si grand de plans d'épargne en fonds, de certificats, d'ETF (fonds cotés en bourse) et d'actions.

En Allemagne, la prévoyance-vieillesse privée gagne en importance pour une large couche de la population. Le besoin de suivi et de conseil personnels s'est aussi accru en conséquence chez nos clients privés. Depuis mi 2005 déjà, nous travaillons en coopération avec la société berlinoise SRQ FinanzPartner AG. En fin d'année, nous avons fait un pas de plus dans cette direction en participant majoritairement au capital de la SRQ. L'acquisition de 52,52 % des parts de la SRQ, qui s'est finalisée après avoir reçu l'approbation des autorités de tutelle, fait ressortir notre concentration durable sur notre marché de base. Par cette acquisition, nous nous engageons à long terme dans l'une des sociétés de conseil en patrimoine jouissant de l'expansion la plus rapide en Allemagne et assurons, grâce à elle, un conseil indépendant et compétent à notre clientèle privée.

Depuis l'automne 2006, nous proposons en plus à nos clients notre compte courant DAB – avec carte eurochèque et carte de crédit – qui complète notre offre de services de courtage classique. Ceci permet à nos clients de régler chez nous, de manière simple et pratique, leurs opérations bancaires quotidiennes.

▶ Nous tirons profit de notre avantage dans le domaine IT

Le succès de notre entreprise dans les secteurs b-to-c et b-to-b repose sur notre plateforme IT très prometteuse que nous considérons comme la base de notre croissance et dans laquelle nous avons nettement investi ces dernières années. Grâce à elle, nous sommes à présent en mesure de proposer un support technique complet aussi bien à nos clients b-to-c qu'à nos partenaires dans le secteur b-to-b.

Mais nous pouvons en plus proposer, en tant que prestataire, les possibilités techniques de notre système IT et faire passer sur notre plateforme les comptes d'autres banques, prestataires de services financiers et sociétés de placement de capitaux. Nos partenaires profitent ainsi de processus efficaces dans le back-office et de notre expérience dans le domaine des transactions de titres. Au 1^{er} janvier 2007, nous avons pris en charge la garde et la gestion de 20.000 comptes-titres pour la Volkswagen Bank.

La FondsServiceBank, dont les comptes ont été transférés sur notre plateforme depuis mi 2006, est prête elle aussi pour une croissance supplémentaire. Elle assume la garde et la gestion de comptes pour des groupes de courtiers, des plateformes de fonds et des sociétés de placement de capitaux. Nous voyons là un potentiel de croissance significatif pour notre portefeuille-clients au cours des prochaines années aussi.

Evolution de l'activité et chiffres clés

Plus d'un million de comptes clients

En 2006, nous avons augmenté de 62.799, en chiffres nets, le nombre de comptes au sein du groupe DAB bank. Nous gérons ainsi 1.018.519 comptes en fin d'année à l'échelle du groupe (955.720 fin 2005) et dépassons la barre magique d'un million de clients. Tous les secteurs d'activité ont contribué à ce résultat. Le nombre des comptes a augmenté très fortement dans le secteur b-to-b : le nombre de comptes des clients finaux a progressé d'environ 43 % pour atteindre 93.881 (65.801 fin 2005). Le nombre de comptes de la clientèle privée a lui aussi enregistré des augmentations satisfaisantes : il est passé à 439.692 (427.198 fin 2005), soit 12.494 comptes de plus. La FondsServiceBank enregistrait une nouvelle croissance en 2006 avec une augmentation du nombre des comptes de 22.225, en chiffres nets, qui le portait à 484.946 (462.721 fin 2005).

En Allemagne, nous enregistrons 976.256 comptes au 31 décembre 2006 (919.648 fin 2005) et élargissons ainsi notre base de clientèle de 56.608 comptes. En Autriche, notre filiale direktanlage.at a porté son nombre de comptes clients à 42.263 en fin d'année (36.072 fin 2005), soit une augmentation de 6.191 comptes en chiffres nets.

Nombre de comptes

		2006	2005	Variation en %
Nombre de comptes	nombre	1.018.519	955.720	6,6
Allemagne	nombre	976.256	919.648	6,2
Autriche	nombre	42.263	36.072	17,2

Presque 11 millions de transactions exécutées

En 2006, la reprise sur les places boursières s'est répercutée de manière positive sur les activités de transactions de nos clients. Par rapport à l'année précédente, nous avons pu enregistrer, notamment auprès de notre clientèle privée, un intérêt accru pour les transactions de titres et par conséquent un plus grand nombre d'ordres. A l'échelle du groupe, le nombre d'ordres passés par nos clients b-to-c a augmenté de 26,5 % pour atteindre 4.325.992 (3.418.728 en 2005). Sur ces 4.325.992 transactions, 3.588.536 (2.921.306 en 2005) ont été exécutées en Allemagne et 737.456 (497.422 en 2005) en Autriche.

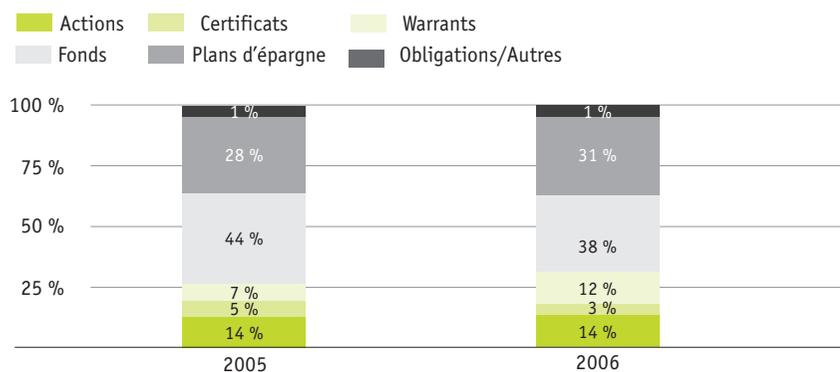
Nos clients b-to-b ont eux aussi profité de l'environnement boursier favorable et ont effectué plus de transactions que l'année précédente. A l'échelle du groupe, le nombre de transactions exécutées a augmenté de 48 % au cours de la même période. En Allemagne, il est passé à 627.322 (463.239 en 2005), soit une progression de 35,4 % tandis qu'il a presque triplé en Autriche, passant de 42.634 à 121.266 transactions.

Nombre de transactions exécutées

		2006	2005	Variation en %
Transactions exécutées	nombre	10.890.064	9.494.762	14,7
Allemagne	nombre	10.031.342	8.954.706	12,0
Autriche	nombre	858.722	540.056	59,0

Nous avons également enregistré un nombre de transactions supérieur à l'année précédente au sein de la FondsServiceBank. En 2006, nous y exécutons 5.815.484 transactions (5.570.161). Compte tenu des transformations de système au quatrième trimestre, les taux de croissance ont toutefois été plus faibles et n'apparaîtront qu'au premier trimestre 2007.

Transactions par catégorie de titres en % (b-to-c, b-to-b, FondsServiceBank)



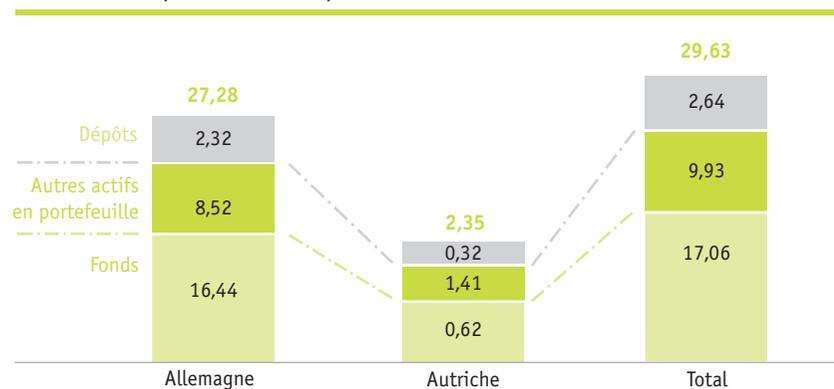
Si l'on considère les deux secteurs du groupe DAB bank, ils enregistraient de sensibles augmentations du nombre de transactions exécutées. En Allemagne, nos clients – y compris ceux de la FondsServiceBank – ont exécuté 10.031.342 transactions au total, soit 12 % de plus que l'année précédente (2005 : 8.954.706). Les secteurs b-to-b et b-to-c en Allemagne enregistraient à eux seuls 4.215.858 transactions (3.384.545 en 2005), soit une progression d'environ 25 %. En Autriche, le nombre d'ordres a augmenté de 59 % au total pour atteindre 858.722 (540.056 en 2005).

A l'échelle du groupe, le nombre de transactions exécutées par compte et par an est passé de 10,47 (8,12 sans la FondsServiceBank) en 2005 à 11,03 (9,89 sans la FondsServiceBank) en 2006. En Allemagne, nos clients exécutaient 10,58 transactions (8,89 sans la FondsServiceBank) par compte et par an (10,25 en 2005 ; et 7,52 sans la FondsServiceBank) et, en Autriche, 21,92 transactions par compte et par an (16,34 en 2005).

Niveau record de l'encours géré

L'encours géré, qui s'élevait à 29,63 milliards d'euros fin 2006, atteignait un nouveau record depuis la création de la banque. A cet égard, nous avons enregistré des taux de croissance significatifs dans toutes les catégories d'actifs. Le volume des comptes et notamment celui des fonds ont évolué de manière très satisfaisante. A l'échelle du groupe, le volume des comptes a augmenté de presque 4 milliards et s'élevait à 26,99 milliards d'euros. Quant au volume des fonds gérés, il a atteint un nouveau record en se hissant de 14,65 à 17,06 milliards d'euros au cours de l'exercice. Le montant des dépôts clients a également augmenté et se chiffrait à 2,64 milliards d'euros en fin d'année.

Volume d'actifs en portefeuille et de dépôts en milliards d'euros



Volume des dépôts et actifs en portefeuille

		2006	2005	Variation en %
Dépôts et actifs en portefeuille	milliards d'euros	29,63	24,98	18,6
Allemagne	milliards d'euros	27,28	23,23	17,4
Autriche	milliards d'euros	2,35	1,75	34,3
Actifs en portefeuille	milliards d'euros	26,99	23,09	16,9
Allemagne	milliards d'euros	24,96	21,56	15,8
Autriche	milliards d'euros	2,03	1,53	32,7
dont en fonds	milliards d'euros	17,06	14,65	16,5
Allemagne	milliards d'euros	16,44	14,25	15,4
Autriche	milliards d'euros	0,62	0,40	55,0
Dépôts	milliards d'euros	2,64	1,89	39,7
Allemagne	milliards d'euros	2,32	1,67	38,9
Autriche	milliards d'euros	0,32	0,22	45,5

A l'échelle du groupe, 10,62 milliards d'euros (+11,4 %) étaient à porter au compte de nos clients du secteur b-to-c, dont 8,84 milliards d'euros en Allemagne (+9,0 %) et 1,78 milliard d'euros (+25,4 %) en Autriche. La croissance de l'encours géré de nos clients b-to-b a été encore plus marquée. Celui-ci a augmenté de 31,5 % pour s'élever à 12,27 milliards d'euros. Il atteignait de nouveaux records en se chiffrant à 11,70 milliards d'euros en Allemagne (+30,0 %) et à 0,57 milliard d'euros en Autriche (+72,7 %). L'encours géré au sein de la FondsServiceBank a aussi nettement progressé, passant de 6,12 à 6,74 milliards d'euros.

En Allemagne, nous gérons un encours de 27,28 milliards d'euros en fin d'année (+17,4 %). En Autriche, l'encours géré dépassait pour la première fois la barre de 2 milliards en atteignant 2,35 milliards d'euros (+34,3 %).

b-to-c (business-to-consumer)

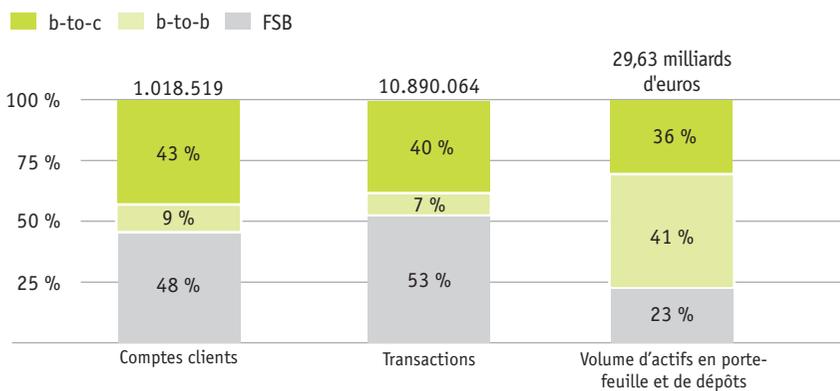
		2006	2005	Variation en %
Nombre de comptes (clientes)	nombre	439.692	427.198	2,9
Allemagne	nombre	407.767	397.895	2,5
Autriche	nombre	31.925	29.303	8,9
Transactions exécutées	nombre	4.325.992	3.418.728	26,5
Allemagne	nombre	3.588.536	2.921.306	22,8
Autriche	nombre	737.456	497.422	48,3
Dépôts et actifs en portefeuille	en milliards d'euros	10,62	9,53	11,4
Allemagne	en milliards d'euros	8,84	8,11	9,0
Autriche	en milliards d'euros	1,78	1,42	25,4
Actifs en portefeuille	en milliards d'euros	9,22	8,34	10,6
Allemagne	en milliards d'euros	7,69	7,11	8,2
Autriche	en milliards d'euros	1,53	1,23	24,4
dont en fonds	en milliards d'euros	2,74	2,50	9,6
Allemagne	en milliards d'euros	2,38	2,24	6,2
Autriche	en milliards d'euros	0,36	0,26	38,5
Dépôts	en milliards d'euros	1,40	1,19	17,6
Allemagne	en milliards d'euros	1,15	1,00	15,0
Autriche	en milliards d'euros	0,25	0,19	31,6

b-to-b (business-to-business)

		2006	2005	Variation en %
Intermédiaires financiers	nombre	959	901	6,4
Allemagne	nombre	812	789	2,9
Autriche	nombre	147	112	31,3
Nombre de comptes (clients)	nombre	93.881	65.801	42,7
Allemagne	nombre	83.543	59.032	41,5
Autriche	nombre	10.338	6.769	52,7
Transactions exécutées	nombre	748.588	505.873	48,0
Allemagne	nombre	627.322	463.239	35,4
Autriche	nombre	121.266	42.634	184,4
Dépôts et actifs en portefeuille	en milliards d'euros	12,27	9,33	31,5
Allemagne	en milliards d'euros	11,70	9,00	30,0
Autriche	en milliards d'euros	0,57	0,33	72,7
Actifs en portefeuille	en milliards d'euros	11,03	8,63	27,8
Allemagne	en milliards d'euros	10,53	8,33	26,4
Autriche	en milliards d'euros	0,50	0,30	66,7
dont en fonds	en milliards d'euros	7,58	6,03	25,7
Allemagne	en milliards d'euros	7,32	5,89	24,3
Autriche	en milliards d'euros	0,26	0,14	85,7
Dépôts	en milliards d'euros	1,24	0,70	77,1
Allemagne	en milliards d'euros	1,17	0,67	74,6
Autriche	en milliards d'euros	0,07	0,03	133,3

*Doublés mentions comprises dans la FondsServiceBank

Répartition des comptes clients, des transactions, du volume d'actifs en portefeuille et de dépôts sur les secteurs b-to-c, b-to-b et FondsServiceBank



FondsServiceBank

		2006	2005	Variation en %
Allemagne	en milliards d'euros			
Intermédiaires financiers	en milliards d'euros	33	20	65,0
Nombre de comptes (clients)	en milliards d'euros	484.946	462.721	4,8
Transactions exécutées	en milliards d'euros	5.815.484	5.570.161	4,4
Dépôts et actifs en portefeuille	en milliards d'euros	6,74	6,12	10,1
Actifs en portefeuille	en milliards d'euros	6,74	6,12	10,1
dont en fonds	en milliards d'euros	6,74	6,12	10,1
Dépôts	en milliards d'euros	0,00	0,00	0,0

*Doublés mentions comprises dans le secteur b-to-b

Evolution du résultat

En 2006, notre résultat consolidé avant impôts d'après les normes IFRS s'élevait à 35.006 KEUR (contre 23.891 KEUR l'année précédente), soit une progression de 46,5 %. Notre rendement des capitaux propres (RoE) avant impôts s'est donc amélioré de 5,8 points de pour cent pour atteindre 20,2 % (14,4 % en 2005). Le bénéfice net se chiffrait à 21.971 KEUR, soit 14 % de plus que l'année précédente (19.268 KEUR). Le résultat par action s'élève ainsi à 0,29 euro (0,26 euro en 2005).

La nouvelle amélioration significative du résultat repose avant tout sur l'évolution satisfaisante des produits des commissions, notamment des revenus basés sur les opérations sur fonds, ainsi que sur le développement réussi des revenus indépendants des transactions. Les charges générales d'exploitation ont, pour leur part, augmenté de manière proportionnellement inférieure.

Nouvelle augmentation de dividende

Le Directoire et le Conseil de surveillance proposeront à l'Assemblée générale, qui aura lieu le 10 mai 2007, de distribuer intégralement le bénéfice consolidé se dégageant du bilan de l'exercice 2006 - déterminé conformément aux IFRS - d'un montant de 21.804 KEUR contre 13.534 KEUR pour l'exercice 2005). Ceci correspond à une augmentation de 61 % du dividende qui s'élèvera à 0,29 euro par action (0,18 euro par action en 2005). Avec la distribution de ce dividende attrayant, la direction de la DAB bank souligne la durabilité de ses revenus ainsi que la continuité de la pratique de distribution de dividende.

Résultat financier

Chiffré à 30.275 KEUR en 2006, le résultat financier est resté quasiment stable par rapport à l'année précédente (30.941 KEUR), et ce, dans un contexte de nette augmentation du niveau des taux d'intérêt. Le produit net d'intérêts avant provisions pour risques de crédit s'élevait à 43.546 KEUR (40.582 KEUR l'année précédente). Cette augmentation était due avant tout à la hausse du niveau des taux d'intérêt et au fort accroissement du volume des dépôts. Quant au résultat des opérations boursières découlant du résultat d'évaluation des titres que nous détenons dans notre portefeuille de négociations dans le cadre du marché des certificats de fonds de couverture et des obligations DAB, nous l'avons légèrement augmenté, de 2.662 KEUR à 2.827 KEUR. En ce qui concerne le résultat des placements financiers, nous avons accusé des pertes, réalisées et non réalisées sur des titres détenus dans notre propre portefeuille et principalement axés sur l'évolution des taux d'intérêt. Celles-ci s'élevaient à 16.098 KEUR (12.303 KEUR l'année précédente).

Dotations aux provisions pour risques de crédit

Face à une dotation aux provisions pour risques de crédit de 1.068 KEUR, nous enregistrons une reprise sur provisions d'un montant de 489 KEUR si bien que, par différence, nous affichons une dotation de 579 KEUR. Les récupérations sur créances amorties s'élevaient au total à 68 KEUR.

Produit net des commissions

Le produit net des commissions a évolué de manière très satisfaisante au cours de l'exercice écoulé. Il se chiffrait à 128.590 KEUR à l'échelle du groupe, soit une progression de 28,4 % par rapport à l'année précédente (100.124 KEUR). En chiffres bruts, les produits des commissions ainsi que les

charges des commissions ont augmenté de manière proportionnellement supérieure. Ceci est lié à l'inscription, en chiffres bruts, des charges et produits des commissions dégagés du secteur de la FondsServiceBank depuis juin 2006.

La nette augmentation des produits des commissions était marquée par le nombre satisfaisant de transactions exécutées, par l'accroissement des produits des commissions dégagés des opérations sur fonds et par la poursuite du développement réussi des revenus indépendants des transactions.

Charges générales d'exploitation

Les charges générales d'exploitation du groupe DAB bank s'élevaient à 129.037 KEUR en 2006, soit une augmentation de 10,5 % par rapport à l'année précédente (116.766 KEUR) nettement moins élevée toutefois que celle de 2005 (21,5%). Mesurée à l'évolution des produits des commissions, il apparaît que l'augmentation des charges générales d'exploitation était proportionnellement inférieure.

Chiffrées à 37.920 KEUR, les charges de personnel étaient presque constantes en 2006 (37.523 KEUR en 2005). Ainsi, nous sommes parvenus à gérer le volume d'activités accru sans subir d'augmentation des charges de personnel. Les amortissements sur immobilisations corporelles et incorporelles se chiffraient à 8.224 KEUR en 2006 et diminuaient ainsi de 5,5 % par rapport à l'année précédente (8.704 KEUR). La DAB bank a augmenté de 20,7 % ses dépenses engagées dans des actions de marketing pour les porter à 11.659 KEUR (9.661 KEUR en 2005). Elle a légèrement réduit les frais IT, de 19.746 KEUR en 2005 à 18.828 KEUR en 2006. Les frais de communication sont passés de 7.145 KEUR en 2005 à 8.231 KEUR en 2006. Quant aux

charges de liquidation de titres, elles ont atteint 21.232 KEUR en 2006 (15.317 KEUR en 2005). Cette évolution s'explique d'une part par une augmentation des frais en raison d'une hausse du nombre de transactions exécutées dans l'ensemble des volumes traités et d'autre part par un accroissement des charges de liquidation de titres dans le secteur de la FondsServiceBank repris par la DAB bank qui a effectué un transfert technique des comptes de la FSB sur sa plateforme.

Les autres charges générales d'exploitation s'élevaient à 22.943 KEUR (18.670 KEUR l'année précédente) et étaient avant tout influencées par des dépenses engagées pour des aides externes fournies dans le cadre de projets.

Résultat courant avant impôts

Au total, nous avons enregistré un résultat avant impôts d'un montant de 35.006 KEUR en 2006 (23.891 KEUR l'année précédente). La DAB bank AG a contribué à ce résultat à hauteur de 25.574 KEUR (18.749 KEUR l'année précédente) et la direktanlage.at AG pour un montant de 9.432 KEUR (5.142 KEUR en 2005). Pour la DAB bank AG, ceci représente une progression du résultat de l'année précédente de 36,4 % et, pour la direktanlage.at AG, de 83,4 %. Nous avons ainsi dépassé de 6,1 % notre objectif : réaliser un résultat consolidé de 33 millions d'euros.

Résultat de l'exercice

En tenant compte des impôts sur les bénéfices, nous enregistrons un bénéfice net de 21.971 KEUR (19.268 KEUR en 2005). Le résultat par action se chiffre ainsi à 0,29 euro (0,26 euro en 2005).

Ratio coûts/revenus

Au cours de l'exercice écoulé, nous avons amélioré le ratio coûts/revenus par rapport à l'année précédente (83,4 %) en le portant à 78,7 %. Nous avons ainsi dépassé également notre objectif d'atteindre un ratio coûts/revenus inférieur à 80 %.

A l'échelle du groupe, les revenus en question s'élevaient à 164.043 KEUR en 2006 (144.057 KEUR en 2005) et les charges étaient de 129.037 KEUR (116.766 KEUR en 2005).

Evolution de la direktanlage.at AG

En 2006, notre filiale direktanlage.at AG a connu, pour la troisième fois consécutive, une année au succès exceptionnel. Elle a de nouveau augmenté de plus de 83,4 % le résultat avant impôts de l'année record 2005 (5.142 KEUR) en le portant à 9.432 KEUR au cours de l'exercice 2006, réalisant ainsi le meilleur résultat de son histoire.

Le nombre de ses clients en 2006 est passé de 36.072 à 42.263, soit une progression de 17,2 %. Le portefeuille-clients a atteint 2,35 milliards d'euros en 2006, soit 34,3 % de plus qu'en 2005 (1,75 milliards d'euros).

Le produit net d'intérêts de la direktanlage.at est passé de 5.196 KEUR en 2005 à 7.153 KEUR en 2006, soit une progression de 37,7 %. Le produit net des commissions a même augmenté de 41,2 % pour atteindre 19.451 KEUR (13.777 KEUR l'année précédente). Quant au résultat financier, il s'élevait à 6.876 KEUR (5.317 KEUR en 2005).

Pour répondre à la forte augmentation de l'activité en 2006, il a fallu accroître en conséquence les charges générales d'exploitation. Ainsi, les charges de personnel sont passées de 4.919 KEUR en 2005 à 6.382 KEUR en 2006, soit une augmentation de 29,7 % ; les autres charges générales d'exploitation ont augmenté de 24,6 % pour atteindre 10.211 KEUR (8.198 KEUR l'année précédente). Les amortissements sur immobilisations corporelles et incorporelles ont légèrement diminué, tombant à 645 KEUR (688 KEUR l'année précédente).

Le solde des autres produits et charges d'exploitation s'est élevé à 413 KEUR (-127 KEUR l'année précédente).

Situation patrimoniale et financière

Bilan et évolution des différents postes du bilan

Le total du bilan de la DAB bank s'élevait à 3.361.923 KEUR au 31 décembre 2006 (2.510.544 KEUR en 2005). L'augmentation par rapport à l'année précédente est due essentiellement à une hausse des dépôts clients.

Chiffrées à 473.770 KEUR, les créances sur la clientèle sont restées quasiment stables par rapport à l'année précédente (473.917 KEUR). La réserve de dotations aux provisions pour risques de crédit a de nouveau nettement diminué, de 36,5 %, et tombait à 2.111 KEUR (3.327 KEUR l'année précédente). Les créances sur les établissements de crédit ont augmenté de 87,8 %, passant de 381.322 KEUR en 2005 à 716.099 KEUR en 2006 et les placements financiers ont également progressé de 34,9 %, passant de 1.432.326 KEUR au 31 décembre 2005 à 1.932.227 KEUR à la date d'arrêt des comptes. La différence par rapport à l'année précédente s'explique par une nette augmentation des dépôts auprès d'autres établissements de crédit ainsi que du portefeuille de titres suite à des dépôts accrus. Les dettes sur la clientèle s'élevaient à 2.810.970 KEUR au 31.12.2006 et étaient ainsi en hausse de 654.875 KEUR par rapport à l'année précédente (2.156.095 KEUR). Cette nette hausse résulte de l'augmentation significative des dépôts en 2006. Le capital subordonné a été augmenté de nominal 10.000 KEUR au cours de la période du rapport et se chiffrait en fin d'année 2006 à 20.029 KEUR (10.002 KEUR l'année précédente). A la date d'arrêt des comptes, les capitaux propres du groupe s'élevaient à 177.584 KEUR contre 169.616 KEUR l'année précédente. Après distribution du dividende prévu, les capitaux propres du groupe seront encore de 155.780 KEUR.

Chiffres clés prudeniels de la DAB bank

Les actifs à risques pondérés, dont les positions de la DAB bank exposées à un risque de marché, ont augmenté de 25 millions d'euros pour atteindre 840 millions d'euros. Les actifs à risques sont passés de 765 millions d'euros en 2005 à 802 millions d'euros en 2006, tandis que les positions exposées à un risque de marché sont tombées à 3 millions d'euros (4 millions d'euros l'année précédente).

Les fonds propres de base du groupe DAB bank, déterminés sur la base des principes comptables allemands, ont atteint 66 millions d'euros au 31 décembre 2006. Les fonds complémentaires aux fonds propres de base sont passés de 8 millions d'euros l'année précédente à 18 millions d'euros en 2006 suite à la souscription d'un prêt subordonné correspondant. Au total, les capitaux propres s'élevaient à 84 millions d'euros contre 72 millions d'euros en fin d'année précédente.

Il en a résulté un taux de capitaux propres de 10,5 % après les 9,4 % enregistrés l'année précédente et un taux de fonds propres de base de 8,2 % (contre 8,4 % l'année précédente). Ces taux dépassaient ainsi encore nettement les taux minimum prudeniels exigés de 8,0 % pour le taux de capitaux propres et de 4,0 % pour le taux de fonds propres de base.

La liquidité de chaque établissement de crédit du groupe est calculée de manière autonome par celui-ci et est évaluée au moyen du coefficient applicable de la règle prudenielle d'adéquation des liquidités II. Celui-ci met la trésorerie disponible au cours d'un mois en rapport avec les obligations de paiement exigibles dans cette période. La liquidité est considérée comme suffisante si la valeur du coefficient se chiffre au moins à 1,0.

Pour la DAB bank, cette valeur s'élevait à 5,18 le 31 décembre 2006 (7,54 l'année précédente), garantissant ainsi à tout moment une liquidité suffisante.

La DAB bank est membre du fonds de garantie des dépôts de la Bundesverband deutscher Banken e.V., Cologne. Grâce à ce fonds, chaque client de la DAB bank est assuré actuellement jusqu'à un montant de dépôt de 24.771 KEUR. De plus, la DAB bank fait partie de la Entschädigungseinrichtung deutscher Banken GmbH.

Nos collaborateurs

En 2006 aussi, nos collaborateurs ont effectué un excellent travail. Le transfert des comptes de la FondsServiceBank sur les systèmes IT de la DAB bank représentait à cet égard un grand projet. Nos collaborateurs ont contribué à sa réussite grâce à un énorme engagement et à une grande motivation. Le transfert des 20.000 comptes de la Volkswagen Bank au 1^{er} janvier 2007 a également été accéléré grâce au grand engagement dont ont fait preuve de nombreux collaborateurs. Dès 2006, une équipe de projet a été chargée des préparatifs de notre déménagement dans de nouveaux bureaux. Au printemps 2007, la DAB bank aménagera, non loin de là, dans la tour de bureaux « Laimer Würfel ».

Le salaire de tous les collaborateurs de la DAB bank se compose d'un fixe et d'une composante variable en fonction, d'une part, du résultat et, d'autre part, du rendement fourni. Le montant de la composante variable fluctue en fonction de l'échelon hiérarchique du collaborateur, le personnel qualifié et de direction étant toutefois placé sur le même pied d'égalité. En outre, nous

avons convenu avec nos collaborateurs travaillant dans des domaines apparentés à la vente d'une composante variable en fonction des ventes pouvant osciller entre 0 et 200 %. Pour les collaborateurs travaillant dans l'équipe d'experts et de ventes – où ils informent les clients, par téléphone, sur des produits et des actions de commercialisation – cette composante est remplacée par une commission directe versée en fonction du succès des ventes. La direktanlage.at en Autriche applique un système similaire de composante salariale axée sur le rendement fourni et le résultat.

Les effectifs du groupe DAB bank ont diminué par rapport à l'année précédente, passant de 675 à 646 collaborateurs ou de 598 à 580 postes. En Allemagne, l'effectif était de 474 collaborateurs à plein temps au 31.12.2006 (504 en 2005) ; en Autriche, la direktanlage.at employait 106 collaborateurs (94 l'année précédente).

L'âge moyen de l'effectif de la DAB bank est de 34 ans et l'ancienneté moyenne est de 5 ans environ. En Autriche le nombre de collaborateurs montait de 94 collaborateurs à 106 (a plein temps).

Effectifs

		2006	2005	Variation en %
Effectifs (en personnes)	nombre	646	675	-4,3
dont Allemagne	nombre	531	573	-7,3
dont Autriche	nombre	115	102	12,7
Collaborateurs (à plein temps) *	nombre	580	598	-3,0
dont Allemagne	nombre	474	504	-6,0
dont Autriche	nombre	106	94	12,8

* Nombre de salariés à plein temps, spécifique au pays

Événements essentiels après le 31 décembre 2006

Monsieur Jens Hagemann quittera, à compter du 31 mars 2007, son poste de membre du Directoire de la DAB bank AG. Le Conseil de surveillance a nommé comme successeur Monsieur Ernst Huber, Président du Directoire de la direktanlag.at AG, Salzbourg, filiale à 100 % de la DAB bank. A partir du 1er mars 2007, Monsieur Huber exercera les fonctions de membre du Directoire de la DAB bank AG en plus de son poste en Autriche.

Rapport sur les relations avec les entreprises liées

Au 31 décembre 2006, l'UniCredito Italiano S.p.A., Gênes, Italie, détenait indirectement – par sa participation majoritaire à la Bayerische Hypo- und Vereinsbank AG (HVB), Munich, 76,36 % des parts de la DAB bank AG détenues directement par la HVB. En raison de cette participation majoritaire, la DAB bank AG est une entreprise directement dépendante de la HVB. Les droits de vote associés à cette participation sont attribués à l'UniCredito Italiano S.p.A. conformément aux §§ 21 alinéa 1, 22 alinéa 1 phrase 1 numéro 1 de la loi sur la négociation de titres (WpHG).

Un contrat de domination n'existe pas. Le Directoire de la DAB bank a par conséquent établi pour l'exercice 2006 un rapport sur les relations avec les entreprises liées (rapport de dépendance) conformément aux directives du § 312 de la loi sur les sociétés par actions (AktG). Ce rapport se termine par la déclaration suivante :

« Notre société a reçu une contrepartie appropriée pour chaque acte juridique énuméré dans le rapport sur les relations avec les entreprises liées selon les conditions qui nous étaient connues aux moments donnés. Aucune autre mesure conforme au § 312 de la loi sur les sociétés par actions (AktG) n'a été prise ou omise. »

Rapport de risques

Systeme de surveillance et de gestion des risques de la DAB bank

Conditions générales de surveillance et de gestion des risques à l'échelle du groupe

La prise délibérée des risques est un élément essentiel de l'activité bancaire. Dégager des revenus d'opérations bancaires n'est en règle générale pas possible sans risque. Parmi les principaux facteurs de succès, on compte de plus en plus la capacité d'un établissement de crédit à identifier les chances et les risques découlant de ses activités et à garantir et préserver, par des processus appropriés de gestion et de surveillance, la situation bénéficiaire positive à long terme ainsi que la capacité à verser des dividendes, et ce en procédant à une mesure différenciée des risques et en tenant compte des ressources en capitaux existantes. Par conséquent, le succès de notre groupe dépend essentiellement de la capacité à identifier, à gérer et à surveiller les risques encourus dans le cadre du déroulement de nos activités.

Une spécificité importante de notre processus de gestion des risques est l'imbrication étroite d'aspects de rentabilité et de risque dans tous les domaines de la DAB bank. Celle-ci dispose d'un vaste système de gestion des risques et de contrôle de gestion des risques clairement défini qui est intégré dans la gestion bancaire globale ainsi que dans les structures d'organisation correspondantes. Les collaborateurs de notre groupe d'établissements ont une grande sensibilité aux risques et sont impliqués activement dans la gestion des risques et le contrôle de gestion des risques.

Les douze principes suivants décrivent les principaux éléments de la gestion des risques et du système de contrôle de gestion des risques de la DAB bank.

▶ Principe I : la direction est responsable de la stratégie de la banque

La direction fixe la stratégie qui tient compte aussi bien de la propension de la banque à encourir des risques que du ratio risque/rendement visé. La stratégie sert également de base au calcul de la capacité de la banque à supporter des risques ainsi qu'à la structure de limites cohérente.

En outre, la détermination des objectifs de la banque est une prérogative de base de la direction et doit être ancrée dans la stratégie. Outre les objectifs fondamentaux, qui sont poursuivis dans les opérations de crédit et les transactions, la direction adoptera aussi des objectifs concernant la structure de portefeuilles visée sous l'angle risque/rendement et gèrera les activités de la banque au moyen d'indicateurs risque/rendement suivis à l'aide d'instruments de reporting appropriés.

La direction ainsi que les chefs de division sont responsables d'établir des structures organisationnelles en fonction des conditions générales de gestion de risques et de prendre les mesures appropriées pour la mise en œuvre de la stratégie et des directives correspondantes.

▶ **Principe II : définition claire de la structure organisationnelle et du processus de gestion des risques et de contrôle de gestion des risques**

Les tâches et responsabilités de tous les participants au processus de risque, allant de la direction aux collaborateurs en passant par les services et comités, sont clairement définies par une structure organisationnelle appropriée et couvrent toutes les catégories de risques pertinentes pour la DAB bank.

Les supports d'information sont transparents et publiés dans l'ensemble de la DAB bank. Les exigences juridiques concernant la structure organisationnelle sont prises en compte à tous les échelons hiérarchiques. Il s'agit par ex. d'appliquer le principe du double contrôle, de garder la confidentialité des données et des informations en respectant les réglementations de la DAB bank et d'éviter les conflits d'intérêt.

▶ **Principe III : séparation des fonctions**

Dans le cadre du processus de gestion des risques et de contrôle de gestion des risques, les deux principes suivants sont respectés pour garantir l'objectivité et éviter aussi les conflits d'intérêt :

1. Indépendance totale du contrôle de gestion des risques (y compris la responsabilité concernant les méthodes et le contrôle de gestion de la qualité des données pertinentes en termes de risques) par rapport à la gestion des risques.
2. Séparation de la gestion décentralisée de risques individuels (gestion des risques de crédit) et de la gestion centrale de portefeuilles conformément aux exigences minimales en matière de gestion des risques (MaRisk).

La réglementation des conditions d'octroi de prêt dans le secteur du crédit est étroitement liée à la séparation des fonctions d'après les risques dans le processus de gestion de risques individuels. A cet égard, la DAB bank a procédé à une répartition judicieuse des tâches entre les services impliqués, en fonction des risques.

▶ **Principe IV : forte sensibilité aux risques et culture du risque**

Une forte sensibilité aux risques de tous les collaborateurs, même au-delà de leur domaine de compétence respectif, ainsi qu'une culture du risque appropriée à tous les échelons hiérarchiques sont encouragées par une structure organisationnelle et des mesures adéquates, comme des séminaires de formation et des exposés. L'audit interne vérifie continuellement que la gestion des risques et le système de contrôle de gestion des risques conviennent.

▶ **Principe V : fiabilité de la gestion des risques**

L'observation des risques est une partie essentielle de toute décision commerciale. Toutes les activités, pouvant conduire à des risques pour la DAB bank, sont gérées par des directives appropriées et – si le risque en question est quantifiable – par des limites adéquates. Pour toute catégorie de risque, des critères, des conditions générales et des directives à appliquer incontestablement, sont définis et pris en compte au niveau opérationnel. Ceux-ci garantissent que toutes les activités à risques se maintiennent dans un cadre prédéfini par la direction et les autorités de contrôle. Les conditions générales et directives sont vérifiées en permanence et transmises aux collaborateurs dans la forme qui convient.

▶ Principe VI : surveillance détaillée des risques et des limites

Un processus uniforme et valable à l'échelle de l'entreprise s'applique à tous les types de risques quantifiables et à tous les secteurs d'activité. Il comprend la mesure et la surveillance permanente des risques en tenant compte des effets de diversification. Les risques quantifiables sont soumis à des limites maximales de pertes qui, après approbation par l'ensemble du Directoire, entrent dans le calcul économique de la capacité de la DAB bank à supporter des risques. En l'occurrence, on effectue chaque trimestre une comparaison entre l'utilisation de cette limite globale liée aux types de risques (capital-risque) et les éléments constitutifs des capitaux propres disponibles pour couvrir les risques (actifs de couverture du risque).

En cas de dépassement de la limite, un système strict et clairement défini de processus d'indexation veille à ce que le dépassement de la limite soit rapidement rectifié ou que la limite en question soit adaptée.

Les risques non quantifiables sont analysés et surveillés à court terme sur la base d'une série de critères qualitatifs. En cas d'évolutions incorrectes, des mesures appropriées les corrigent dans le cadre de la gestion des risques.

▶ Principe VII : allocation du capital économique en relation avec les budgets et les limites de risque

L'allocation de capital aux différents types de risques se base sur le capital-risque économique et est étroitement liée au processus de budgétisation et de limitation des risques. Le capital-risque est réparti entre les unités organisationnelles et les types de risques. Ce processus soutient la gestion des activités conformément aux ratios risque/rendement convenus tout en

tenant compte de la propension aux risques de la DAB bank. Il est entièrement intégré dans les processus de gestion comme la planification stratégique, la budgétisation et la mesure du rendement.

▶ Principe VIII : communication et compte rendu des risques

Les risques identifiés sont communiqués ouvertement et activement aux services responsables correspondants. En outre, la direction de la DAB bank sera informée en détail et rapidement du profil de risque parmi les différents types de risques ainsi que des pertes et profits. Le Conseil de surveillance reçoit les informations nécessaires pour pouvoir remplir sa fonction de surveillance conformément aux exigences fixées par la loi. La communication et le compte rendu des risques au sein de la DAB bank sont complétés par la déclaration des risques en dehors de l'entreprise pour satisfaire aux exigences prudentielles.

▶ Principe IX : mise à disposition d'un système actuel, complet et sûr d'informations relatives aux risques

Le flux complet et rapide d'informations relatives aux risques, pertinentes et cohérentes en soi, est assuré par les moyens d'information disponibles. Ceci est essentiel pour la gestion et la surveillance appropriées des risques au sein de la DAB bank.

- ▶ Principe X : soutien de tout le processus de risque par des experts qualifiés

La direction garantit que des experts qualifiés encadrent et soutiennent activement et à court terme tout le processus de risque. La qualification des collaborateurs et l'importance de ce soutien sont adaptées à la complexité et à l'ampleur des risques encourus.

- ▶ Principe XI : vérification de l'efficacité de la surveillance

Des mécanismes de contrôle appropriés et efficaces ont été mis en place pour tous les processus importants. Ils sont vérifiés et surveillés régulièrement par des collaborateurs impliqués directement ou indirectement dans les contrôles. Les mécanismes de contrôle concernent les réglementations et procédures relatives à l'identification, la mesure, l'analyse et l'évaluation des risques ainsi qu'à la gestion, la surveillance et la signalisation actives de ceux-ci. En outre, l'audit interne vérifie, en tant qu'instance indépendante des processus, l'adéquation de la gestion des risques et du système de contrôle de gestion des risques ainsi que le respect des procédures existantes. Ceci garantit tout le fonctionnement et l'efficacité de la gestion des risques et du système de contrôle de gestion des risques ainsi que des procédures apparentées.

- ▶ Principe XII : planification en cas d'urgence

Tous les secteurs essentiels de la DAB bank disposent de procédures complètes, appropriées et adaptées à l'activité correspondante, testées et documentées pour poursuivre les processus d'activité (planification en cas d'urgence), évitant ainsi une interruption des opérations courantes et minimisant les retards.

Structure de la gestion et de la surveillance des risques et organes compétents

Gestion des risques

Par gestion des risques, on entend la détermination et le développement de la stratégie de risque pour la DAB bank ainsi que sa mise en œuvre opérationnelle par les divisions à risques sur la base des actifs de couverture du risque disponibles. Les différentes divisions mettent en application la stratégie de risque définie, en prenant des risques de manière ciblée et contrôlée tout en étant responsables du résultat. La DAB bank a défini à ce sujet un système de limites détaillé.

Le Directoire de la DAB bank se charge du développement de la stratégie. C'est à lui qu'il incombe de définir et d'établir les principes, les directives, les processus ainsi que les responsabilités du système de contrôle interne de telle manière qu'ils assurent une inscription au bilan rapide et correcte de toutes les transactions et fournissent en permanence des informations fiables sur la situation financière de l'entreprise destinées à une utilisation interne et externe. A cet égard, notre politique de gestion des risques se conforme à notre objectif visant une croissance rentable et l'augmentation de la valeur de l'entreprise tout en essayant de minimiser les risques. Etant donné que la gestion des risques est un élément essentiel de la planification et de l'exécution de notre stratégie, notre politique de gestion des risques est prédéfinie par le Directoire.

La mise en œuvre opérationnelle de la stratégie de risques et des directives du Directoire a lieu dans les différents secteurs d'activité ainsi qu'au sein du comité de crédit et de placement.

Les unités organisationnelles responsables de la gestion des risques sont séparées des divisions subordonnées (liquidation, contrôle de gestion des risques et comptabilité) sur le plan de l'organisation et des fonctions à l'échelle du groupe.

La mise en œuvre opérationnelle de la stratégie en matière de risques de crédit est effectuée dans les différentes unités opérationnelles et par le comité de crédit. Les engagements de crédit à partir de deux millions d'euros sont décidés par le comité de crédit. Actuellement, celui-ci se compose de sept membres dont fait aussi partie l'ensemble du Directoire. Conformément aux exigences minimales de l'Office fédéral de surveillance de la profession bancaire relatives à la gestion des risques, le comité est structuré de telle manière que l'instance de back office chargée de l'octroi de prêt ne puisse pas être mise en minorité. En outre, seuls sont approuvés les engagements correspondant à la stratégie de la DAB bank en matière de risques de crédit, que la direction a déterminée sur la base d'une analyse de la situation initiale en matière de politique commerciale en tenant compte de la capacité de l'établissement de crédit à supporter des risques.

La mise en œuvre opérationnelle de la stratégie commerciale est effectuée dans les différentes unités opérationnelles et par le comité de placement. Celui-ci est finalement responsable de l'orientation de la stratégie commerciale et de placement. Cet organe, qui siège en règle générale une fois par mois, se compose du Directoire, du chef de la division Transactions/Trésorerie/Produits, du responsable Transactions ainsi que du chef de la

division Finances & Droit. Le comité de placement compare la composition du portefeuille de placements et le développement actuel aux objectifs fixés et procède, le cas échéant, à un ajustement. En outre, le comité de placement délibère sur le développement du résultat des placements financiers – qui se compose du résultat des placements, du coût des dépôts et des revenus dégagés de crédits – ainsi que sur les mesures de gestion du résultat global.

Contrôle de gestion des risques

Le contrôle de gestion des risques est une division centrale qui se charge de la transparence des résultats et des risques au sein de la DAB bank. Il est notamment responsable de l'identification, de l'analyse, de la mesure, de la limitation et de la surveillance des risques de la banque, de l'information appropriée du Directoire ainsi que de la surveillance et de l'actualisation des paramètres et modèles de risque. De plus, le Contrôle de gestion des risques est chargé, à l'échelle du groupe, de la définition, de la quantification, de l'agrégation et de la surveillance des capitaux risques et de leur utilisation ainsi que de l'application de standards uniformes du groupe en tenant compte des exigences prudentielles et fixées par la loi.

Le Contrôle de gestion des risques est notamment responsable de répertorier à l'échelle du groupe les types de risques Risque du marché, Risque de contrepartie et de l'émetteur, Risque opérationnel et Risque commercial ainsi que des risques non quantifiables de la DAB bank.

Sur le plan fonctionnel et organisationnel, le Contrôle de gestion des risques est indépendant des transactions et est rattaché au chef de la division Finances & Droit.

Audit interne

La DAB bank AG veille à disposer de procédures de contrôle internes appropriées au sein de sa structure consolidée. Les éléments du système de surveillance interne comprennent, outre le système de contrôle interne (IKS), la division Audit interne (surveillance indépendante).

En tant que service interne à l'entreprise et par mandat du Directoire, l'audit interne surveille le fonctionnement et les opérations commerciales de la DAB bank, le contrôle de gestion et management des risques ainsi que l'IKS. L'audit interne exécute également des tâches de conseil et d'accompagnement de projets tout en préservant son indépendance.

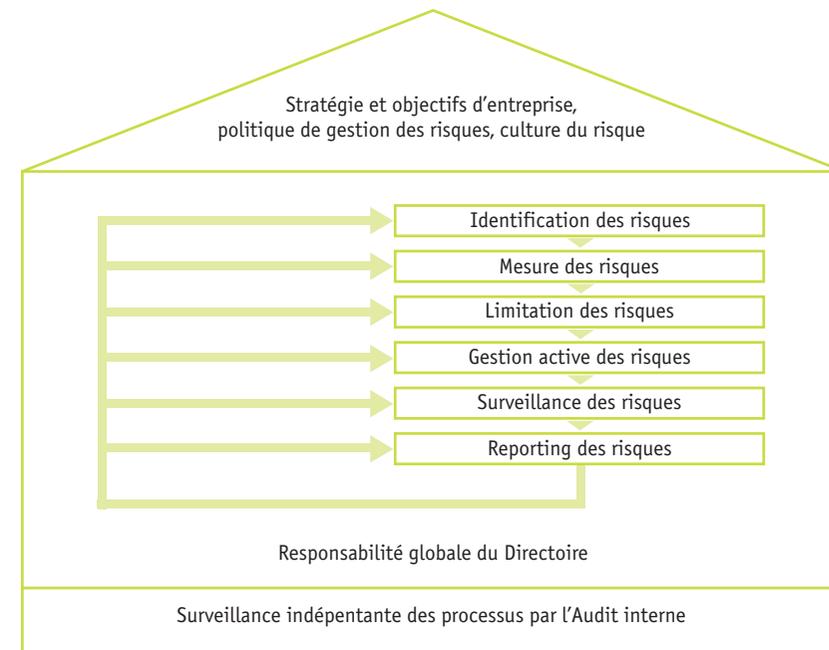
Conformément aux exigences minimales de l'Office fédéral de surveillance de la profession bancaire relatives à la gestion des risques (MaRisk), le fonctionnement complet de l'entreprise et toutes les opérations commerciales ainsi que les divisions externes de la DAB bank sont contrôlés à des intervalles appropriés, cependant une fois tous les trois ans en principe. En cas de risques particuliers, un contrôle au moins annuel est requis. Toutes les activités de l'audit interne sont orientées dans un sens préventif afin d'éviter que la banque et ses clients n'encourent des dommages et pour optimiser l'efficacité et la rentabilité des opérations commerciales.

Les éléments faisant l'objet d'audits internes sont déterminés par un plan d'audit qui tient compte du degré de risque des processus et des résultats d'audits antérieurs.

Afin de garantir une surveillance complète de l'entreprise, les divisions Audit interne de la DAB bank AG et de la direktanlage.at AG coopèrent sous la direction compétente de la division Audit interne de la DAB bank AG.

Description du processus de gestion des risques et de contrôle de gestion des risques

Le diagramme ci-dessous décrit le processus de gestion des risques et de contrôle de gestion des risques de la DAB bank qui est applicable à tous les types de risques et divisions du groupe.



La détermination de la stratégie, des objectifs d'entreprise et de la politique de gestion des risques entre dans le domaine de compétence et de responsabilité de la direction et du Conseil de surveillance.

La stratégie et la politique de gestion des risques de la DAB bank prévoient un rapport équilibré entre risque et rendement et établissent les bases de l'interaction entre les divisions opérant sur le marché et la division Contrôle de gestion des risques. La politique de gestion des risques décrit ainsi la réalisation des objectifs d'entreprise dans les divisions spécialisées ou unités opérationnelles correspondantes en tenant compte des risques en résultant. De nouveaux facteurs de risque/produits/marchés sont examinés et approuvés dans le cadre d'un processus défini. L'approbation incombe à la direction. La culture du risque constitue la condition générale pour une mise en œuvre réussie de la stratégie et par conséquent de la politique de gestion des risques. En font aussi partie l'allocation des ressources en fonction des risques, le système de rémunération, le système d'évaluation professionnelle, la sélection du personnel, la promotion des collaborateurs, la communication en entreprise et les mécanismes de sanction.

- ▶ Allocation des ressources en fonction des risques : en vertu d'une répartition uniforme des compétences entre tous les échelons de qualification pour promouvoir la culture du risque, tous les nouveaux collaborateurs se voient signaler de manière générale, dans le cadre d'une réunion d'initiation, tous les risques possibles ainsi que les dangers en résultant. Les collaborateurs qui exécutent, dans le cadre de leur activité, des opérations pour le propre compte de la banque sont en relation étroite avec le Contrôle de gestion des risques et sont informés régulièrement de ceux-ci.
- ▶ Système de rémunération : en principe, le salaire d'un collaborateur se compose d'une partie fixe sur 12 mois et d'une partie variable fluctuant en fonction de l'échelon hiérarchique et du domaine de compétence.

- ▶ Système d'évaluation professionnelle : l'évaluation professionnelle de chaque collaborateur est effectuée en principe par son supérieur immédiat. Le service du personnel est chargé du système d'évaluation professionnelle.
- ▶ Sélection du personnel : les postes à pourvoir sont toujours signalés par voie d'affiches et sont pourvus par du personnel qualifié en conséquence. La qualification comprend les compétences professionnelles et sociales.
- ▶ Promotion des collaborateurs : une partie de l'évaluation professionnelle consiste à identifier les forces et les faiblesses du collaborateur, à définir les interventions nécessaires et à les mettre en œuvre en conséquence. On a recours pour cela à des mesures de qualification internes et externes.
- ▶ Communication en entreprise : la communication des risques au sein de l'entreprise est structurée de telle manière que les divisions compétentes puissent reconnaître la nécessité d'intervenir et prendre des mesures appropriées.

Le processus de gestion des risques et de contrôle de gestion des risques de la DAB bank se divise en étapes indépendantes des types de risques indiquées ci-dessous :

Identification des risques

L'identification des risques comprend l'analyse continue des sources de risques ainsi que le classement des risques identifiés dans les types de risques appropriés (profil de risque). De nouveaux risques jusque-là non identifiés peuvent résulter par exemple d'une modification de l'environnement commercial ou du développement et de l'introduction de nouvelles combinaisons produit/marché. Si les risques nouvellement identifiés devaient ne pas se laisser classer dans le profil de risque existant jusque-là, celui-ci doit être

complété en conséquence. Un ajout au profil de risque ou un élargissement de ce dernier doit dans tous les cas être approuvé par tous les services concernés afin que ceux-ci puissent procéder aux adaptations éventuellement nécessaires de la gestion des risques et du système de contrôle de gestion des risques.

Mesure des risques

L'évaluation quantitative et/ou qualitative des risques a lieu dans le cadre de la mesure et de l'analyse des risques. Les méthodes appliquées pour l'évaluation des risques sont soumises aux standards de risque valables à l'échelle de l'entreprise afin de garantir la cohérence et l'adéquation au sein de la DAB bank. La mesure des risques incombe au Contrôle de gestion des risques.

Limitation des risques

Dans le cadre de la limitation des risques, des systèmes et des procédures appropriés aux risques sont développés pour limiter ceux-ci. Pour les risques quantifiables, l'indication de montants limites est nécessaire. Il faut s'assurer que toutes les transactions soient imputées immédiatement sur les limites correspondantes et que les opérations de crédit le soient le plus rapidement possible, toutefois au moins le même jour, et que chaque opérateur ou responsable de la division « Marché » soit informé à court terme des limites pertinentes pour son champ d'activité et de leur utilisation actuelle. En ce qui concerne les types de risques non quantifiables, la propension au risque est documentée par des explications appropriées. Toutes les limites sont déterminées dans le cadre du calcul de la capacité de l'établissement à supporter des risques, conformément aux exigences minimales en matière de gestion des risques (MaRisk), et leur conformité avec les capitaux propres de la banque est évaluée au moyen de structures de limites uniformes (décomposées jusqu'au niveau de limites pour risques individuels). La limitation des risques incombe au Contrôle de gestion des risques.

Gestion des risques

Dans le cadre de la gestion des risques, des stratégies et des décisions appropriées pour limiter les risques sont prises sur la base des informations disponibles relatives aux risques, la gestion des risques pouvant toutefois être effectuée de manière active ou passive. La gestion active des risques utilise des instruments appropriés pour limiter les risques (par ex. diversification des risques, transfert des risques, prévention des risques) afin d'influencer le ratio risque/rendement aussi bien au niveau des transactions individuelles que des portefeuilles. Le but de la gestion passive des risques est d'influencer les causes de risque, aussi bien au niveau des transactions individuelles que des portefeuilles en appliquant des stratégies évitant ou diminuant le risque (par ex. en limitant certains volumes ou risques ou en fixant des conditions plus avantageuses pour les nouvelles opérations). La gestion des risques incombe aux divisions Marché/Ventes ainsi qu'à la direction.

Surveillance des risques

La surveillance des risques comprend la surveillance continue des limites de risque à tous les niveaux de limitation de risques quantitatifs, la vérification du profil de risque général ainsi que le contrôle qualitatif de tous les types de risques. Pour les risques opérationnels, les responsables concernés procèdent à une vérification régulière des systèmes, des processus, des produits et des activités relativement aux risques potentiels pour les opérations courantes. La surveillance des risques incombe au Contrôle de gestion des risques.

Reporting des risques

Les décideurs – le Conseil de surveillance, le Directoire, les responsables de divisions/d'unités concernés, les personnes compétentes – reçoivent le plus rapidement possible les informations pertinentes en termes de risque. De telles informations comprennent aussi bien des comptes rendus réguliers que des notifications individuelles signalant des risques pour des raisons spéciales et/ou pour cause d'événements particuliers. Outre le compte rendu interne de la DAB bank, la signalisation des risques comprend aussi l'information des organes externes de surveillance tels que l'Office fédéral de surveillance de la profession bancaire et la Banque Fédérale d'Allemagne. Les informations nécessaires concernant les risques sont également mises à disposition dans le cadre de vérifications externes effectuées par des commissaires aux comptes. Le reporting des risques incombe au Contrôle de gestion des risques.

Le Directoire de la DAB bank assume l'entière responsabilité du processus de risque décrit. En outre, il garantit que les instruments nécessaires à la surveillance des risques – notamment dans le cadre d'un concept de reporting efficace et adapté au système de limite – soient conçus en tenant compte de l'exigence de rentabilité.

Tandis que la direction, les responsables de la gestion des risques et les responsables du contrôle de gestion des risques sont impliqués directement dans le processus de gestion des risques et de contrôle de gestion des risques, l'audit interne surveille tout le processus de manière indépendante. Il examine, dans le cadre de contrôles réguliers, la régularité et la fiabilité de ce processus de risque.

Définition des catégories de risques pertinentes

Catégories de risques pertinentes

Au sein de la DAB bank, nous distinguons les catégories de risques suivantes :

- ▶ Risque de contrepartie
- ▶ Risque du marché
- ▶ Risque opérationnel
- ▶ Risque de réputation
- ▶ Risque d'illiquidité
- ▶ Risque commercial
- ▶ Risque stratégique

D'autres catégories de risques ne sont pas pertinentes pour la DAB bank.

Risque de contrepartie

Le risque de contrepartie décrit le risque de perte de valeur suite à la défaillance ou à la dégradation de la cote de crédit de clients ou de contreparties. Chez la DAB bank, il comprend le risque classique de crédit, le risque de contrepartie et de l'émetteur ainsi que le risque souverain.

Le risque de crédit englobe les pertes de valeur possibles sur le marché du crédit commercial. Ce risque est pris en compte par la constitution de provisions pour risques de crédit.

Le risque de l'émetteur désigne le risque de perte de valeur de titres ou celui de non-exécution de droits découlant de titres suite à la dégradation de la cote de crédit de l'émetteur ou à la défaillance de ce dernier.

Le risque de contrepartie comprend le risque de non-règlement et de réapprovisionnement. Il y a risque de non-règlement lorsque la contrepartie manque à ses obligations de livraison ou de paiement alors que la banque a déjà honoré son engagement. Un risque de réapprovisionnement apparaît dans toutes les opérations au cours desquelles la date de conclusion de la transaction et celle de son règlement divergent. Le risque est alors qu'un engagement de la banque doive être couvert à des conditions éventuellement défavorables sur le marché, du fait de la défaillance de la contrepartie.

Le risque souverain désigne le risque que des créances découlant d'opérations transfrontalières et/ou d'opérations en devises étrangères ne soient pas payées suite à des mesures prises par un Etat souverain pour des raisons politiques ou économiques. Le risque souverain comprend les risques de cours de change et de transfert.

Risque du marché

Le risque du marché décrit le risque de perte de valeur de nos positions résultant de variations des prix du marché ou de paramètres influant sur les prix. Chez la DAB bank, il comprend le risque lié aux variations des taux d'intérêt, celui lié aux variations du cours des actions et enfin le risque lié aux opérations en devises étrangères.

La DAB bank classe aussi le risque d'illiquidité du marché dans le risque du marché. Le risque d'illiquidité du marché désigne le risque que les engagements de la banque dans un produit ne soient pas réalisables sans une variation significative de la valeur au cours d'une période donnée.

Risque opérationnel

Les risques opérationnels représentent les risques de pertes dues à des processus internes et externes erronés, à une erreur humaine, à des défaillances techniques ou des événements externes. Cette définition comprend aussi les risques juridiques.

Risque de réputation

Il y a risque de réputation lorsqu'une publicité négative concernant la pratique et les relations commerciales de la banque porte préjudice, à tort ou à raison, à la confiance placée dans l'intégrité de l'établissement.

Risque d'illiquidité

Le risque d'illiquidité décrit le risque d'écart de date ou de montant entre les flux de paiement attendus et les rentrées effectives. Ceci implique le risque que la DAB bank ne puisse pas honorer intégralement ses engagements de paiement ou doive pour cela supporter des dépenses accrues dans la mesure où elle ne peut obtenir des moyens de refinancement supplémentaires qu'à des taux de marché élevés. Les risques d'illiquidité se divisent en risques de substitution, risques inhérents à une opération à terme et risques de retraits inattendus de dépôts.

Risque commercial

Le risque commercial est l'écart négatif possible entre la valeur réelle d'une entreprise et la valeur attendue en raison de variations imprévues des marges et/ou des volumes d'activité. Les risques commerciaux peuvent résulter avant tout de la nette dégradation des conditions du marché, de changements de la position concurrentielle ou du comportement de la clientèle mais aussi de modifications des conditions générales juridiques.

Compte tenu de la grande dépendance des revenus vis-à-vis des transactions, nous entendons par risque commercial notamment le fait que des revenus et charges prévus, découlant de transactions, ne puissent pas être générés suite à la dégradation des conditions de marché et de concurrence.

Risque stratégique

Le risque stratégique apparaît lorsque la direction ne reconnaît pas à temps ou n'évalue pas correctement des évolutions et des tendances importantes dans le secteur bancaire. Ceci peut par conséquent déboucher sur des décisions de principe qui s'avèrent, ex post, désavantageuses en ce qui concerne la réalisation des objectifs d'entreprise à long terme et sont en partie difficilement réversibles.

Méthodes de gestion des risques

L'identification et l'évaluation détaillées et correctes des risques constituent la base de la gestion des risques auxquels la DAB bank est exposée. Des méthodes quantitatives et qualitatives sont utilisées pour déterminer de manière adéquate, complète et cohérente le profil de risque de la DAB bank.

Les procédures appliquées chez la DAB bank pour l'identification, la mesure et l'analyse des risques sont en conformité avec les standards du groupe HVB afin de garantir l'adéquation et la cohérence des procédures aussi bien au sein de la DAB bank que du groupe :

- ▶ Les limites de risque s'orientent dans la mesure du possible en fonction du potentiel de perte.
- ▶ Les pertes attendues et le risque de pertes inattendues sont calculés à l'aide de méthodes statistiques qui sont toujours actualisées.
- ▶ La validité de toutes les méthodes statistiques utilisées est constamment vérifiée par ce qu'on appelle un « backtesting ».
- ▶ La gestion des risques et le contrôle de gestion des risques travaillent en coopération et mettent leur savoir respectif au service du développement de standards appropriés pour la quantification des risques à l'échelle de la banque.

Les risques non quantifiables sont analysés à l'aide d'une série de critères qualitatifs qui ont été sélectionnés au moyen de procédures appropriées et font l'objet d'une surveillance sévère.

Développement de la surveillance et de la gestion des risques

Nos méthodes de mesure et de surveillance des risques sont soumises à un processus permanent de développement et d'amélioration. Celui-ci résulte aussi bien de nos propres exigences élevées en matière de qualité que des exigences accrues fixées par la loi – notamment prudentielles – dont nous tenons compte.

Gestion du capital-risque

Adéquation du capital économique et capacité à supporter des risques

L'objectif de notre gestion du capital-risque est d'optimiser l'allocation des capitaux propres disponibles dans l'optique du rapport risque/rendement et de garantir à tout moment la capacité de la DAB bank à supporter des risques.

Par actifs de couverture du risque, nous entendons les ressources figurant au passif du bilan et dont nous disposons pour combler les pertes. Les actifs de couverture du risque de la DAB AG s'élèvent à 190,3 millions d'euros en fin d'année 2006 (contre 152,8 millions d'euros l'année précédente). Avec un capital-risque agrégé de 73,7 millions d'euros, il en résulte, pour la DAB AG, un taux d'utilisation des actifs de couverture du risque de 38,8 %. Les actifs de couverture du risque de la direktanlage.at s'élèvent à 19,2 millions d'euros en fin d'année 2006 (15,2 millions d'euros l'année précédente). Avec un capital-risque agrégé de 11,7 millions d'euros, il en résulte, pour la direktanlage.at, un taux d'utilisation des actifs de couverture du risque de 60,8 %.

Le capital-risque requis à l'avenir par les secteurs d'activité est établi, en étroite interaction entre la division Contrôle de gestion des risques et les unités opérationnelles, dans le cadre du processus annuel de planification, en tenant compte des actifs de couverture du risque, des potentiels de risques calculés et de la politique actuelle de gestion des risques, avant d'être adopté par le Directoire. Les chiffres du capital-risque sont inclus dans les instruments de gestion et de reporting de la banque. Une comparaison des chiffres prévus et des chiffres réels est effectuée chaque trimestre puis communiquée au Directoire.

Le capital-risque agrégé est soumis chaque trimestre à une analyse de la capacité de la banque à supporter des risques ; pour cela, on le compare aux actifs de couverture du risque dont nous disposons en tenant compte des effets de diversification.

A la fin de l'exercice du rapport, les potentiels de risque et l'utilisation des limites définies se présentaient de la manière suivante pour les deux sociétés du groupe :

en millions d'euros au 31.12.	Capital- risque 2006	Besoins en capital-risque 2006	Utilisation 2006	Capital- risque 2005	Besoins en capital-risque 2005	Utilisation 2005
Risque du marché						
Allemagne	50,00	12,78	25,56%	33,20	19,71	59,36%
Autriche	6,25	2,64	42,24%	5,00	4,90	98,00%
Risque de contrepartie						
Allemagne	25,00	19,08	76,32%	15,50	9,16	59,09%
Autriche	2,25	3,70	164,44%	1,50	1,21	80,66%
Risque commercial						
Allemagne	30,00	29,10	97,00%	42,50	17,63	41,48%
Autriche	3,50	3,46	98,86%	3,50	2,06	58,85%
Risque opérationnel						
Allemagne	25,00	12,79	51,16%	32,00	15,87	49,59%
Autriche	3,00	1,87	62,33%	2,50	2,34	93,60%

Coefficients de performance basés sur le capital

La gestion active du capital a pour but d'optimiser le profil risque/rendement du groupe. Nous évaluons les deux entreprises du groupe d'après leur résultat en tenant compte de leur contribution au risque. Pour cela, le contrôle de gestion des risques mesure la part relative des sociétés du groupe dans le risque du groupe. Actuellement, nous utilisons les actifs à risques comme mesure du risque. Dans les prochaines phases de développement, on utilisera le capital conformément aux exigences d'adéquation des fonds propres de Bâle II et dans la phase finale de développement le capital-risque économique. Des capitaux propres sont attribués à chaque société du groupe en fonction de la part relative de la société en question dans le risque global du groupe.

Le Contrôle de gestion des risques effectue ces analyses chaque trimestre et rend compte des résultats au Directoire de la DAB bank et au Conseil de surveillance.

Catégories de risques en détail

Risque de contrepartie

Gestion des risques

La gestion du risque de contrepartie repose sur un concept intégré de principes clairement définis, de structures de compétences et de procédures d'évaluation des risques.

En ce qui concerne le risque de crédit, la séparation fonctionnelle et disciplinaire de la vente (= marché) et du crédit (= back office) est assurée, sur le plan organisationnel, à tous les niveaux des divisions de la DAB bank octroyant le crédit. Compte tenu de cela et en raison de nos connaissances professionnelles spécifiques aux branches d'activité, aux produits et aux pays, la grande qualité de la décision concernant le crédit – et donc la décision concernant la prise de risque – est garantie à tout moment.

Le risque de contrepartie et de l'émetteur résulte exclusivement de nos activités de transactions. La gestion du risque de contrepartie a lieu en conséquence dans les divisions Transactions/Trésorerie/Produits et Ventes b-to-b. Les risques souverains jouent dans l'ensemble un rôle secondaire chez la DAB bank. Des risques souverains peu importants surviennent aussi bien au niveau du crédit que des transactions. Leur gestion incombe donc aux responsables des portefeuilles correspondants.

Surveillance des risques

Pour calculer notre risque de crédit, nous utilisons aussi bien des critères quantitatifs que des facteurs qualitatifs.

La surveillance des risques de contrepartie découlant de transactions (risques de contrepartie, risques de l'émetteur et risques souverains) est effectuée via un système uniforme de limites qui limite le potentiel de perte découlant de risques de contrepartie liés aux transactions. Les limites de risque sont approuvées au moins chaque année par le Directoire et ne doivent pas être dépassées.

Dans la logique de limitation des risques de contrepartie de la DAB bank, on fait en principe la différence entre :

- ▶ les limites de « Credit-Value-at-Risk » qui sont déterminées par le concept de capacité de la DAB bank à supporter des risques. Le risque de contrepartie devant être comparé à ces limites est calculé chaque trimestre à l'aide du modèle de portefeuille de la HVB. L'utilisation de ces limites fait l'objet d'un compte rendu trimestriel.
- ▶ les limites de volume ou d'équivalence risque qui sont définies pour les émetteurs, les contreparties et les pays ; le calcul des risques de l'émetteur et de contrepartie est effectué chaque jour ouvrable bancaire, celui des risques souverains chaque mois. Un compte rendu mensuel fait état des limites et des taux d'utilisation de celles-ci.

Lorsque des limites de risque de contrepartie et de l'émetteur sont dépassées, on enclenche immédiatement un processus d'indexation et on surveille les mesures prises pour réduire les positions affectées à un niveau s'inscrivant dans les limites définies.

La direction est informée chaque mois de l'évolution des risques de contrepartie, de l'émetteur et des risques souverains ainsi que de l'utilisation des limites établies pour ces risques.

Pour la mesure et la gestion quotidiennes des risques, nous quantifions les risques de contrepartie, ceux de l'émetteur et les risques souverains en fonction du type de risque et de produit à l'aide des valeurs vénales, des valeurs nominales ou de valeurs forfaitaires.

Chaque trimestre, nous calculons, dans le cadre de la surveillance des risques de contrepartie, une « Credit-VaR ». Celle-ci établit l'écart négatif maximal entre la perte réelle et la perte prévue, lequel, avec une probabilité de 99,95 %, ne sera pas dépassé au cours des douze prochains mois. Pour calculer la « Credit-VaR », nous utilisons un modèle de risque de contrepartie développé par la maison mère du groupe.

Evolution du risque de contrepartie en 2006

Les risques de contrepartie inhérents au portefeuille de transactions de la DAB bank pour propre compte et pour ses clients au 31 décembre 2006 sont présentés dans le tableau suivant sur une base agrégée :

Risque de contrepartie		
en millions d'euros	2006	2005
au 31.12.		
Allemagne		
Credit VaR	19,08	9,16
Limite	25,00	15,50
Utilisation	76,32%	59,09%
Autriche		
Credit VaR	3,70	1,21
Limite	2,25	1,50
Utilisation	164,44%	80,66%

Les tableaux suivants fournissent notamment des informations détaillées concernant les valeurs nominales et vénales de toutes les opérations sur des produits dérivés de la DAB bank.

Opérations sur marchés dérivés au 31 décembre 2006 :

en k€	Montant nominal			Somme	Risques de contrepartie	Valeurs vénales
	Durées résiduelles					
	jusqu'à 1 an	1 an à 5 ans	plus de 5 ans			
Opérations sur taux d'intérêt	20.078	-	-	20.078	65	-
Produits OTC (de gré à gré)	-	-	-	-	-	-
Opérations négociées en bourse						
Contrats à terme de taux d'intérêt	1.623	-	-	1.623	14	-
Options sur contrats à terme de taux d'intérêt	18.455	-	-	18.455	51	-
Opérations sur devises	362.056	5.323	-	367.379	10.585	-
Produits OTC (de gré à gré)						
Opérations de change à terme	362.056	5.323	-	367.379	10.585	-
Options de change						
- achats	-	-	-	-	-	-
- ventes	-	-	-	-	-	-
Autres contrats de change	-	-	-	-	-	-
Opérations négociées en bourse						
Contrats à terme sur devises	-	-	-	-	-	-
Options de change	-	-	-	-	-	-
Opérations sur actions / indices	163.387	4.697	-	168.084	8.358	-
Produits OTC (de gré à gré)						
Swaps d'indices/actions	-	-	-	-	-	-
Options sur indices/actions	-	-	-	-	-	-
- achats	-	-	-	-	-	-
- ventes	-	-	-	-	-	-
Autres contrats sur actions/indices	-	-	-	-	-	-
Options négociées en bourse						
Contrats à terme d'indices/actions	7.304	-	-	7.304	245	-
Options sur indices/actions	156.083	4.697	-	160.780	8.113	-
Total	545.521	10.020	-	555.541	19.008	-

Type de contreparties

en k€	Montant nominal		Risque de contrepartie	
	2006	2005	2006	2005
Banques OECD	277.771	331.377	10.416	3.910
Autres entreprises et particuliers	277.771	331.377	8.592	20.712
Somme	555.541	662.754	19.008	24.622

Risque du marché

Gestion des risques

La division Transactions/Trésorerie/Produits est chargée de la gestion du risque de marché de la DAB bank. La gestion du risque de marché de la direction tanlage.at est effectuée de manière décentralisée. Les unités correspondantes sont responsables de la mise en œuvre de la stratégie adoptée par le Directoire relativement à la gestion des risques de marché en tenant compte des exigences réglementaires et des processus relatifs aux risques de marché définis à l'échelle de la banque. Des instruments dérivés sont également utilisés à cet égard.

En ce qui concerne le risque de marché, la gestion et la surveillance sont séparées à tous les niveaux sur le plan fonctionnel et organisationnel.

Surveillance des risques

La surveillance des risques courus dans le portefeuille d'investissement et le portefeuille de négociation est effectuée via un système cohérent de limites qui limite le potentiel de perte découlant de risques du marché. Les limites de risque sont approuvées au moins chaque année par le Directoire et ne doivent pas être dépassées.

Lorsque des limites de risque sont dépassées dans les sous-portefeuilles, on enclenche immédiatement un processus d'indexation et on surveille les mesures prises pour réduire les positions affectées à un niveau s'inscrivant dans les limites définies. En 2006, aucun dépassement de limite notable ne s'est produit. La division Contrôle de gestion des risques de marché a à tout moment accès directement aux systèmes de front office utilisés dans les transactions et surveille ainsi, au besoin aussi pendant la journée, la situation de risque et le respect des limites.

Le Directoire est informé chaque jour de l'évolution du risque de marché, des taux d'utilisation des limites ainsi que des pertes et profits. Il est informé chaque mois des résultats des analyses de risques, notamment des résultats du backtesting et du stresstesting.

Pour la mesure et la gestion quotidiennes des risques, nous calculons la « Value-at-Risk » sur la base d'un niveau de confiance de 99 % et d'une durée de portage d'un jour. Pour le calcul et l'allocation du capital-risque nécessaire pour les risques de marché, cette « Value-at-Risk » est augmentée, par analogie aux autres catégories de risques, à un niveau de confiance de 99,95 % et à une durée de portage d'un an en tenant compte de tous les effets de portefeuille.

Afin de calculer la « Value-at-Risk » pour les risques de variations des taux d'intérêt et pour les risques de variations des cours des actions de la DAB bank AG, nous recourons à une simulation historique moderne. L'adéquation de la méthode de mesure des risques est vérifiée par un backtesting régulier au cours duquel les valeurs de « Value-at-Risk » calculées sont comparées aux variations des valeurs vénales calculées sur la base des positions correspondantes. Les résultats du backtesting confirment la grande qualité de notre modèle concernant les risques.

Nous utilisons comme autre stratégie, pour les risques liés aux opérations en devises étrangères ainsi que pour les risques de notre filiale liés aux variations des taux d'intérêt et des cours des actions, une approche statistique avec différentes hypothèses conservatrices (entre autres une observation séparée des devises et une négligence des effets de corrélation diminuant le risque).

En plus du calcul de la « Value-at-Risk », nous effectuons régulièrement des stresstests qui indiquent le potentiel de perte de nos risques de marché en cas de fluctuations extrêmes du marché et d'événements exceptionnels. Les scénarios examinés vont de simples chocs des taux d'intérêt à l'effondrement de toutes les corrélations.

Evolution du risque du marché en 2006

Les risques de marché inhérents au portefeuille de transactions pour propre compte de la DAB bank au 31 décembre 2006 sont présentés dans le tableau suivant sur une base agrégée.

Risque du marché		
en millions d'euros	2006	2005
au 31.12.		
Allemagne		
VaR totale	12,78	19,71
Limite	50,00	33,20
Utilisation	25,56%	59,36%
Risque lié aux variations des taux d'intérêt	5,54	10,73
Limite	19,61	17,40
Utilisation	28,25%	61,66%
Risque lié aux variations du cours des actions	7,12	8,24
Limite	27,20	12,70
Utilisation	26,17%	64,88%
Risque lié aux opérations en devises étrangères	0,12	0,70
Limite	3,16	3,16
Utilisation	3,83%	22,00%
Autriche		
VaR totale	2,64	4,92
Limite	6,25	5,00
Utilisation	42,24%	98,40%

Risque opérationnel

Gestion des risques

La gestion des risques opérationnels est de la responsabilité des divisions respectives qui orientent leurs activités d'après un processus de gestion des risques opérationnels défini à l'échelle de la banque, mis en place en 2005 et perfectionné de manière cohérente en 2006. Les responsables de la gestion des risques opérationnels dans les différentes divisions sont chargés de la mise en œuvre opérationnelle et de la réalisation du processus – qui comprend notamment le relevé, l'analyse, l'évaluation et le contrôle de qualité des données relatives aux risques ainsi qu'une planification appropriée des mesures – l'ensemble étant coordonné et surveillé par un responsable central de la gestion des risques opérationnels.

Les mesures nécessaires pour calculer la couverture en fonds propres requise conformément aux exigences de Bâle II et déterminer le montant de pondération pour le risque opérationnel d'après la méthode standard ont été analysées en 2006 afin de garantir que ces calculs puissent être effectués à partir du 1.1.2008. Ces mesures seront finalisées en 2007.

Surveillance des risques

La DAB bank enregistrera et analysera les déficits découlant de risques opérationnels et de sinistres à l'aide d'une base de données recensant les pertes. Celle-ci sert de base pour une recherche ciblée et détaillée des causes. Les divisions et le Directoire seront informés des incidents s'étant produits par un compte-rendu régulier du Contrôle de gestion.

En outre, les unités organisationnelles aidées par des experts évalueront les risques opérationnels des divisions respectives dans le cadre de l'évaluation structurée des risques. A cette occasion, tous les principaux facteurs de risques, vus sous l'angle de la fréquence et du montant potentiels du sinistre, seront examinés. Les incidents se produisant rarement mais représentant un montant de sinistre élevé feront aussi l'objet de cette analyse.

Evolution du risque opérationnel en 2006

Les risques opérationnels de la DAB bank au 31 décembre 2006 sont présentés dans le tableau suivant sur une base agrégée.

Risque opérationnel

en millions d'euros au 31.12.	2006	2005
Allemagne		
Risque	12,79	15,87
Limite	25,00	32,00
Utilisation	51,16%	49,59%
Autriche		
Risque	1,87	2,34
Limite	3,00	2,50
Utilisation	62,33%	93,60%

Risque d'illiquidité

Pour mesurer le risque d'illiquidité à court terme, nous utilisons actuellement la méthode de calcul prescrite par les dispositions prudentielles de la règle d'adéquation des liquidités. Le coefficient en question est calculé et surveillé chaque jour.

Le coefficient de la règle d'adéquation des liquidités II pour la plage d'échéances I, utilisé pour garantir à tout moment la solvabilité de la banque, était toujours supérieur à 5,0 depuis le début de l'année et dépassait ainsi nettement la valeur minimale de 1 devant être notifiée aux autorités chargées de la réglementation. En fin d'année, le coefficient s'élevait à 5,18 comme au mois précédent.

Principe II coefficient de liquidité 2006



Au cours de l'exercice 2006, on a défini, dans le cadre d'un mémoire, un système de gestion des liquidités qui satisfait aux exigences prudentielles de Bâle II, en particulier au document de consultation de Bâle II intitulé « Méthodes appropriées pour la gestion des liquidités des établissements bancaires », mais aussi à la règle actuelle d'adéquation des liquidités ainsi qu'aux exigences minimales en matière de gestion des risques (MaRisk). Ce système permet à la direction de la DAB bank une gestion optimale et efficace de ses réserves de liquidité. Un système de gestion dressant un bilan quotidien de l'échéance des liquidités (« Maturity-Ladder ») a été développé en l'occurrence pour représenter la structure des échéances des flux de paiement découlant d'activités commerciales. Il effectue aussi une modélisation des flux de paiement futurs et une mesure des risques d'illiquidité. Le système de gestion des liquidités sera entièrement intégré dans le système de gestion des risques de la DAB bank au cours de l'année 2007.

Risque commercial

Gestion des risques

En tant que partie de la gestion des revenus et des coûts, la gestion opérationnelle des risques commerciaux est de la responsabilité des différents responsables des centres de coûts.

Surveillance des risques

Les risques commerciaux sont mesurés par la division Contrôle de gestion des risques qui en examine la plausibilité. La mesure du risque commercial est effectuée aussi sur la base d'une « Value-at-Risk ». A cette fin, les volatilités des revenus et des coûts sont relevées au niveau des divisions du groupe et condensées, en tenant compte de corrélations, en une « Value-at-Risk » qui

représente les fluctuations possibles de la valeur de l'entreprise s'accompagnant du risque commercial. Les résultats de la mesure des risques sont communiqués régulièrement au Directoire.

Evolution du risque commercial en 2006

Les risques commerciaux de la DAB bank au 31 décembre 2006 sont présentés dans le tableau suivant sur une base agrégée.

Risque commercial		
en millions d'euros	2006	2005
au 31.12.		
Allemagne		
Risque	29,10	17,63
Limite	30,00	42,50
Utilisation	97,00	41,48%
Autriche		
Risque	3,46	2,06
Limite	3,50	3,50
Utilisation	98,86%	58,85%

Au cours de l'année du rapport, nous avons encore mis l'accent sur une gestion des coûts toujours rigoureuse et sur l'augmentation de notre rentabilité.

Le perfectionnement et l'optimisation de la mesure et de la surveillance des risques commerciaux ont été traités en 2006 dans le cadre d'un mémoire qui sera terminé au cours de l'exercice 2007.

Autres risques

Gestion des risques

Parmi les autres risques, on compte les risques non quantifiables tels que les risques stratégiques et les risques de réputation. En tant que partie de la gestion d'entreprise, la gestion des risques stratégiques et des risques de réputation de la DAB bank entre dans le domaine de responsabilité du Directoire.

Surveillance des risques

Ces risques sont recensés en premier lieu par des moyens qualitatifs au sein de la DAB bank. C'est dans ce but qu'ont lieu une observation continue de l'environnement national et international ainsi que la vérification permanente de notre propre positionnement stratégique.

Dans le cadre de notre planification à long terme, le Directoire vérifie régulièrement la stratégie de la banque. Si besoin est, il est possible de réagir aux modifications des conditions générales en adaptant le modèle commercial ou les processus commerciaux. Lors de l'élaboration de telles initiatives stratégiques, une concertation étroite a lieu entre le Directoire et le Conseil de surveillance.

La gestion de la réputation de la DAB bank est également assumée par le Directoire du groupe. A cet égard, celui-ci essaie d'identifier les sujets potentiellement conflictuels, d'estimer leur dynamique éventuelle et d'influencer suffisamment tôt cette dynamique par des mesures de communication.

Bâle II

Lors de la mise en œuvre de Bâle II, nous avons terminé l'analyse spécialisée entrant dans le cadre du pilier I. La réalisation technique aura lieu au premier semestre 2007. La DAB bank fait usage de l'option stipulée au § 339 al. 10 du règlement relatif à la solvabilité et appliquera le principe I actuel jusqu'au 1.1.2008.

En ce qui concerne les exigences des piliers 2 et 3, la plupart des mesures prévues pour leur mise en œuvre d'après les principes de Bâle II ont été finalisées. Les processus ont été adaptés conformément aux exigences minimales en matière de gestion des risques.

Chances de croissance et risques

La gestion prudente des chances et des risques est un facteur essentiel pour le succès d'une entreprise. Pour la DAB bank, la réussite de l'entreprise dépend de manière déterminante des risques commerciaux et opérationnels.

En 2007 – comme dans le passé – on mettra l'accent sur les risques commerciaux, les risques d'illiquidité et les risques opérationnels. Sur la base de la planification annuelle, nous nous attendons à ce que le risque global de la DAB bank augmente, compte tenu notamment de l'augmentation du volume des dépôts et de l'introduction de nouveaux produits dans les opérations de crédit et les transactions, et qu'il soit en conformité avec notre stratégie de croissance rentable.

Rapport prévisionnel

La croissance de l'économie mondiale restera à un niveau élevé en 2007 mais son potentiel de développement fléchira légèrement. Nous nous attendons à ce qu'avant tout la conjoncture aux Etats-Unis perde de la vitesse. L'activité économique dans la zone Euro et en Asie de l'Est restera par contre à un niveau élevé, avec toutefois un léger recul des taux de croissance. En Europe et dans les pays émergents asiatiques, on s'attend à ce que l'expansion économique continue à progresser et que ces pays puissent, en tant que moteurs de la conjoncture, compenser le léger ralentissement de l'activité économique des Etats-Unis et du Japon. Au total, on escompte une augmentation de la croissance économique mondiale de 4,5 à 5 %.

D'après les estimations actuelles, la dynamique conjoncturelle dans la zone Euro et en Allemagne continuera à se stabiliser au cours de l'année prochaine. Les bons carnets de commandes des entreprises européennes ainsi que la propension toujours élevée de ces dernières à investir conduiront vraisemblablement une fois de plus à une hausse de l'emploi. Pour 2007, on s'attend en Allemagne à une croissance du PIB d'environ 1,7 %. Cette hausse repose sur le renforcement de la conjoncture en raison d'un commerce extérieur satisfaisant et sur l'augmentation de la consommation privée en 2006 qui a toutefois été influencée par le relèvement de la T.V.A. décidé pour 2007. Il en résulte, pour 2007, une légère diminution du pouvoir d'achat du secteur privé. L'essor de l'année 2006 se manifestera vraisemblablement de manière positive sur le marché du travail en 2007 : on s'attend à ce que le nombre de chômeurs diminue d'environ 480.000, faisant reculer de 1,2 points de pour cent le taux de chômage qui tombera à 9,6 %. Le nombre de contrats de travail soumis à l'assurance sociale augmentera en moyenne annuelle de 300.000.

D'après les principaux centres d'études, la volatilité des prix de l'énergie représentera en 2007 aussi un risque majeur pour la croissance économique en Allemagne. Dans la mesure où la hausse se maintient toutefois dans le cadre des prévisions, elle ne devrait pas avoir des conséquences graves sur la conjoncture positive. En comparaison avec la zone Euro, on s'attend pour l'Autriche, en 2007, à une croissance d'environ 2,5 %, dépassant largement la moyenne, ainsi qu'à un taux d'inflation d'un peu moins de 2 %, inférieur en cela à la moyenne.

La DAB bank continuera, en 2007 aussi, à développer sa croissance. Selon nous, les principaux facteurs d'influence pour 2007 seront les suivants :

- ▶ l'évolution des grandes tendances
- ▶ l'évolution des marchés boursiers et des transactions
- ▶ l'évolution des taux d'intérêt
- ▶ les volumes des encours gérés et l'augmentation de la clientèle

Evolution des grandes tendances

Les grandes tendances restent inchangées et continuent à offrir de bonnes chances de croissance à la DAB bank AG.

Ainsi, le marché des opérations des banques directes reste un marché porteur. D'après nos estimations, le nombre de clients des banques directes passera d'environ 10 millions en 2006 à environ 18 millions en 2008. Les prestataires directs acquerront ainsi davantage de parts de marché, les clients restant très insatisfaits de leurs banques conventionnelles.

La tendance à la prévoyance-vieillesse privée et à la constitution de patrimoine se poursuit et se renforcera davantage dans les années à venir.

Compte tenu de cette tendance, nous pensons que les titres continueront à prendre de l'importance comme forme de placement en Allemagne et en Autriche, permettant à ces deux pays de combler leur écart par rapport aux autres pays européens.

Un conseil indépendant et un éventail de produits indépendant des banques sont de plus en plus demandés. Ce sont donc principalement les conseillers financiers indépendants qui gagneront des parts de marché, au détriment avant tout des banques et des caisses d'épargne établies.

D'après nos estimations, le nombre de clients fortunés en Allemagne va croître sensiblement dans les prochaines années. En ce qui concerne le nombre des ménages fortunés et le volume d'actifs financiers qu'ils détiennent, on s'attend, d'ici 2008, à une augmentation en moyenne de 5 % par an, certains segments enregistrant une croissance même supérieure.

Dans l'ensemble, nous voyons dans le modèle commercial de la DAB bank de bonnes chances de développer la croissance rentable en 2007 aussi. Selon nous, les grandes tendances soulignent expressément cette hypothèse. Il reste néanmoins un certain nombre d'impondérables que nous ne pouvons pas encore évaluer définitivement à l'heure actuelle, notamment la forme future des exigences réglementaires, y compris l'incertitude concernant la mise en application définitive de la MiFID (Markets in Financial Instruments Directive ou directive concernant les marchés d'instruments financiers) et des exigences de Bâle II.

Evolution des marchés boursiers/des transactions

Une évolution positive sur les marchés boursiers se répercute dans différents domaines. Une hausse des cours conduit à une augmentation du volume des transactions et des comptes. La volatilité des marchés boursiers ou des titres individuels a une influence essentielle sur l'évolution des activités. Une dérive latérale des indices directeurs importants réduit l'intérêt des investisseurs – avant tout celui de la clientèle privée active – étant donné que, dans ces conditions, les perspectives de hausse du cours des actions et de plus-values sont limitées. Une volatilité élevée vers le haut ou le bas conduit par contre, en règle générale, à une nette augmentation des opérations boursières. L'évolution du nombre des transactions réalisées aussi bien pour la clientèle actuelle que pour de nouveaux clients a la plus grande influence sur le montant du produit net des commissions.

Pour l'année 2007, nous nous attendons à un environnement boursier positif dans l'ensemble, même s'il est possible qu'il soit exposé à une plus grande volatilité au cours de l'année. Nous escomptons, pour fin 2007, un niveau des indices boursiers supérieur à celui de la fin de l'année 2006 en Allemagne et en Europe.

Nous voulons continuer en 2007 aussi à augmenter le nombre des transactions exécutées grâce à la hausse des opérations boursières réalisées par nos clients.

Evolution des taux d'intérêt

L'évolution des taux d'intérêt produit aussi des effets différents. Des taux d'intérêt en hausse augmentent en principe nos coûts de refinancement et de remboursement du capital, offrent toutefois la possibilité d'adapter les marges dans le cadre de la politique d'ajustement des taux d'intérêt mise en œuvre par la banque pour ses opérations-clients. Les effets de taux d'intérêt en hausse sur le comportement des clients sont variés. Tandis que les dépôts deviennent plus attractifs en raison d'un taux d'intérêt de base supérieur, les opérations de crédit sont en principe pénalisées par le renchérissement du crédit. Des taux d'intérêt en baisse produisent l'effet inverse.

Actuellement, nous nous attendons à un niveau stable des taux d'intérêt pour l'exercice 2007 avec une légère tendance à la hausse sur le front des taux courts.

Volumes des encours gérés et augmentation de la clientèle

L'encours géré est influencé par deux leviers de commande essentiels. D'une part, une évolution positive des marchés boursiers et par conséquent des cours provoque une augmentation des volumes traités. D'autre part, un environnement de marché positif rend les placements plus attractifs et conduit à des afflux de capitaux. A cet égard, les commissions retenues sur le volume d'actifs en portefeuille dans les opérations sur fonds ainsi que les nouvelles opérations conclues ont une incidence sur le résultat de la DAB bank.

Une augmentation continue de la clientèle constitue la base de la réussite de l'entreprise. Un nombre supérieur de clients implique des transactions plus nombreuses et régulières ainsi qu'un afflux de capitaux, ce qui a pour effet d'augmenter le bénéfice de la société. En élargissant son éventail de produits et de services, la DAB bank voit deux approches pour augmenter sa clientèle : les services de courtage qui constituent son activité de base et sa commercialisation active.

Nous voulons par conséquent continuer à augmenter l'encours géré dans le courtage, notre activité de base. Ceci passe en premier lieu aussi par une augmentation interne continue de la clientèle. Pour cela, nous utiliserons également notre offre de produits élargie à la prévoyance-vieillesse et à la constitution de patrimoine ainsi que notre offre complémentaire avec le compte courant DAB. Notre coopération avec la société SRQ Finanzpartner AG dans le domaine de la planification financière et du conseil indépendants, que nous avons intensifiée en acquérant une participation majoritaire – soutiendra aussi durablement cet objectif.

Perspectives pour 2007

Pour l'exercice 2007, nous voulons augmenter notre résultat consolidé avant impôts de bien plus de 25 % pour le porter à 45 millions d'euros. A cet égard, nous nous attendons à ce que l'environnement boursier reste favorable malgré une plus grande volatilité et évolue de manière aussi positive qu'en 2006. Outre un produit net des commissions supérieur, nous escomptons également une amélioration du produit net d'intérêts.

La stratégie commerciale de la DAB bank est axée sur une croissance rentable. Nous nous concentrons à cet égard sur les marchés Allemagne et Autriche où nous opérons dans les secteurs de la clientèle privée et de la clientèle d'entreprises. Notre activité en Allemagne comprend en plus l'offre de services de notre plateforme de fonds FondsServiceBank ainsi que nos opérations clients.

Dans nos activités avec les gestionnaires de patrimoines, les courtiers de fonds de placement et les clients institutionnels, nous voulons nous positionner clairement en tant que prestataire de services de qualité proposant une offre au rapport qualité-prix attrayant. Nous développerons notre secteur b-to-b en augmentant notre clientèle de manière ciblée. Ceci vaut aussi bien pour l'acquisition de nouveaux intermédiaires financiers que pour la conquête de nouveaux clients, ce que nous soutenons activement par nos actions d'analyse de portefeuilles de placement par exemple.

Dans le secteur de la clientèle privée, nous voulons participer à la croissance du marché global du courtage en ligne. Pour cela, nous augmenterons notre degré de notoriété et de sympathie grâce à des mesures ciblées de communication et de marketing.

Dans le secteur représenté par la FondsServiceBank, nous souhaitons parvenir à un positionnement davantage reconnu par le marché en convainquant les intermédiaires financiers des avantages uniques qu'offre la FSB. Nous chercherons à exploiter le potentiel inhérent à ce secteur en acquérant de nouveaux clients, en améliorant l'efficacité des processus et en élargissant l'éventail de produits.

Dans nos trois secteurs d'activité, l'excellence opérationnelle a pour nous la priorité. Ceci est valable aussi bien pour nos services que pour les prestations techniques du back-office. Notre objectif à l'avenir aussi est d'offrir à nos clients un rapport qualité/prix optimal, tout en nous concentrant sur notre offre de services. Pour cela, nous misons sur des produits et des services innovants, des processus encore plus efficaces et une coopération encore plus étroite avec nos partenaires.

En outre, nous augmenterons encore considérablement la rentabilité de la DAB bank. En résumé, nos objectifs pour l'année 2007 sont les suivants

1. Augmentation du résultat consolidé avant impôts à 45 millions d'euros, soit une progression de bien plus de 25 % par rapport à l'année précédente
2. Réduction du ratio coûts/revenus en dessous de 75 %
3. Augmentation de l'encours géré à plus de 33 milliards d'euros

Produit net des commissions

Les transactions de titres, notamment dans le secteur Clientèle privée en Allemagne, constituent un facteur de croissance essentiel en ce qui concerne les produits des commissions. Ceci suppose au préalable un environnement positif des places boursières et du marché ainsi qu'une grande volatilité. Cette croissance sera soutenue en plus par nos activités de commercialisation de produits indépendants de la bourse.

Résultat financier

Dans le cas d'une augmentation du volume de dépôts, nous nous attendons à une nette amélioration du produit net d'intérêts en 2007. Si le niveau des taux d'intérêt devait s'écarter de notre estimation, ceci représenterait un risque pour notre bénéfice. Nous nous attendons à ce que les dotations aux provisions pour risques continuent à évoluer dans des proportions inférieures à l'expansion des activités.

Charges générales d'exploitation

Nous adapterons les charges générales d'exploitation aux exigences accrues en matière de résultat. A cet égard, les charges générales d'exploitation augmenteront toutefois dans des proportions nettement inférieures aux améliorations attendues des revenus. Grâce à une gestion active et flexible des coûts, nous nous assurons en plus de pouvoir réagir, dans certaines limites, aux modifications ou dégradations des conditions du marché sans que le résultat ne soit affecté.

Perspectives pour les années suivantes

D'après les estimations actuelles, l'économie mondiale affichera, en 2008, une dynamique de croissance aussi bonne qu'en 2007, en dépit du léger fléchissement de la conjoncture, et devrait par conséquent progresser de 3,0 à 3,5 %. Cette dynamique s'affaiblira aux Etats-Unis et en Chine tandis que la zone Euro et les économies en plein essor des pays BRIC et des Etats baltes pourront, malgré leurs difficultés conjoncturelles initiales en 2007, continuer à progresser avec beaucoup de dynamisme en 2008.

Pour 2008, on s'attend en Allemagne à une croissance économique d'environ 2 %. L'essor en Allemagne suivra la dynamique de l'année 2006 et prendra encore de la vitesse. Cette expansion sera portée principalement par le secteur des entreprises où la forte demande étrangère et les mesures de restructuration ont conduit à une forte augmentation des bénéfices et donc à un accroissement des investissements. La réforme de l'impôt sur les entreprises prévue pour 2008 devrait continuer à augmenter durablement l'attractivité du site Allemagne.

Les marchés des titres profitent partout dans le monde des taux de croissance stables de l'économie mondiale. D'après les experts, les futurs taux d'inflation mondiaux pourraient toutefois ralentir les cours, ce à quoi les banques centrales pourraient réagir une nouvelle fois en relevant le taux directeur.

Au vu des prévisions faites à propos de l'environnement économique, nous portons un regard toujours positif sur les prochaines années. Nos objectifs d'entreprise pour les années à venir reposent sur les hypothèses suivantes :

- ▶ Durabilité de notre modèle commercial
Grâce à notre croissance qualitative et à l'augmentation des revenus indépendants des marchés boursiers, notre modèle commercial a aussi du succès sur des marchés un peu moins dynamiques.
- ▶ Volatilité des marchés
Le comportement des clients en matière de placement n'est pas en entière corrélation avec l'évolution de la bourse. Notre modèle commercial se base sur la volatilité des places boursières indépendamment du niveau absolu des marchés.
- ▶ Augmentation significative du patrimoine
La nette croissance du patrimoine des ménages représente un facteur de réussite central pour notre modèle commercial. Dans le secteur Clientèle d'entreprises, on perçoit une augmentation des parts du patrimoine gérées par des conseillers indépendants. Nous avons l'intention de profiter très largement de ces tendances.
- ▶ Tendance à la prévoyance-vieillesse privée
Nous notons chez nos clients une tendance continue à constituer une prévoyance-vieillesse privée, ce que nous couvrons avec notre offre de produits et le conseil indépendant assuré par la SRQ FinanzPartner AG.

- ▶ Tendance à la restructuration des portefeuilles
Nous voyons des impulsions de croissance se dégager de la tendance de la clientèle privée à restructurer les portefeuilles en passant des titres individuels à des fonds et des produits structurés. En effet, nous profitons très largement de cette tendance grâce à notre orientation stratégique et à notre compétence dans le domaine des opérations sur fonds et certificats.
- ▶ Autre diversification
Grâce à la diversification de nos produits et à de nouveaux services, nous contribuons au résultat de manière positive et durable dans tous les secteurs d'activité.
- ▶ Partie intégrante du groupe UniCredit opérant à l'échelle internationale
En tant que filiale de l'HypoVereinsbank, la DAB bank appartient au groupe UniCredit exerçant ses activités à l'échelle internationale. Nous examinerons les possibilités et les chances pouvant se dégager pour nous, à moyen et long terme, sur les marchés de l'UniCredit.

Nous continuerons aussi à mettre à profit de manière cohérente toutes les chances de croissance s'offrant à nous et ferons le nécessaire pour réduire d'encore 5 % par an notre ratio coûts/revenus. Quelles que soient les conditions du marché de l'économie mondiale, difficiles à prévoir actuellement, les déclarations et estimations faites pour 2008 sont également valables pour les années suivantes.

Compte de résultat consolidé selon IFRS

en k€	Remarques	Rapport trimestriel		Période cumulée	
		01.10.2006- 31.12.2006	01.10.2005- 31.12.2005	01.01.2006- 31.12.2006	01.01.2005- 31.12.2005
Produits d'intérêts	21	26.266	18.497	100.721	76.871
Charges d'intérêts	21	16.630	9.222	57.175	36.289
Produits nets d'intérêts	21	9.636	9.275	43.546	40.582
Dotations aux provisions pour risques de crédit	22	246	-227	511	-115
Produits nets d'intérêts après provisions pour risques de crédit		9.390	9.502	43.035	40.697
Produits des commissions	23	65.848	55.155	228.238	156.650
Charges de commissions	23	33.776	23.567	99.648	56.526
Produits nets des commissions	23	32.072	31.588	128.590	100.124
Résultat des opérations boursières	24	922	1.195	2.827	2.662
Résultat des placements financiers	25	-908	-5.013	-16.098	-12.303
Charges de personnel	26	11.057	10.146	37.920	37.523
Autres frais administratifs	26	22.192	18.737	82.893	70.539
Amortissements sur immobilisations corporelles et incorporelles	26	1.624	-473	8.224	8.704
Charges générales d'exploitation	26	34.873	28.410	129.037	116.766
Frais de restructuration/d'intégration		-	-	-	3.400
Résultat des autres produits/charges d'exploitation	27	1.960	-1.184	5.702	4.525
Résultat des autres produits/charges	29	-1	381	-13	8.352
Résultat avant impôts		8.562	8.059	35.006	23.891
Impôts sur les bénéfices	30	3.371	1.323	13.035	4.623
Bénéfices (résultat consolidé selon IFRS)		5.191	6.736	21.971	19.268
Dotation aux réserves constituées sur bénéfices	31	167	5.734	167	5.734
Bénéfice consolidé figurant au bilan		5.024	1.002	21.804	13.534
Résultat par action (non dilué)	32	0,07	0,09	0,29	0,26
Résultat par action (dilué)	32	0,07	0,09	0,29	0,26
Nombre moyen d'actions en circulation (non dilué)		75.187.007	75.187.007	75.187.007	75.187.007
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)		75.187.007	75.187.007	75.187.007	75.187.007

Actif

en k€ au 31.12.	Remarques	Rapport annuel 2006	Rapport annuel 2005
Caisse et banques centrales	34	74.371	46.122
Créances sur les établissements de crédit	8, 35	716.099	381.322
Créances sur la clientèle	8, 36	473.770	473.917
Provisions pour risques de crédit	9, 37	-2.111	-3.327
Actifs de transaction	10, 38	42.858	39.682
Immobilisations financières	11, 39	1.932.227	1.432.326
Immobilisations corporelles	12, 40	3.993	4.760
Immobilisations incorporelles	14, 41	60.774	61.586
Créances fiscales sur les bénéfices	19, 42	29.881	37.822
Autres actifs	43	30.061	36.334
Total de l'actif		3.361.923	2.510.544

**Bilan consolidé
selon IFRS****Passif**

en k€ au 31.12.	Remarques	Rapport annuel 2006	Rapport annuel 2005
Dettes auprès des établissements de crédit	15, 44	270.812	102.252
Dettes sur la clientèle	15, 45	2.810.970	2.156.095
Passifs de transaction	16, 46	14.557	14.758
Provisions	17, 47	7.672	8.073
Dettes fiscales sur les bénéfices	19, 48	11.778	9.986
Autres passifs	18, 49	48.521	39.762
Capital subordonné	50	20.029	10.002
Dettes		3.184.339	2.340.928
Capital souscrit	51	75.187	75.187
Réserve en capital		59.769	59.769
Réserves constituées sur bénéfices		21.487	21.320
Autre résultat global cumulé		-663	-194
Bénéfice consolidé figurant au bilan		21.804	13.534
Capitaux propres		177.584	169.616
Total du passif		3.361.923	2.510.544

Evolution des fonds propres du groupe selon IFRS

en k€	Capital souscrit	Réserve en capital	Réserves constituées sur bénéfices	Autre résultat global cumulé	Bénéfice consolidé figurant au bilan	Total
au 01.01.2005	75.187	59.769	15.584	392	11.278	162.210
Changement d'évaluation d'instruments financiers sans incidence sur le résultat	-	-	-	-586	-	-586
Variation découlant du bénéfice net de l'exercice	-	-	5.734	-	13.534	19.268
Distribution de dividende de la DAB bank AG	-	-	-	-	-11.278	-11.278
Variation due aux fluctuations monétaires et autres variations	-	-	2	-	-	2
au 31.12.2005	75.187	59.769	21.320	-194	13.534	169.616
au 01.01.2006	75.187	59.769	21.320	-194	13.534	169.616
Changement d'évaluation d'instruments financiers sans incidence sur le résultat	-	-	-	-469	-	-469
Variation découlant du bénéfice net de l'exercice	-	-	167	-	21.804	21.971
Distribution de dividende de la DAB bank AG	-	-	-	-	-13.534	-13.534
Variation due aux fluctuations monétaires et autres variations	-	-	-	-	-	-
au 31.12.2006	75.187	59.769	21.487	-663	21.804	177.584

en k€	2006	2005
01.01. - 31.12.		
Cash-flow des activités d'exploitation		
Excédent de l'exercice*	21.971	10.903
Amortissements, corrections des valeurs et dotations pour créances	579	-88
Amortissements hors acquisitions d'actifs immobilisés	8.224	8.704
Variations d'autres postes non monétaires	6.288	3.787
Bénéfices/Pertes issu(e)s de la réalisation d'actifs immobilisés	16.423	12.303
Autres ajustements	-37.689	-38.337
Sous-total	15.796	-2.728
Variation d'éléments d'actifs et de dettes afférents aux activités d'exploitation après redressement des opérations sans incidence sur les flux financiers		
Créances sur les établissements de crédit	-334.777	44.424
Créances sur la clientèle	-1.648	-45.726
Actifs de transaction	-3.176	6.905
Autres actifs issus des activités d'exploitation	7.628	-12.634
Dettes auprès des établissements de crédit	168.560	24.352
Dettes sur la clientèle	654.875	324.468
Passifs de transaction	-201	-27.114
Autres passifs issus des activités d'exploitation	10.448	14.211
Impôts sur les bénéfices versés	-5.857	-2.245
Intérêts et dividendes perçus	100.721	76.871
Intérêts versés	-57.175	-36.289
Trésorerie utilisée/générée par les activités d'exploitation	555.194	364.495
Cash-flow des activités d'investissement		
Encaissements résultant de la cession d'actifs immobilisés	2.145	719
Décaissements liés à l'acquisition d'actifs immobilisés	-525.114	-343.109
Effets de la fusion d'entreprises	-	-132
Trésorerie utilisée pour des investissements	-522.969	-342.522
Cash-flow des activités de financement		
Variations des flux de trésorerie provenant de capital subordonné	10.027	1.848
Versements de dividendes	-13.534	-11.278
Variations des flux de trésorerie provenant d'autres activités de financement	-469	-584
Trésorerie utilisée/générée par les activités de financement	-3.976	-10.014
Variations des disponibilités dues aux fluctuations des taux de change	-	-
Augmentation / Diminution des disponibilités	28.249	11.959
Disponibilités au 01.01.	46.122	34.163
Disponibilités au 31.12.	74.371	46.122

De plus amples informations concernant les flux de trésorerie figurent dans les notes (n°56).

* Conformément aux exigences de l'IAS 7, nous indiquons le bénéfice net de l'exercice 2005 sans le solde passif découlant de l'acquisition de la FondsServiceBank et enregistré avec incidence sur le résultat.

Tableau des flux de trésorerie consolidé selon IFRS

Déclarations (Notes) relatives aux comptes annuels consolidés

COMPTES ANNUELS CONSOLIDÉS SELON IFRS	84	DÉCLARATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT	90
MÉTHODES D'ÉVALUATION ET DE PRÉSENTATION DES COMPTES ANNUELS	85	▶ 21	Produit net d'intérêts 90
▶ 1	Présentation uniforme des comptes consolidés 85	▶ 22	Provisions pour risques de crédit 90
▶ 2	Continuité 85	▶ 23	Produit net de commissions 90
▶ 3	Modification des méthodes de présentation, d'évaluation et d'établissement des comptes 85	▶ 24	Résultat des opérations boursières 90
▶ 4	Périmètre de consolidation 85	▶ 25	Résultat des placements financiers 91
▶ 5	Principes de consolidation 85	▶ 26	Charges générales d'exploitation 91
▶ 6	Conversion de devises 86	▶ 27	Résultat des autres produits / charges d'exploitation 91
▶ 7	Instruments financiers 86	▶ 28	Dépréciations sur fonds de commerce 92
▶ 8	Créances 87	▶ 29	Résultat des autres produits/charges 93
▶ 9	Provisions pour risques de crédit 87	▶ 30	Impôts sur les bénéfices 93
▶ 10	Actifs de transaction 87	▶ 31	Affectation des bénéfices (d'après le code de commerce allemand et la loi sur les sociétés par actions) 94
▶ 11	Immobilisations financières 87	▶ 32	Résultat par action 94
▶ 12	Immobilisations corporelles 88	▶ 33	Création de valeur 95
▶ 13	Leasing (crédit-bail) 88	DÉCLARATIONS RELATIVES AU BILAN	96
▶ 14	Immobilisations incorporelles 88	▶ 34	Caisse et banques centrales 96
▶ 15	Dettes 89	▶ 35	Créances sur les établissements de crédit 96
▶ 16	Passifs de transaction 89	▶ 36	Créances sur la clientèle 96
▶ 17	Provisions 89	▶ 37	Provisions pour risques de crédit 97
▶ 18	Autres passifs 89		
▶ 19	Impôts sur les bénéfices 89		
▶ 20	Exercice de droits discrétionnaires par la direction 89		

▶ 38	Actifs de transaction	97	DÉCLARATIONS RELATIVES AU RAPPORT SECTORIEL	107
▶ 39	Immobilisations financières	97		
▶ 40	Immobilisations corporelles	99	▶ 57	Rapport sectoriel 107
▶ 41	Immobilisations incorporelles	99		
▶ 42	Créances fiscales sur les bénéfices	100	DÉCLARATIONS ANNEXES	111
▶ 43	Autres actifs	100		
▶ 44	Dettes auprès des établissements de crédit	100	▶ 58	Déclarations relatives aux instruments financiers d'après la norme IAS 32 111
▶ 45	Dettes sur la clientèle	101	▶ 59	Chiffres clés prudentiels de la DAB bank AG (sur la base du code de commerce allemand – HGB) 112
▶ 46	Passifs de transaction	101	▶ 60	Concentrations essentielles d'actifs et de passifs 113
▶ 47	Provisions	101	▶ 61	Engagements conditionnels et autres obligations 113
▶ 48	Dettes fiscales sur les bénéfices	102	▶ 62	Appartenance au groupe 114
▶ 49	Autres passifs	102	▶ 63	Lettre de confort 114
▶ 50	Capital subordonné	103	▶ 64	Événements après la date d'arrêté des comptes 114
▶ 51	Capital souscrit	103	▶ 65	Déclarations relatives aux relations avec des entreprises et personnes liées 114
▶ 52	Actions autodétenues	105	▶ 66	Ressources humaines 116
▶ 53	Opérations fiduciaires	106	▶ 67	Membres du Conseil de surveillance et du Directoire et mandataire général 117
▶ 54	Actifs et dettes en devises étrangères	106	▶ 68	Changements au sein du Directoire et du Conseil de surveillance 119
▶ 55	Transfert de garanties pour propres dettes	106	▶ 69	Actions en portefeuille des membres du Directoire et du Conseil de surveillance ainsi que du mandataire général 119
	DÉCLARATIONS RELATIVES AUX FLUX DE TRÉSORERIE	107	▶ 70	Achats et ventes d'actions 119
▶ 56	Tableau des flux de trésorerie	107	▶ 71	Relations entre le commissaire aux comptes et la DAB bank AG 120
			▶ 72	Date de l'autorisation à la publication 120

Comptes annuels consolidés selon IFRS

Les comptes annuels consolidés de la DAB bank ont été établis au 31 décembre 2006 selon les normes internationales d'information financière (IFRS) dans la mesure où elles doivent être appliquées dans les Etats membres de l'UE (IFRS/UE). Outre les normes appelées IFRS, les IFRS comprennent les normes comptables internationales (IAS) ainsi que les interprétations de l'IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee) et du SIC (Standing Interpretations Committee).

En tant qu'entreprise axée sur le marché des capitaux, la DAB bank AG établit, d'après les IFRS, des comptes annuels consolidés conformément au §315a al. 1 du code de commerce allemand (HGB) en relation avec le §291 al. 3 phrase 1 n°1 dudit code. En outre, en établissant des comptes consolidés selon les IFRS, nous satisfaisons aux conditions d'admission au Prime Standard, segment du marché réglementé de la Deutsche Börse AG, et aux obligations consécutives à cette admission.

Hormis quelques exceptions, il existe une conformité fondamentale entre les normes IFRS et les règles de l'Union Européenne concernant l'établissement des comptes. Ces exceptions n'ont pas eu de conséquences notables pour le groupe DAB bank.

Contrairement aux directives communautaires, les normes IFRS ne prescrivent que certaines déclarations minimales concernant la ventilation du bilan et du compte de résultat. Afin d'harmoniser les conditions des normes IFRS avec celles des directives communautaires, les postes à inscrire au bilan et au compte de résultat d'après la directive concernant l'établissement des comptes annuels des banques ont été présentés dans les annexes aux comptes consolidés. La même procédure a été appliquée aux déclarations en annexe exigées par le droit communautaire ou le code de commerce allemand dans la mesure où la prescription de les établir selon IFRS n'avait pas encore été appliquée. En outre, nous avons complété le compte de résultat en y faisant figurer l'affectation partielle des bénéfices, tel que prescrit.

La déclaration de conformité prescrite par le §161 de la loi sur les sociétés

par actions et portant sur le code de Gouvernement d'entreprise allemand dans sa version du 12 juin 2006 a été actualisée et publiée le 29 décembre 2006 sur Internet à l'adresse en ligne de la société <http://aktie.dab-bank.de> où elle peut être consultée.

Les directives IFRS existantes et actuellement en vigueur ont été respectées.

Conformément aux dispositions transitoires appropriées, les réglementations suivantes, actuellement pertinentes pour le groupe DAB bank et devant être impérativement appliquées pour la première fois à partir de l'exercice 2007, ne le sont pas encore pour l'exercice 2006 :

- ▶ IAS 1 : présentation des états financiers (capital disclosures)
L'IAS 1 instaurera, à partir du 1^{er} janvier 2007, les dispositions de présentation des comptes pour la gestion des capitaux propres.
- ▶ IFRS 7 : instruments financiers : informations à fournir et présentation (financial instruments: disclosures) L'application obligatoire de l'IFRS 7 à partir du 1^{er} janvier 2007 modifiera la présentation des instruments financiers. L'IFRS 7 remplacera entièrement l'IAS 30 et en partie l'IAS 32. Ceci entraînera des changements dans la présentation des déclarations figurant en annexe (Notes).
- ▶ IFRIC 10 : Etats financiers intermédiaires et dépréciation (interim financial reporting and impairment)
L'IFRIC 10 interdira, à partir du 1^{er} janvier 2007, une reprise de dépréciation - enregistrée au cours d'une période intermédiaire antérieure - concernant le fonds de commerce, un instrument de capitaux propres détenu ou un actif financier détenu aux coûts d'acquisition.

Nous appliquerons en 2007 les normes dans leur nouvelle version et procéderons aux présentations appropriées.

Les réglementations suivantes à appliquer impérativement pour les exercices 2006 ou 2007 ne concernent pas le groupe DAB bank : IAS 19, IAS 21 et IFRIC 4 à IFRIC 9.

Méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels

▶ 1 Présentation uniforme des comptes consolidés

Les comptes annuels individuels - conformes aux IFRS - des filiales intégrées font partie des comptes annuels consolidés de la DAB bank AG, et ce en application des principes uniformes d'évaluation et de présentation des comptes. Les chiffres sont exprimés systématiquement en milliers d'euros (K€).

▶ 2 Continuité

Nous appliquons de façon continue les méthodes de présentation, d'évaluation et d'établissement des comptes annuels conformément au concept général des normes IFRS ainsi qu'IAS 1 et IAS 8. S'il devient nécessaire de modifier les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes, les effets consécutifs se retrouvent dans le compte de résultat. Si des erreurs d'évaluation et de présentation des comptes de périodes antérieures devaient être corrigées, les effets de ces corrections seraient compensés par les réserves constituées sur bénéfices, sans incidence sur le résultat.

▶ 3 Modification des méthodes de présentation, d'évaluation et d'établissement des comptes

Dans les comptes consolidés de 2006, les méthodes d'établissement, d'évaluation et de présentation des comptes n'ont pas été modifiées par rapport à l'année précédente.

▶ 4 Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation du groupe DAB bank comprend au 31 décembre 2006 la DAB bank AG (maison mère), Munich, et la direktanlage.at AG, Salzburg, filiale à 100 % (intégration globale dans le périmètre de consolidation).

A compter du 27 octobre 2006, nous avons signé un contrat portant sur l'achat de la majorité (52,52 %) des parts sociales de la SRQ FinanzPartner AG (SRQ), Berlin. La transaction n'étant pas encore achevée à la date d'arrêtés des comptes, la société ne fait pas encore partie intégrante du périmètre de consolidation du groupe DAB bank. Sitôt la transaction achevée, nous prévoyons de procéder à l'intégration globale de la SRQ dans le périmètre de consolidation.

Toutes les entreprises du périmètre de consolidation ont établi leurs comptes annuels au 31 décembre 2006.

▶ 5 Principes de consolidation

Lors de la consolidation du capital, nous imputons les coûts d'acquisition d'une entreprise liée à la quote-part du groupe dans les capitaux propres à la date d'acquisition, les actifs (y compris les immobilisations incorporelles non inscrites jusqu'à présent), les dettes et les engagements conditionnels estimés de l'entreprise acquise étant réévalués à leur juste valeur proportionnelle. Le solde entre les frais d'acquisition supérieurs et les capitaux propres recalculés est porté au bilan en tant que fonds de commerce et est soumis à un test annuel de solidité.

Nous soumettons le solde passif (badwill) découlant de la (première) consolidation du capital à une réévaluation (reassessment) pour déceler d'éven-

tuelles erreurs d'évaluation lors du calcul des coûts d'une fusion d'entreprises ou des justes valeurs des dettes et actifs acquis. Nous faisons figurer entièrement le solde restant, avec incidence sur le résultat, au moment de la première consolidation.

Les activités commerciales au sein du périmètre de consolidation sont compensées dans le cadre de la consolidation des revenus et des dettes.

Le bénéfice consolidé se dégageant du bilan correspond au bénéfice figurant au bilan de la DAB bank AG.

▶ 6 Conversion de devises

La conversion de devises est effectuée d'après les règlements de l'IAS 21. D'après ceux-ci, les opérations sont évaluées à leur cours de change au moment de la transaction. Les actifs et dettes monétaires n'étant pas libellés en euros ainsi que les opérations au comptant non réglées à la date d'arrêt des comptes sont systématiquement convertis en euros aux cours conformes aux conditions du marché à la date d'arrêt des comptes dans le cadre de l'évaluation complémentaire. Les actifs et dettes non monétaires qui sont inscrits au bilan à leur coût d'acquisition sont estimés au cours en vigueur au moment de l'acquisition. Les actifs et dettes non monétaires qui sont inscrits au bilan à leur juste valeur sont estimés au cours en vigueur au moment de l'évaluation.

Les charges et produits qui résultent de la conversion de devises dans le cadre du règlement de postes monétaires se répercutent en principe dans les postes correspondants du compte de résultat.

Les entreprises établissant leur bilan exclusivement en euros sont intégrées dans les comptes consolidés.

▶ 7 Instruments financiers

Un instrument financier est un contrat qui conduit simultanément à la constitution d'un actif financier dans une entreprise et à la création d'une dette financière ou d'un instrument de capitaux propres dans une autre. Conformément à la norme IAS 39, tous les instruments financiers, y compris les produits dérivés, doivent être inscrits au bilan en les répartissant en catégories d'actifs prédéfinies et être évalués selon cette répartition. La première évaluation est effectuée aux coûts d'acquisition.

Les crédits et créances (loans and receivables) comprennent des instruments financiers non dérivés aux paiements fixes ou déterminables, non cotés sur un marché actif, pour lesquels il n'existe aucune intention de vente à court terme et aucune indication de les classer comme Available for Sale (AFS). En utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif, les crédits et les créances sont inscrits au bilan aux coûts amortis et figurent aux postes Créances sur établissements de crédit, Créances sur la clientèle et Autres actifs.

Les actifs de transaction sont évalués à leur juste valeur avec incidence sur le résultat. Ces actifs sont portés au bilan aux postes Actifs de transaction et Passifs de transaction. Ces postes comprennent des produits dérivés découlant d'opérations-clients égalisées directement par rapport à une tierce contrepartie.

Les instruments financiers de la catégorie At Fair Value through Profit or Loss (AFV) sont également évalués à leur juste valeur, avec incidence sur le résultat. Les variations des Fair Values sont immédiatement prises en compte dans le résultat de la période. Les instruments financiers AFV figurent exclusivement au poste Immobilisations financières.

Nous procédons à une affectation d'instruments financiers dans la catégorie AFV pour éviter les non-concordances d'inscription ou d'évaluation telles qu'elles se sont produites dans le passé dans la catégorie AFS.

Les encours affectés en tant qu'AFV sont intégrés dans la gestion de portefeuilles effectuée sur la base de notre stratégie intégrée de gestion des risques.

Tous les autres actifs financiers détenus au sein du groupe DAB bank sont retenus en tant que titres et créances disponibles à la vente (Available for Sale = AfS). Ceux-ci sont évalués à leur juste valeur. Les variations de valeur résultant de l'évaluation sont prises en compte sans incidence sur le résultat dans un poste à part des capitaux propres (réserve AfS) jusqu'à ce que l'actif soit vendu ou qu'une moins-value intervienne au titre de la norme IAS 39. Les instruments financiers AfS font aussi exclusivement partie du poste Immobilisations financières.

Les achats et les ventes d'instruments financiers figurent systématiquement au bilan le jour de la négociation. Les primes et déports sont directement compensés par les instruments financiers. La juste valeur pour les instruments financiers peut être déterminée en toute fiabilité.

Nous procédons à des dépréciations sur des actifs financiers lorsqu'il existe des indications objectives d'une dépréciation et qu'il est possible d'estimer de manière fiable les répercussions sur les futurs cash-flows attendus. Des actifs financiers ne sont supprimés du bilan que si les droits aux cash-flows stipulés par contrat expirent ou sont cédés au titre de l'IAS 39.17.

Des explications détaillées sur la gestion des risques concernant les instruments financiers sont fournies dans le rapport des risques contenu dans le rapport de gestion, à la page 52 et suiv.

▶ 8 Créances

En utilisant la méthode de l'intérêt effectif, les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont par principe enregistrées aux coûts amortis. Les produits d'intérêts ne seront plus comptabilisés lorsqu'un afflux de créances en intérêts ne peut plus être escompté, et ce indépendamment

de la position juridique. Les créances en intérêts sont régularisées prorata temporis dans les postes correspondants.

▶ 9 Provisions pour risques de crédit

Les provisions pour risques de crédit comprennent les dotations aux provisions pour risques individuels couvrant tous les risques manifestes et latents dans les opérations de crédit.

Les dotations aux provisions pour risques individuels sont constituées exclusivement pour des créances sur la clientèle à hauteur des défaillances attendues, les garanties fournies sous forme de titres étant prises en compte. Les dotations aux provisions pour risques individuels sont reprises à partir du moment où le risque de crédit cesse d'exister ou est épuisé lorsque la créance est classée comme irrécouvrable. Des créances sont considérées comme irrécouvrables lorsque l'on ne compte plus sur leur règlement sur une durée prévisible ou que l'on y a renoncé entièrement ou partiellement. Les créances irrécouvrables sont amorties directement. Si des encaissements relatifs à des créances amorties sont enregistrés, ceux-ci sont comptabilisés avec incidence sur le résultat.

▶ 10 Actifs de transaction

Les actifs de transaction comprennent des titres du portefeuille de négociation ainsi que les valeurs marchandes positives de produits dérivés conclus avec des clients ou des contreparties. Les actifs de transaction sont évalués aux prix du marché. Les gains et pertes de l'évaluation et de la réalisation d'actifs de transaction sont comptabilisés dans le résultat des opérations boursières avec incidence sur le résultat.

▶ 11 Immobilisations financières

Les immobilisations financières du groupe DAB bank comprennent les placements financiers AfS et AFV. Tous les placements financiers sont évalués en principe à leur juste valeur. Les augmentations et diminutions de valeur de

placements financiers AFV sont prises en compte avec incidence sur le résultat tandis que les variations de valeur de placements financiers AfS le sont en principe sans incidence sur le résultat. Les variations de la juste valeur concernant les placements financiers AfS ont seulement des incidences sur le résultat si l'actif correspondant est vendu ou qu'une moins-value intervient au titre de la norme IAS 39.

▶ 12 Immobilisations corporelles

Nous évaluons nos immobilisations corporelles aux coûts de production ou d'acquisition, diminués – dans la mesure où il s'agit d'actifs dépréciables – des amortissements planifiés linéaires en fonction de leur durée d'utilisation. Pour les améliorations locatives dans les bâtiments en location, la durée du bail de location sert de base fondamentale, tout en tenant compte des options de reconduction, dans la mesure où celles-ci sont plus courtes que la durée d'utilisation courante dans les entreprises. Si en plus une dépréciation des immobilisations corporelles s'est produite conformément à l'IAS 16.63, nous procédons à un amortissement exceptionnel. Lorsque celui-ci n'aura plus de raison d'être, on procèdera à des acquisitions à hauteur maximum du montant des coûts de production ou amortis. Les coûts de production ou d'acquisition ultérieurs sont portés à l'actif a posteriori. Les bénéfices et pertes résultant de la vente d'immobilisations corporelles sont inscrits au compte de résultat dans le résultat des autres produits/charges d'exploitation. Les mesures qui servent à la préservation d'immobilisations corporelles sont enregistrées comme charges dans l'exercice comptable au cours duquel elles ont été prises.

Immobilisations corporelles	Durée économique
Améliorations locatives dans des bâtiments de tiers	2 - 8 ans
Équipements informatiques (au sens large du terme)	1 - 10 ans
Autres équipements de l'entreprise, mobilier et agencement	3 - 25 ans

▶ 13 Leasing (crédit-bail)

Les contrats de leasing sont inscrits au bilan en raison du contenu économique des accords conformément à l'IAS 17 en relation avec l'IFRIC 4 ; précisons toutefois que nous procédons à une estimation à l'aide surtout des critères énumérés dans l'IAS 17.10 et 17.11. Tous les contrats s'inscrivant dans ce contexte remplissent les critères du leasing-exploitation.

En tant que preneur à bail, la DAB bank fait figurer au poste « Autres obligations » les obligations découlant de contrats de leasing. Elles comprennent essentiellement des obligations découlant du leasing de matériel. Les paiements de leasing sont enregistrés dans les charges générales d'exploitation.

▶ 14 Immobilisations incorporelles

Le poste Immobilisations incorporelles comprend essentiellement le fonds de commerce et les logiciels.

Le fonds de commerce déclaré porte entièrement sur la direktanlage.at AG. Un fonds de commerce d'un montant de 6.387 K€ résulte de la reprise au 21 novembre 2001 de la vbankdirekt AG. Un autre fonds de commerce d'un montant de 11.751 K€ résulte de l'intégration globale de la direktanlage.at AG dans le périmètre de consolidation. La solidité du fonds de commerce est vérifiée au moins chaque année conformément à la norme IAS 36. Si des signes d'évolution apparaissent, des corrections de valeurs sont effectuées.

Les logiciels sont inscrits au bilan aux coûts d'acquisition et amortis linéairement sur une durée d'utilisation prévue de 3 à 10 ans. Les amortissements sont présentés dans les postes Amortissements sur immobilisations corporelles et incorporelles au sein des charges générales d'exploitation.

Nous inscrivons également au poste « Divers » du bilan, en tant qu'élément des immobilisations incorporelles, un portefeuille-clients d'un montant de

5.220 K€, découlant de la reprise de la FondsServiceBank, celui-ci étant amorti linéairement sur une durée d'utilisation supposée de 15 ans.

▶ 15 Dettes

En tenant compte de la méthode du taux d'intérêt effectif, nous inscrivons au passif les dettes aux coûts amortis qui correspondent pour l'essentiel au montant de leur remboursement.

▶ 16 Passifs de transaction

Les passifs de transaction contiennent les valeurs marchandes négatives de produits dérivés conclus avec des clients ou des contreparties. Les passifs de transaction sont évalués aux prix du marché. Les gains et pertes de l'évaluation et de la réalisation de passifs de transaction sont comptabilisés dans le résultat des opérations boursières avec incidence sur le résultat.

▶ 17 Provisions

Les provisions tiennent compte de tous les risques reconnaissables et sont estimées du mieux possible à hauteur des utilisations prévues, conformément à la norme IAS 37.36 et suivantes.

Les provisions pour fonds de retraite et engagements similaires sont constituées sur la base d'expertises actuarielles. Les gains et pertes actuariels sont traités en conformité avec l'IAS 19.93. Les charges découlant des provisions pour fonds de retraite figurent en tant qu'élément des charges de personnel.

▶ 18 Autres passifs

Les autres passifs comprennent entre autres les charges à payer (dettes régularisées). Ce poste comprend les dépenses futures, dont le montant ou la date de réalisation est certes incertain, mais l'incertitude cependant inférieure à

celle des provisions. Il s'agit ici de dettes relatives à des biens ou services reçus ou livrés qui n'ont été ni réglés, ni facturés par le fournisseur ni même fait l'objet d'un quelconque accord. Parmi ces dettes, on compte également les dettes à court terme envers les salariés, par exemple des versements de prime à honorer et des droits aux congés payés, ainsi que des dettes résultant d'impôts liés aux bénéficiaires. Nous avons évalué les charges à payer à hauteur des utilisations prévues.

▶ 19 Impôts sur les bénéfices

L'établissement et l'évaluation d'impôts sur les bénéfices se font conformément à la norme IAS 12. A quelques exceptions près spécifiées dans la norme, les impôts différés sont constitués pour tous les écarts temporaires entre les valeurs comptabilisées dans le bilan selon IFRS et les valeurs fiscales (méthode axée sur le bilan). Des créances fiscales différées pour cause de reports fiscaux de pertes non utilisés seront portées au bilan dans la mesure où une réalisation future est vraisemblable au titre de la norme IAS 12.

Etant donné que le concept repose sur la présentation de futures créances fiscales ou dettes fiscales (méthode du report d'impôts), leur calcul se fait à l'aide des taux d'imposition escomptés au moment où ces différences s'équilibreront.

▶ 20 Exercice de droits discrétionnaires par la direction

Dans le cadre de l'application des méthodes d'établissement et d'évaluation des comptes présentées, aucun effet important n'a résulté de l'exercice par la direction de la DAB bank de marges de manœuvre possibles pouvant influencer les comptes consolidés au-delà des contenus présentés dans l'annexe et le rapport de gestion. Les marges de manœuvre concernent notamment les durées d'utilisation, les provisions et les paramètres d'évaluation relatifs au test de solidité du fonds de commerce de la direktanlage.at.

Déclarations relatives au compte de résultat

► 21 Produit net d'intérêts

en k€	2006	2005
01.01. - 31.12.		
Produits d'intérêts résultant	100.721	76.871
d'opérations de crédit et d'interventions sur le marché monétaire	40.373	29.775
de titres à revenu fixe et de créances inscrites au livre de la dette publique	59.878	46.836
dont intérêts produits par des instruments financiers AFV	55.734	42.883
d'actions et autres titres à revenu variable	470	260
dont dividendes produits par des instruments financiers AFV	406	219
Charges d'intérêts liées	57.175	36.289
aux dépôts	56.754	36.065
au capital subordonné	420	215
à d'autres facteurs	1	9
Total	43.546	40.582

Les produits et les charges d'intérêts sont comptabilisés prorata temporis. Les produits d'intérêts d'actions et d'autres titres à revenu variable comprennent des revenus de titres qui sont affectés au portefeuille de placements financiers.

Pour la période du rapport, des produits d'intérêts d'un montant de 44.581 K€ (33.769 K€ l'année précédente) et des charges d'intérêts d'un montant de 57.175 K€ (36.289 K€ l'année précédente) sont imputables respectivement aux actifs et aux dettes n'étant pas classés comme instruments financiers AFV.

► 22 Provisions pour risques de crédit

en k€	2006	2005
01.01. - 31.12.		
Dotations aux provisions	1.068	597
Reprises sur provisions	489	685
Rentrées sur créances amorties	68	27
Total	511	-115

► 23 Produit net de commissions

en k€	2006	2005
01.01. - 31.12.		
Produits des commissions découlant	228.238	156.650
d'opérations sur titres et droits de garde	111.546	88.144
du courtage de produits de tiers	109.081	62.304
de transactions d'échanges extérieurs / d'opérations de paiement	5.082	3.523
d'autres prestations de services	2.529	2.679
Charges de commissions pour	99.648	56.526
opérations sur titres et droits de garde	22.483	18.537
courtage de produits de tiers	75.766	36.395
transactions d'échanges extérieurs / opérations de paiement	423	323
pour autres prestations de services	976	1.271
Total	128.590	100.124

Les produits et charges de commissions sont comptabilisés pour l'exercice concerné. Les produits des commissions en rapport avec les opérations de service d'investissement dans le domaine des titres (opérations en commission) sont comptabilisés au moment de l'exécution des ordres.

► 24 Résultat des opérations boursières

Le résultat des opérations boursières reflète essentiellement le résultat retiré d'actifs en titres que nous détenons dans notre propre portefeuille en rapport avec notre marché des obligations DAB et de certificats de fonds de couverture.

▶ 25 Résultat des placements financiers

Au poste Résultat des placements financiers figurent les placements financiers réalisés avec succès ainsi que les changements d'évaluation d'instruments financiers AfS et AFV figurant dans les placements financiers et à inscrire au compte de résultat ou les contributions performantes d'instruments financiers dérivés détenus à titre de garantie économique.

▶ 26 Charges générales d'exploitation

en k€	2006	2005
01.01. - 31.12.		
Charges de personnel	37.920	37.523
Salaires du personnel	31.620	31.539
Charges sociales	5.540	5.395
Charges relatives au régime des retraites et autres participations	760	589
Autres charges générales d'exploitation	82.893	70.539
Frais de marketing	11.659	9.661
Frais de communication	8.231	7.145
Frais relatifs aux technologies de l'information	18.828	19.746
Frais liés à l'exécution d'opérations sur titres	21.232	15.317
Autres charges générales d'exploitation	22.943	18.670
Amortissements	8.224	8.704
sur immobilisations corporelles	1.719	1.829
sur logiciels et autres immobilisations incorporelles (sans tenir compte du fonds de commerce)	6.505	6.875
Total	129.037	116.766

Les charges totales découlant de paiements en rapport avec des obligations qualifiées de leasing-exploitation s'élevaient à 6.722 K€ dans la période du rapport (6.693 K€ l'année précédente).

▶ 27 Résultat des autres produits/charges d'exploitation

en k€	2006	2005
01.01. - 31.12.		
Autres produits d'exploitation	15.107	9.696
Reprise sur provisions et charges à payer (pas à imputer aux opérations de crédit)	4.049	3.409
Produits résultant du traitement erroné de biens immobilisés dans des opérations sur titres	2.034	1.526
Autres	9.024	4.761
Autres charges d'exploitation	9.405	5.171
Dotations aux provisions et charges à payer (pas à imputer aux opérations de crédit)	2.760	115
Pertes issues du traitement erroné de biens immobilisés dans des opérations sur titres ou règlements de complaisance	3.457	1.636
Autres	3.188	3.420
Total	5.702	4.525

▶ 28 Dépréciations sur fonds de commerce

Selon l'IFRS 3, on ne doit plus procéder à des amortissements sur fonds de commerce qu'en cas de dépréciations exceptionnelles, sur la base d'un test annuel de la solidité du fonds de commerce (impairment test) ou lorsque des signes correspondants apparaissent.

La valeur utile (value in use), que nous déduisons des flux de paiement prévus, nous sert de base pour le calcul de la solidité du fonds de commerce de la direktanlage.at AG. Ces flux de paiement se basent sur des hypothèses de la direction – à la fois quantitatives et qualitatives – concernant l'évolution des activités de l'entreprise.

Nous extrapolons l'évolution des dernières années en tenant compte des variations saisonnières et conjoncturelles au vu de tous les créateurs de valeur ou composants de revenus. En outre, nous consultons des sources d'information externes pour étayer ou rectifier l'estimation de la situation bénéficiaire future se basant déjà sur des calculs internes de données. A cet effet, des scénarios sont entre autres établis, marquant une limite supérieure et inférieure possible des estimations des revenus.

Parmi les hypothèses constituant une base essentielle pour l'évaluation de l'évolution future des revenus de la direktanlage.at AG, citons son excellent positionnement sur le marché autrichien, le caractère modulable de son modèle commercial, la grande satisfaction de la clientèle et du personnel, le remarquable développement de son résultat ces dernières années ainsi qu'un environnement favorable sur le marché bancaire autrichien.

Pour le calcul de la solidité du portefeuille-clients, nous avons pris pour base des prévisions sur trois ans. Les prévisions concernant le cash-flow se font sur sept ans afin de pouvoir calculer une valeur utile plus exacte en termes économiques sur une période plus longue. Pour l'« impairment test » effectué en 2006, le taux de croissance initial afférent s'élève à 12 % p.a., tandis que le taux de croissance final est de 2 % p.a.

Pour le calcul des valeurs actuelles, nous avons utilisé un taux d'actualisation de 9 % adapté en fonction des risques.

L'« impairment test » effectué dans ce contexte au 31 décembre 2006 a confirmé la solidité du fonds de commerce de la direktanlage.at AG d'un montant de 18.138 K€. Cette solidité existe jusqu'à un taux d'actualisation marginal moyen de 33 % adapté en fonction des risques.

► 29 Résultat des autres produits/charges

Les autres charges comprennent d'autres impôts qui ne sont pas à imputer aux impôts sur les bénéfices. Pour l'exercice 2005, nous faisons figurer dans les autres produits le bénéfice d'un montant de 8.365 K€ découlant de la fusion de la FSB FondsServiceBank GmbH avec la DAB bank AG.

► 30 Impôts sur les bénéfices

Les impôts sur les bénéfices se divisent de la manière suivante :

en k€	2006	2005
01.01. - 31.12.		
Impôts réels	6.490	1.340
Impôts différés	6.545	3.283
Total	13.035	4.623

Les impôts réels comptabilisés résultent pour l'essentiel de la réglementation sur la limitation de la déduction de pertes pour l'impôt sur les sociétés et la taxe professionnelle (imposition minimale) en fonction du montant. Les impôts différés sur les bénéfices résultent principalement de l'apparition ou de l'utilisation d'écarts temporaires et des effets de l'utilisation de reports fiscaux de pertes d'années antérieures.

Le montant total des reports de pertes d'impôts sur les sociétés s'élève à 86.038 K € le jour de l'arrêt des comptes. Des dépréciations n'ont pas été effectuées.

Les différences entre les impôts sur les bénéfices comptabilisés et les impôts sur les bénéfices calculés sont représentées dans le tableau transitoire suivant :

en k€	2006	2005
01.01. - 31.12.		
Résultat avant impôts	35.006	23.891
Taux d'imposition à appliquer	26,40%	26,40%
Impôts sur les bénéfices calculés	9.242	6.307
Effets fiscaux		
d'exercices précédents et modifications du taux d'imposition	16	10
de revenus résultant d'opérations avec l'étranger	-132	-72
de revenus non imposables	-	-2.800
de différentes normes juridiques	3.807	1.167
de charges non déductibles	102	39
d'autres différences	-	-28
Impôts sur les bénéfices comptabilisés	13.035	4.623

Le taux de l'impôt national sur les bénéfices choisi comme base pour le tableau transitoire se compose du taux unique de l'impôt sur les sociétés de 25,0 % ainsi que de la taxe de solidarité correspondant à 5,5 % de l'impôt sur les sociétés. Comme l'année précédente, il s'élève à 26,4 %.

Les effets fiscaux liés à des revenus étrangers résultent de taux d'imposition différents entre l'Allemagne et l'Autriche.

Les effets imputables d'une part au prélèvement de l'impôt réel et différé sur les revenus commerciaux, calculé d'après des taux d'imposition non uniformes en Allemagne, et d'autre part à la diminution de l'impôt conventionnel sur les sociétés et de la taxe de solidarité résultant de la déductibilité de la taxe professionnelle, sont regroupés dans le poste Effets fiscaux résultant de normes juridiques différentes.

Les créances et dettes fiscales différées sont affectées aux postes suivants conformément à l'IAS 12.81 (g) :

en k€ au 31.12.	2006		2005	
	Créances fiscales différées	Dettes fiscales différées	Créances fiscales différées	Dettes fiscales différées
Reports de pertes	22.714	-	29.436	-
Actifs de transaction	-	6.194	-	6.299
Immobilisations corporelles	-	17	42	12
Immobilisations incorporelles	-	1.916	-	1.991
Immobilisations financières	252	561	96	556
Passifs de transaction	5.948	-	6.030	-
Provisions	967	-	863	29
Total	29.881	8.688	36.467	8.887

► 31 Affectation des bénéfices (d'après le code de commerce allemand et la loi allemande sur les sociétés par actions)

D'après la législation allemande, en particulier le code de commerce allemand et la loi sur les sociétés par actions, le bénéfice figurant au bilan de la DAB bank AG pour l'exercice 2006 s'élève à 21.804 K€. Le Directoire et le Conseil de surveillance de la DAB bank AG proposeront à l'Assemblée générale du 10 mai 2007 de distribuer un dividende d'un montant de 0,29 € par action au porteur sans valeur nominale. Le bénéfice figurant au bilan du groupe DAB bank s'élève également à 21.804 K€ d'après les normes IFRS appliquées.

► 32 Résultat par action

en k€	2006	2005
01.01. - 31.12.		
Bénéfice net de l'exercice en K€	21.971	19.268
Nombre moyen d'actions en circulation	75.187.007	75.187.007
Résultat par action (non dilué) en €	0,29	0,26
Bénéfice net de l'exercice en K€	21.971	19.268
Nombre d'actions potentielles	-	-
Nombre corrigé moyen d'actions en circulation	75.187.007	75.187.007
Résultat par action (dilué) en €	0,29	0,26

► 33 Création de valeur

Sources

en k€	2006	2005
01.01. - 31.12.		
Total des revenus	164.303	144.375
Dotations aux provisions pour risques de crédit	511	-115
Autres frais administratifs	82.893	70.539
Frais de restructuration/d'intégration	-	3.400
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations corporelles et incorporelles (fonds de commerce compris)	8.224	8.704
Variation des provisions	-264	420
Création de valeur	72.939	61.427

Répartition

en k€	2006	2005
31.12.		
Effectifs (charges de personnel)	37.920	37.523
Secteur public (impôts)	13.048	4.636
Actionnaires de la DAB bank AG (dividende)	21.804	13.534
Entreprise (autofinancement)	167	5.734
Création de valeur	72.939	61.427

Déclarations relatives au bilan

► 34 Caisse et banques centrales

en k€ au 31.12.	2006	2005
Caisse	1.356	1.592
Banques centrales	73.015	44.530
Total	74.371	46.122

Les exigences en réserves obligatoires s'élevaient au 31 décembre 2006 à 39.980 K€ (contre 34.542 K€ l'année précédente).

► 35 Créances sur les établissements de crédit

par échéance		
en k€ au 31.12.	2006	2005
au jour le jour	388.216	334.992
à échéance	327.883	46.330
inférieure à 3 mois	222.327	18.852
de 3 mois à un an	105.556	25.478
d'un an à cinq ans	-	2.000
supérieure à 5 ans	-	-
Total	716.099	381.322

par répartition géographique

en k€ au 31.12.	2006	2005
Etablissements de crédit nationaux	591.914	342.631
Etablissements de crédit étrangers	124.185	38.691
Total	716.099	381.322

Créances sur les entreprises liées

en k€ au 31.12.	2006	2005
Total	313.242	272.114

► 36 Créances sur la clientèle

par échéance

en k€ au 31.12.	2006	2005
au jour le jour	287.650	267.779
à échéance	186.120	206.138
inférieure à 3 mois	-	-
de 3 mois à un an	77.981	19.765
d'un an à cinq ans	108.139	186.121
supérieure à 5 ans	-	252
Total	473.770	473.917
dont garanties par des gages immobiliers	-	-

par répartition géographique

en k€ au 31.12.	2006	2005
Clientèle nationale	226.604	202.645
Clientèle étrangère	247.166	271.272
Total	473.770	473.917

Les créances à vue se composent uniquement de crédits garantis par nantissement de valeurs mobilières. Pour ce qui est des créances à échéance à terme, il s'agit de financements en rapport avec des fonds de crédit-bail mobilier qui sont refinancés et garantis par des apports correspondants concordant avec l'échéance. En outre, les créances à échéance à terme comprennent des prêts sur titres dotés de droits de conversion.

► 37 Provisions pour risques de crédit

Evolution du portefeuille

en k€	Risques individuels		Risques latents		Total	
	2006	2005	2006	2005	2006	2005
Situation au 01.01.	3.327	3.997	-	-	3.327	3.997
Variations avec incidence sur le résultat						
Dotations aux provisions	1.068	597	-	-	1.068	597
Reprises sur provisions	489	685	-	-	489	685
Variations sans incidence sur le résultat						
Utilisations	1.795	582	-	-	1.795	582
Situation au 31.12.	2.111	3.327	-	-	2.111	3.327

Le groupe DAB bank a procédé à des amortissements directs d'un montant de 508 K€ (contre 241 K€ l'année précédente). Les rentrées sur créances amorties s'élevaient à 68 K€ (contre 27 K€ en l'année précédente).

Nos opérations de crédit comprennent essentiellement des crédits garantis par nantissement de valeurs mobilières dont les risques reconnaissables et latents sont suffisamment couverts par la constitution de provisions pour risques individuels.

► 38 Actifs de transaction

Les actifs de transaction englobent les actifs en titres détenus en portefeuille en rapport avec notre offre d'obligations et de certificats d'actions et de fonds de couverture ainsi que les justes valeurs positives de produits dérivés conclus avec des clients ou des contreparties.

A la date d'arrêté des comptes, aucune clause restrictive à la libre cession n'existait pour le poste Actifs de transaction.

► 39 Immobilisations financières

Composition des placements financiers

en k€	2006	2005
au 31.12.		
Placements financiers AFV	1.776.795	1.289.378
Obligations et autres titres à revenu fixe	1.731.767	1.222.379
dont placements financiers à long terme	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	45.028	66.999
dont placements financiers à long terme	-	-
Placements financiers AFS	155.432	142.948
Participations	20	20
Obligations et autres titres à revenu fixe	148.894	136.976
dont placements financiers à long terme	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	6.518	5.952
dont placements financiers à long terme	-	-
Total	1.932.227	1.432.326

Pour la période du rapport, le produit net des placements financiers AFV s'élevait à 40.301 K€ (30.736 K€ l'année précédente), celui des placements financiers AFS était de 3.949 K€ (4.055 K€ l'année précédente).

Sont imputables aux valeurs comptables au 31 décembre 2006 :

	Participations	Obligations et autres titres à revenu fixe	Actions et autres titres à revenu variable	Total
en k€				
Valeurs négociables en bourse	-	1.880.661	47.341	1.928.002
Valeurs inscrites à la cote	-	1.877.676	45.557	1.923.233
Valeurs non inscrites à la cote	-	2.985	1.784	4.769
Valeurs non négociables en bourse	20	-	4.205	4.225

Les autres participations d'un montant de 20 K€ sont à imputer à notre filiale direktanlage.at AG.

Les postes Obligations et autres titres à revenu fixe ainsi que Actions et autres titres à revenu variable sont ventilés comme suit :

en k€	2006	2005
au 31.12.		
Obligations et autres titres à revenu fixe	1.880.661	1.359.355
Titres du marché monétaire	25.255	18.215
d'émetteurs publics	7.044	-
d'autres émetteurs	18.211	18.215
Emprunts et obligations	1.855.405	1.341.140
d'émetteurs publics	681.903	277.428
d'autres émetteurs	1.173.502	1.063.712
Actions et autres titres à revenu variable	51.546	72.951
Actions	4.771	4.338
Parts de fonds communs de placement	21.072	25.746
Titres bénéficiaires	24.344	41.537
Certificats indexés	1.359	1.330

Les obligations et autres titres à revenu fixe présentent les échéances résiduelles suivantes :

en k€	2006	2005
au 31.12.		
Echéance		
inférieure à 3 mois	13.662	74.316
de 3 mois à un an	815.515	210.064
d'un an à cinq ans	846.624	764.137
supérieure à 5 ans	204.860	310.838
Total	1.880.661	1.359.355

► 40 Immobilisations corporelles

Tableau de variation des immobilisations corporelles

en k€	Equipements, installations, mobiliers et agencements
Coûts d'acquisition/de production	
Situation au 01.01.2005	19.581
Variations découlant de la fusion d'entreprises	556
Acquisitions	1.026
Cessions	1.142
Situation au 31.12.2005	20.021
Amortissements	
Situation au 01.01.2005	14.205
Amortissements planifiés	1.829
Cessions	773
Situation au 31.12.2005	15.261
Valeurs comptables	
Situation au 31.12.2005	4.760
Coûts d'acquisition/de production	
Situation au 01.01.2006	20.021
Acquisitions	1.278
Cessions	3.082
Situation au 31.12.2006	18.217
Amortissements	
Situation au 01.01.2006	15.261
Amortissements planifiés	1.719
Cessions	2.756
Situation au 31.12.2006	14.224
Valeurs comptables	
Situation au 31.12.2006	3.993

► 41 Immobilisations incorporelles

Tableau de variation des immobilisations incorporelles

en k€	Fonds de commerce	Logiciels	Autres
Coûts d'acquisition/de production			
Situation au 01.01.2005	21.763	59.986	-
Variations découlant de la fusion d'entreprises	-	1.935	5.220
Acquisitions	-	17.004	-
Cessions	-	718	-
Situation au 31.12.2005	21.763	78.207	5.220
Amortissements			
Situation au 01.01.2005	3.625	33.242	-
Amortissements planifiés	-	6.527	348
Cessions	-	138	-
Situation au 31.12.2005	3.625	39.631	348
Valeurs comptables			
Situation au 31.12.2005	18.138	38.576	4.872
Coûts d'acquisition/de production			
Situation au 01.01.2006	21.763	78.207	5.220
Acquisitions	-	5.832	-
Cessions	-	4.394	-
Situation au 31.12.2006	21.763	79.645	5.220
Amortissements			
Situation au 01.01.2006	3.625	39.631	348
Amortissements planifiés	-	6.157	348
Cessions	-	4.255	-
Situation au 31.12.2006	3.625	41.533	696
Valeurs comptables			
Situation au 31.12.2006	18.138	38.112	4.524

Les versements de 418 K€ effectués pour des projets IT pas encore terminés à la date d'arrêté des comptes font partie intégrante du poste Logiciels. Nous faisons figurer au poste « Autres » le portefeuille-clients découlant de la reprise de la FSB FondsServiceBank GmbH.

► 42 Créances fiscales sur les bénéficiaires

en k€	2006	2005
31.12.		
Droits à remboursements fiscaux	-	1.355
Impôts différés actifs résultant de reports fiscaux de pertes	22.714	29.436
Impôts différés actifs résultant d'écarts temporaires	7.167	7.031
Total	29.881	37.822

► 43 Autres actifs

en k€	2006	2005
31.12.		
Comptes de régularisation actifs	3.232	1.634
Créances clients	7.627	20.400
Autres actifs	19.202	14.300
Total	30.061	36.334

Autres actifs envers les entreprises liées

en k€	2006	2005
31.12.		
Total	176	1.021

Les autres actifs comprennent essentiellement les créances sur des organismes publics.

► 44 Dettes auprès des établissements de crédit

par échéance

en k€	2006	2005
31.12.		
au jour le jour	187.457	58.634
à échéance	83.355	43.618
inférieure à 3 mois	43.276	3.636
de 3 mois à un an	-	-
d'un an à cinq ans	40.079	39.982
supérieure à 5 ans	-	-
Total	270.812	102.252

par répartition géographique

en k€	2006	2005
31.12.		
Etablissements de crédit nationaux	220.032	57.925
Etablissements de crédit étrangers	50.780	44.327
Total	270.812	102.252

Dettes auprès d'entreprises liées

en k€	2006	2005
31.12.		
Total	134.330	8.614

► 45 Dettes sur la clientèle

par échéance

en k€	2006	2005
31.12.		
au jour le jour	2.353.612	1.876.903
à échéance	457.358	279.192
inférieure à 3 mois	306.841	113.644
de 3 mois à un an	82.357	19.407
d'un an à cinq ans	68.160	146.141
supérieure à 5 ans	-	-
Total	2.810.970	2.156.095

par répartition géographique

en k€	2006	2005
31.12.		
Clientèle nationale	2.192.038	1.717.630
Clientèle étrangère	618.932	438.465
Total	2.810.970	2.156.095

Chaque client de la DAB bank AG est assuré actuellement jusqu'à un montant de dépôts de 24.771 K€ grâce au fonds de garantie des dépôts de la Bundesverband deutscher Banken e.V., Cologne.

► 46 Passifs de transaction

Les passifs de transaction contiennent les justes valeurs négatives de produits dérivés conclus avec des clients ou des contreparties.

► 47 Provisions

Evolution des provisions

en k€	2006	2005
Situation au 01.01.	8.073	8.788
Variations avec incidence sur le résultat		
Dotations aux provisions	864	2.391
Reprises sur provisions	1.121	1.887
Variations sans incidence sur le résultat		
Variations découlant de la fusion d'entreprise	-	326
Utilisations	125	1.545
Transferts	-19	-
Situation au 31.12..	7.672	8.073

Les provisions concernent des provisions découlant de contrats existants d'un montant de 1.865 K€ (2.199 K€ l'année précédente), des provisions pour dommages-intérêts s'élevant à 4.030 K€ (4.427 K€ l'année précédente), des provisions découlant de dettes à long terme envers les salariés d'un montant de 72 K€ (66 K€ l'année précédente) et des provisions pour frais de procédure de 70 K€ (35 K€ l'année précédente).

Les engagements d'un montant de 19 K€, qui étaient inscrits jusqu'à présent comme éléments des provisions, figureront désormais dans les autres passifs en tant que charges à payer.

Les provisions comprennent également les provisions pour fonds de retraite qui se décomposent de la manière suivante :

Evolution des provisions pour fonds de retraite

en K€	2006	2005
Valeur actuelle des engagements pour fonds de retraite au 01.01.	1.216	846
Variations avec incidence sur le résultat		
Valeur actuelle des droits à retraite gagnés au cours de l'exercice	75	58
Charges d'intérêts	75	26
Montant d'amortissement pour gains et pertes actuariels	268	-
Variations sans incidence sur le résultat		
Variations découlant de la fusion d'entreprises	-	326
Versements avec incidence sur les liquidités	-	-40
Valeur actuelle des engagements pour fonds de retraite au 31.12.	1.634	1.216

Les provisions pour fonds de retraite et engagements similaires comprennent d'une part les versements effectués lors de la fin du contrat de travail et d'autre part les versements effectués après la fin du contrat de travail. Les provisions pour fonds de retraite au sens strict du terme concernent les versements effectués après la fin du contrat de travail et comprennent exclusivement des régimes de retraite à prestations déterminées (defined benefit plans) qui sont constitués sur la base d'expertises actuarielles conformément à l'IAS 19. Le taux d'actualisation utilisé à cette occasion s'élève en moyenne à environ 4 % p. a. (comme l'année précédente). Les charges de retraite attendues pour l'exercice 2007 se chiffrent au total à 141 K€.

Les régimes de retraite à prestations déterminées concernent les employés de la FSB FondsServiceBank GmbH, qui a fusionné avec la DAB bank AG, et les collaborateurs de la direktanlage.at AG. Actuellement, nous ne prévoyons pas d'augmenter l'encours global des régimes de retraite à prestations déterminées.

Nous avons repris les provisions qui n'étaient plus nécessaires et les avons inscrites au compte de résultat.

► 48 Dettes fiscales sur les bénéfices

en k€	2006	2005
31.12.		
Provisions fiscales sur les bénéfices	3.090	1.099
Impôts différés passifs résultant d'écarts temporaires	8.688	8.887
Total	11.778	9.986

► 49 Autres passifs

en k€	2006	31.12.2005
31.12.		
Charges à payer	34.360	25.129
Dettes fournisseurs	2.893	4.575
Dettes diverses	11.268	10.058
Total	48.521	39.762

envers des entreprises liées

en k€	2006	2005
31.12.		
Total	7	56

Les charges à payer se composent principalement de dettes à court terme envers les salariés et de dettes fournisseurs en rapport avec des factures pas encore réglées. Les dettes diverses comprennent essentiellement des dettes envers des organismes publics.

► 50 Capital subordonné

par échéance

en k€	2006	2005
31.12.		
à échéance		
inférieure à 3 mois	-	-
de 3 mois à un an	-	-
d'un an à cinq ans	20.029	10.002
supérieure à 5 ans	-	-
Total	20.029	10.002

Avoir de capital subordonné

Montant (nominal) en k€	Taux d'intérêt	Début de la durée d'échéance	Fin de la durée d'échéance	Contrepartie
2.000	Euribor à 3 mois 0,75 % p.a.	31.03.2004	31.03.2009	Bayerische Hypo- und Vereinsbank AG
8.000	Euribor à 3 mois 1,00 % p.a.	30.09.2005	30.09.2010	Bayerische Hypo- und Vereinsbank AG
10.000	Euribor à 3 mois 0,88 % p.a.	12.12.2006	13.12.2011	Volkswahl Bund Lebensversicherung a.G.

Les dettes subordonnées satisfont aux règles prudentielles du § 10 al. 5a de la loi bancaire allemande (KWG).

Le poste Dettes subordonnées comprend des intérêts prorata temporis d'un montant de 29 K€ ainsi qu'un déport de 32 K€ comptabilisé comme compte de régularisation actif pour le prêt subordonné de Volkswahl Bund Lebensversicherung a.G.. Au cours de l'exercice 2006, des charges d'intérêts d'un montant de 420 K€ se sont accumulées pour les dettes subordonnées.

► 51 Capital souscrit

Le capital social de la DAB bank AG s'élève toujours à 75.187.007 €. Il est réparti en 75.187.007 actions au porteur sans valeur nominale.

Capital autorisé

1.) Capital autorisé I :

Le 11 mai 2006, l'Assemblée Générale a adopté une résolution autorisant le Directoire, avec l'accord du Conseil de surveillance, à augmenter le capital social de la société en une ou plusieurs fois jusqu'au 11 mai 2011, à concurrence de 22.500.000,00 euros maximum, en émettant de nouvelles actions au porteur en contrepartie d'apports en numéraire ou en nature (capital autorisé I/capital autorisé 2006/I). En cas d'émission d'actions en contrepartie d'apports en nature, le Directoire est autorisé à exclure, avec l'accord du Conseil de surveillance, le droit de souscription des actionnaires.

Le capital autorisé I a été inscrit au registre du commerce le 23 mai 2006.

Au 31 décembre 2006, le capital autorisé I est encore disponible en intégralité, à savoir 22.500.000 €.

2.) Capital autorisé III :

Le 22 mai 2003, l'Assemblée Générale a adopté une résolution autorisant le Directoire, avec l'accord du Conseil de surveillance, à augmenter le capital social de la société en une ou plusieurs fois jusqu'au 22 mai 2008, à concurrence de 15.000.000,00 euros maximum, en émettant de nouvelles actions au porteur en contrepartie d'apports en numéraire ou en nature (capital autorisé III/capital autorisé 2003/I). En cas d'émission d'actions en contrepartie d'apports en nature, le Directoire est autorisé à exclure, avec l'accord du Conseil de surveillance, le droit de souscription des actionnaires.

Le capital autorisé III a été inscrit au registre du commerce le 6 juin 2003.

Au 31 décembre 2006, le capital autorisé III est encore disponible en intégralité, à savoir 15.000.000 €.

Capital conditionnel/Plan d'options sur actions

1.) Par décision de l'Assemblée Générale du 2 septembre 1999 (inscription au registre du commerce le 12 octobre 1999), le capital social de la société a subi une augmentation conditionnelle d'un montant maximal de 3.500.000 euros par l'émission de maximum 3.500.000 actions au porteur (capital conditionnel I). L'augmentation conditionnelle du capital a été réalisée uniquement dans le but d'exercer des droits d'options dans le cadre du plan d'options sur actions, tout en sachant que l'exécution n'aura lieu que si, d'une part les bénéficiaires d'options sur actions font usage de leur droit d'option et d'autre part, des actions du capital conditionnel sont émises à cet effet. Les nouvelles actions donnent droit à des dividendes dès le début de l'exercice au cours duquel elles ont été émises.

Au 31 décembre 2006, on n'enregistre aucun droit d'option octroyé aux membres du Directoire et aux salariés de la DAB bank AG dans le cadre de son plan d'options sur actions de 1999.

En 2006, aucun droit d'option n'a été octroyé.

2.) L'Assemblée Générale du 17 mai 2001 a décidé une augmentation conditionnelle du capital social (capital conditionnel II) d'un montant maximal de 3.300.000 euros en émettant maximum 3.300.000 actions au porteur.

L'augmentation conditionnelle du capital est réalisée uniquement dans le but d'exercer des droits d'options dans le cadre du plan international d'options sur actions, tout en sachant que l'exécution n'aura lieu que si d'une part les bénéficiaires d'options sur actions font usage de leur droit d'option et d'autre part, des actions du capital conditionnel sont émises à cet effet. Les nouvelles actions donnent droit à des dividendes dès le début de l'exercice au cours duquel elles ont été émises.

Au 31 décembre 2006, il n'existe plus de droits d'options dans le cadre du plan international d'options sur actions 2001 de la DAB bank AG pour les collaborateurs du groupe.

En 2006, aucun droit d'option n'a été octroyé.

Evolution du capital souscrit, autorisé et conditionnel de la DAB bank AG

	Capital souscrit	Capital autorisé	dont : exclusion du droit de souscription	Capital condi- tionnel
	k€	k€	k€	k€
Situation au 01.01.2006	75.187	37.500	37.500	6.800
Situation au 31.12.2006	75.187	37.500	37.500	6.800

Capital autorisé

Année de délibération	Montant initial k€	Montant encore disponible k€	Date d'échéance
2003	15.000	15.000	22.05.2008
2006	22.500	22.500	11.05.2011
Situation au 31.12.2006	37.500	37.500	

Capital conditionnel

Année de délibération	Montant initial k€	Montant encore disponi- ble k€	Date d'échéance
1999	3.500	3.500	
2001	3.300	3.300	-
Situation au 31.12.2006	6.800	6.800	-

► 52 Actions autodétenues

Conformément au § 71 alinéa 1 numéro 7 de la loi sur les sociétés par actions, la société est autorisée, jusqu'au 31 octobre 2007, à acheter et vendre ses propres actions aux fins de la négociation de titres. Les actifs de transaction acquis dans ce but ne doivent pas dépasser plus de 5 % du capital social à la fin de chaque journée. Les prix d'acquisition ne doivent pas être supérieurs ou inférieurs de 10 % à la moyenne des cours de clôture de l'action de la DAB bank AG au système de négoce XETRA (ou à un système ultérieur comparable) au cours des trois jours de bourse précédant l'achat. A aucun moment, les actions ainsi acquises ainsi que d'autres actions autodétenues par la société ou lui revenant conformément aux §§ 71a et suiv. de la loi sur les sociétés par actions ne doivent dépasser 10 % du capital social.

Cette autorisation remplace celle décidée au point 6 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale du 13 mai 2005 portant sur l'acquisition d'actions autodétenues aux fins de la négociation de titres et qui est ainsi annulée.

La DAB bank AG a acquis un certain nombre de ses propres actions au cours de l'exercice 2006. Cette opération a été réalisée exclusivement dans le cadre de corrections d'erreurs. Pendant la période susmentionnée, 2.113 actions ont été négociées au total, soit une quote-part de 2.113 € ou 0,003 % du capital social. Avec des cours moyens de vente/d'achat de 7,00 €/6,86 € par action, une perte globale de 296,02 € avec incidence sur les capitaux propres a été enregistrée.

Au 31 décembre 2006, aucun portefeuille d'actions de la DAB bank n'était détenu au sein du groupe DAB bank.

▶ 53 Opérations fiduciaires

Nous faisons figurer comme actifs fiduciaires d'un montant de 89.743 K€ des portefeuilles de titres gérés à titre fiduciaire en rapport avec des avoirs découlant de modèles de préretraite à temps partiel auxquels s'opposent des engagements fiduciaires de même montant en faveur de nos clients concernés par la préretraite à temps partiel. Les portefeuilles de titres portent entièrement sur des actions et d'autres titres à revenu variable qui sont inscrits au bilan à leur juste valeur.

Conformément aux IFRS, tous les actifs et dettes fiduciaires du groupe DAB bank ne figurent pas comme élément du bilan consolidé. Lors de leur inscription au bilan, les opérations fiduciaires correspondraient aux postes Immobilisations financières ou Dettes sur la clientèle.

▶ 54 Actifs et dettes en devises étrangères

Le jour d'arrêté des comptes, le montant total de l'actif en devises étrangères s'élevait, après conversion, à 98.254 K€, le passif se chiffrait à 96.863 K€. La majeure partie des opérations en devises étrangères était réalisée en dollars américains.

▶ 55 Transfert de garanties pour propres dettes

Des titres d'un montant nominal de 10.000 K€ ont été donnés en nantissement à la Clearstream Banking AG, Francfort sur-le-Main ou Luxembourg, en garantie de l'exécution d'opérations sur titres. En outre, des titres d'un montant nominal de 10.000 K€ ont été remis, en garantie de l'exécution d'opérations sur titres, à Trinkaus & Burkhart, Düsseldorf, dans le cadre d'une opération de prêt-emprunt de titres.

Déclarations relatives aux flux de trésorerie

▶ 56 Tableau des flux de trésorerie

Les variations de la trésorerie affectées aux catégories « activités d'exploitation », « activités d'investissement » et « activités de financement » sont représentées dans le tableau des flux de trésorerie.

Les disponibilités qui y figurent correspondent au poste du bilan Caisse et banques centrales. Ce poste contient la caisse et les avoirs auprès des banques centrales.

Le poste Variations d'autres postes non monétaires comprend la reprise nette d'impôts différés et les variations des provisions.

Les effets découlant de produits et de charges d'intérêts ou du paiement d'impôts sur les bénéfices figurent au poste Autres ajustements.

Déclarations relatives au rapport sectoriel

▶ 57 Rapport sectoriel

Le groupe DAB bank est dirigé par l'intermédiaire de compétences régionales. Par conséquent, les pays Allemagne et Autriche dans lesquels il exerce ses activités représentent, en tant que régions, les secteurs primaires dans le cadre du rapport sectoriel. L'imputation des valeurs aux régions dépend du siège de la société. Dans la colonne Périmètre de consolidation, nous avons présenté des processus de consolidation valables pour l'ensemble des régions.

Le groupe DAB bank exerce ses activités dans le domaine « Courtage et Services financiers » que nous considérons comme le seul secteur dans lequel nous opérons. C'est pourquoi nous estimons qu'il n'est pas nécessaire de procéder à une ventilation supplémentaire par domaine d'activité (segmentation secondaire).

Dans le rapport économique, nous avons réparti les groupes de clients en groupes b-to-c et b-to-b. Ces deux groupes de clients se distinguent avant tout par la composition de leurs besoins tandis que les produits et services des deux secteurs sont pour l'essentiel identiques. Nous n'avons par conséquent pas procédé à une segmentation en secteurs b-to-c et b-to-b allant au-delà des informations déjà contenues dans d'autres parties du rapport d'activité.

Rapport sectoriel du groupe selon IFRS

en k€

	Allemagne	Autriche	Périmètre de consolidation	Groupe
Produits nets d'intérêts			-	
01.01.2006-31.12.2006	36.393	7.153	-	43.546
01.01.2005-31.12.2005	35.386	5.196	-	40.582
Dotations aux provisions pour risques de crédit			-	
01.01.2006-31.12.2006	454	57	-	511
01.01.2005-31.12.2005	-122	7	-	-115
Produits nets d'intérêts après provisions pour risques de crédit			-	
01.01.2006-31.12.2006	35.939	7.096	-	43.035
01.01.2005-31.12.2005	35.508	5.189	-	40.697
Produits nets des commissions			-	
01.01.2006-31.12.2006	109.139	19.451	-	128.590
01.01.2005-31.12.2005	86.347	13.777	-	100.124
Résultat des opérations boursières			-	
01.01.2006-31.12.2006	2.845	-18	-	2.827
01.01.2005-31.12.2005	2.607	55	-	2.662
Résultat des placements financiers			-	
01.01.2006-31.12.2006	-15.839	-259	-	-16.098
01.01.2005-31.12.2005	-12.369	66	-	-12.303
Charges de personnel			-	
01.01.2006-31.12.2006	31.538	6.382	-	37.920
01.01.2005-31.12.2005	32.604	4.919	-	37.523
Autres frais administratifs			-	
01.01.2006-31.12.2006	72.682	10.211	-	82.893
01.01.2005-31.12.2005	62.341	8.198	-	70.539
Amortissements sur immobilisations corporelles et autres immobilisations incorporelles			-	
01.01.2006-31.12.2006	7.579	645	-	8.224
01.01.2005-31.12.2005	8.016	688	-	8.704
Charges générales d'exploitation			-	
01.01.2006-31.12.2006	111.799	17.238	-	129.037
01.01.2005-31.12.2005	102.961	13.805	-	116.766
Frais de restructuration/d'intégration			-	
01.01.2006-31.12.2006	-	-	-	-
01.01.2005-31.12.2005	3.400	-	-	3.400
Résultat des autres produits/charges d'exploitation			-	
01.01.2006-31.12.2006	5.289	413	-	5.702
01.01.2005-31.12.2005	4.652	-127	-	4.525
Résultat des autres produits/charges			-	
01.01.2006-31.12.2006	-	-13	-	-13
01.01.2005-31.12.2005	8.365	-13	-	8.352
Résultat avant impôts			-	
01.01.2006-31.12.2006	25.574	9.432	-	35.006
01.01.2005-31.12.2005	18.749	5.142	-	23.891

Rapport sectoriel du groupe selon IFRS

Bilan par région

en k€

	Allemagne	Autriche	Périmètre de consolidation	Groupe
Caisse et créances sur les établissements de crédit			-	
31.12.2006	652.434	138.253	-	790.687
31.12.2005	384.061	43.383	-	427.444
Créances sur la clientèle déduction faite des provisions pour risques de crédit			-	
31.12.2006	417.350	54.309	-	471.659
31.12.2005	416.362	54.228	-	470.590
Actifs de transaction			-	
31.12.2006	42.858	-	-	42.858
31.12.2005	39.682	-	-	39.682
Dettes auprès des établissements de crédit			-	
31.12.2006	267.836	2.976	-	270.812
31.12.2005	98.643	3.609	-	102.252
Dettes sur la clientèle			-	
31.12.2006	2.490.673	320.297	-	2.810.970
31.12.2005	1.936.097	219.998	-	2.156.095
Passifs de transaction			-	
31.12.2006	14.557	-	-	14.557
31.12.2005	14.758	-	-	14.758

Autres mentions par région

	Allemagne	Autriche		Groupe
Ratio coûts/revenus (en %)				
01.01.2006-31.12.2006	81,4	64,6		78,7
01.01.2005-31.12.2005	85,0	72,9		83,4
Investissements dans des immobilisations corporelles & incorporelles (en K€)				
01.01.2006-31.12.2006	6.126	984		7.110
01.01.2005-31.12.2005	19.284	1.237		20.521
Valeur comptable globale de l'actif sectoriel (en K€)				
31.12.2006	3.020.972	359.235		3.361.923
31.12.2005	2.277.417	251.411		2.510.544
Valeur comptable globale de la dette sectorielle (en K€)				
31.12.2006	2.850.692	333.647		3.184.339
31.12.2005	2.111.075	229.853		2.340.928
Cash-flow résultant de l'activité d'exploitation (en K€)				
01.01.2006-31.12.2006	521.594	33.600		555.194
01.01.2005-31.12.2005	325.740	38.755		364.495
Cash-flow résultant de l'activité d'investissement (en K€)				
01.01.2006-31.12.2006	-509.212	-13.757		-522.969
01.01.2005-31.12.2005	-312.078	-30.444		-342.522
Cash-flow résultant de l'activité de financement (en K€)				
01.01.2006-31.12.2006	-3.507	-469		-3.976
01.01.2005-31.12.2005	-9.427	-587		-10.014
Effectifs (en personnes)				
31.12.2006	531	115		646
31.12.2005	549	102		651
Nombre de transactions exécutées				
01.01.2006-31.12.2006	10.031.342	858.722		10.890.064
01.01.2005-31.12.2005	8.954.706	540.056		9.494.762
Nombre de comptes				
31.12.2006	976.256	42.263		1.018.519
31.12.2005	919.648	36.072		955.720

Déclarations annexes

► 58 Déclarations relatives aux instruments financiers d'après la norme IAS 32

Les justes valeurs indiquées pour les instruments financiers conformément à la norme IAS 32 correspondent aux montants auxquels des partenaires commerciaux indépendants, compétents en la matière et souhaitant entrer en rapport contractuel pourraient échanger un actif ou régler une dette le jour d'arrêté des comptes.

Nous avons évalué les instruments financiers que nous détenons suivant leur catégorie à la juste valeur ou aux coûts amortis je jour d'arrêté des comptes. Les justes valeurs ont été calculées sur la base des informations disponibles sur le marché le jour d'arrêté des comptes.

Les justes valeurs de certains instruments financiers inscrits au bilan aux coûts amortis correspondent presque à leur valeur comptable. Parmi ceux-ci, on compte caisse et banques centrales et nos créances et dettes sans échéance définie ou taux d'intérêt fixe. En ce qui concerne les autres créances et dettes, les cash-flows attendus à l'avenir sont actualisés en appliquant à la valeur actuelle les taux d'intérêt actuels. Pour les titres et produits dérivés négociés en bourse ainsi que les titres de dettes cotés en bourse, nous recourons aux prix du marché cotés. La juste valeur d'opérations de change à terme est déterminée sur la base de cours à terme actuels.

La différence entre les justes valeurs et les valeurs comptables s'élève à 5.192 K€ pour les actifs et à 5.564 K€ pour les passifs. Le solde de ces valeurs est de 372 K€.

Instruments financiers selon l'IAS 32

en k€	Valeur		Valeur	
	Juste valeur	comptable	Juste	comptable
31.12.2006				
Caisse et banques centrales	74.371	74.371	46.122	46.122
Créances sur les banques	715.765	716.099	381.238	381.322
Créances sur la clientèle (provisions pour risques de crédit comprises)	477.185	471.659	484.388	470.590
Actifs de transaction	42.858	42.858	39.682	39.682
Immobilisations financières	1.975.084	1.975.084	1.432.326	1.432.326
Autres actifs*	7.627	7.627	20.400	20.400
Dettes auprès des banques	272.019	270.812	105.236	102.252
Dettes sur la clientèle	2.815.054	2.810.970	2.166.846	2.156.095
Passifs de transaction	14.557	14.557	14.758	14.758
Capital subordonné**	20.302	20.029	10.109	10.002
Autres passifs*	2.893	2.893	4.575	4.575

* Créances clients ou dettes fournisseurs

** Conformément à l'IAS 8.42, nous faisons figurer une juste valeur de 10.109 K€ par rapport aux 10.002 K€ comptabilisés l'année précédente.

► 59 Chiffres clés prudentiels de la DAB bank AG (sur la base du code de commerce allemand – HGB)

Conformément aux §§ 10, 10 a de la loi bancaire allemande (KWG) en relation avec le Principe I prudentiel, le ratio de fonds propres de base (fonds propres de base/actifs à risques pondérés) ne doit pas être inférieur à 4 % et celui de capitaux propres (capitaux propres/actifs à risques pondérés) à 8 %. De plus, ce que l'on appelle le ratio des fonds propres selon le § 2 Principe I doit être respecté. Il se calcule en faisant le rapport en pourcentage entre les fonds propres et la somme résultant des actifs à risques pondérés et des montants d'imputation multipliés par 12,5 pour les positions exposées à un risque de marché et les activités d'options. Ce ratio doit obligatoirement s'élever au moins à 8 %.

La DAB bank AG effectue volontairement un rapport consolidé pour le groupe DAB bank conformément au § 10 al. 6 phrase 3 de la loi bancaire allemande (KWG). Les capitaux propres du groupe DAB bank chiffrés à 84 millions d'euros au 31 décembre 2006 se composent ainsi de fonds propres de base d'un montant de 66 millions d'euros et d'un capital complémentaire s'élevant à 18 millions d'euros. L'augmentation du capital complémentaire est due au fait que la DAB bank AG a souscrit en plus un prêt subordonné d'un montant de 10 millions d'euros auprès de la Volkswahl Bund Lebensversicherung a.G., Dortmund. Les actifs à risques pondérés s'élèvent à 802 millions d'euros. Les positions exposées à un risque de marché d'un montant de 3 millions d'euros se composent de positions nettes de taux d'intérêts chiffrées à 1 million d'euros et de positions nettes en actions de 2 millions d'euros.

Les fonds propres conformément au rapport prudentiel, les actifs à risques pondérés et les positions pondérées exposées à un risque de marché sont représentés au 31 décembre 2006 de la manière suivante :

Chiffres clés prudentiels de la DAB bank AG (sur la base du code de commerce allemand – HGB)

en millions d'euros	2006	2005
au 31.12.		
Actifs à risques	802	765
Positions exposées à un risque de marché	3	4
Fonds propres de base	66	64
Fonds propres complémentaires	18	8
Fonds propres prudentiels	84	72
Ratio de capitaux propres d'après le principe I de la loi bancaire allemande KWG	10,5%	9,4%
Ratio global d'après le principe I de la loi bancaire allemande KWG	10,0%	8,8%

Avec un ratio de capitaux propres de 10,5 %, le groupe DAB bank dispose de fonds propres suffisants.

► 60 Concentrations essentielles d'actifs et de passifs

Au sein du groupe DAB bank, il n'existe aucune concentration importante d'actifs et de passifs. Vous trouverez de plus amples informations sur les risques liés à nos activités dans le rapport des risques contenu dans le rapport de gestion.

► 61 Engagements conditionnels et autres obligations

en k€ au 31.12.	2006	2005
Engagements conditionnels		
résultant de cautionnements et de contrats de garantie	454	280
Autres obligations		
résultant de contrats de location	29.706	30.403
résultant de contrats de leasing	20.499	18.768
Total	50.659	49.451

La durée des contrats de location et de leasing est conforme à l'usage du marché ; des reports de charges sur de prochains exercices n'ont pas eu lieu.

Les échéances résiduelles pour de futurs paiements minimum de leasing - en raison de contrats de leasing-exploitation non résiliables - se répartissent de la manière suivante :

en k€ au 31.12.	2006	2005
Echéance		
inférieure à 1 an	6.522	6.167
d'un an à cinq ans	13.977	12.601
supérieure à 5 ans	-	-
Total	20.499	18.768

► 62 Appartenance au groupe

Au 31 décembre 2006, l'UniCredito Italiano S.p.A., Gênes, Italie, détient indirectement 76,36 % des parts de la DAB bank AG détenues directement par la Bayerische Hypo- und Vereinsbank AG, Munich.

Les comptes consolidés de la DAB bank AG au 31 décembre 2006 sont établis selon les normes internationales d'information financière (IFRS/UE) comme comptes consolidés conformément au §315a al. 1 du code de commerce allemand en relation avec le §291 al. 3 phrase 1 numéro 1 dudit code et sont intégrés dans les comptes consolidés de l'UniCredito Italiano S.p.A., Gênes, Italie, par l'intermédiaire des comptes consolidés partiels de la Bayerische Hypo- und Vereinsbank AG, Munich.

► 63 Lettre de confort

La DAB bank AG, Munich, veille à ce que, dans le cadre de sa quote-part, la direktanlage.at AG, Salzbourg, remplisse ses obligations contractuelles ; seuls les risques politiques sont exclus.

► 64 Événements après la date d'arrêté des comptes

Monsieur Jens Hagemann quittera, à compter du 31 mars 2007, son poste de membre du Directoire de la DAB bank AG. Le Conseil de surveillance a nommé comme successeur Monsieur Ernst Huber, Président du Directoire de la direktanlage.at AG, Salzbourg, filiale à 100 % de la DAB bank. A partir du 1^{er} mars 2007, Monsieur Huber exercera les fonctions de membre du Directoire de la DAB bank AG en plus de son poste en Autriche.

► 65 Déclarations relatives aux relations avec des entreprises et personnes liées

Emoluments versés aux membres du Conseil de surveillance et du Directoire ainsi qu'au mandataire général de la DAB bank AG

en k€	Fixe		Composants basés sur le résultat		Composants avec effets à long terme		Total	
	2006	2005	2006	2005	2006	2005	2006	2005
Membres du Directoire et mandataire général	650	480	825	500	-	-	1.475	980
Membres du Conseil de surveillance	79	77	21	32	-	-	100	109
Total	729	557	846	532	-	-	1.575	1.089

Les émoluments versés à chaque membre du Conseil de surveillance et du Directoire ainsi qu'au mandataire général se présentent de la manière suivante pour la période du rapport 2006 :

Émoluments versés à chaque membre du Conseil de surveillance et du Directoire ainsi qu'au mandataire général

en k€	Composants			Total
	Fixe	basés sur le résultat	avec effets à long terme	
Membres du Directoire et mandataire général				
Jens Hagemann	239	300	-	539
Wolfgang Strobel	170	225	-	395
Alexander von Uslar	241	300	-	541
Membres du Conseil de surveillance				
Nikolaus Barthold	12	3	-	15
Gunter Ernst	10	3	-	13
Dr. Volker Jung	12	3	-	15
Johannes Maret	12	3	-	15
Christine Novakovic (auparavant Licci)	4	1	-	5
Matthias Sohler	10	2	-	12
Andreas Wölfer	19	6	-	25
Total	729	846	-	1.575

Le groupe des membres de la direction occupant des postes clés comprend tous les membres du Directoire et du Conseil de surveillance ainsi que le mandataire général. Leur rémunération se compose exclusivement de versements exigibles à court terme, ceux-ci correspondant à la rémunération globale respective déjà présentée. D'autres versements conf. à l'IAS 24.16 n'ont pas été effectués.

A la date d'arrêté des comptes, il n'y avait aucune créance, ni avance, ni crédit ainsi qu'aucun engagement ni garantie envers les membres du Directoire, ceux du Conseil de surveillance et le mandataire général. Au cours de l'exercice 2006, les membres du Conseil de surveillance n'ont perçu aucun émoluments en contrepartie du travail personnel qu'ils ont accompli.

Au cours de l'exercice du rapport, des relations d'affaires existaient avec les sociétés suivantes intégrées dans les comptes annuels consolidés de notre société mère ultime, UniCredito Italiano S.p.A. :

- ▶ Pioneer Investments Kapitalanlagegesellschaft mbH, Unterföhring
- ▶ Pioneer Asset Management SA, Luxembourg
- ▶ Asset Management GmbH, Vienne
- ▶ Bank Austria Creditanstalt Aktiengesellschaft, Vienne
- ▶ Bayerische Hypo- und Vereinsbank AG, Munich
- ▶ BodeHewitt AG & Co. KG, Grünwald
- ▶ Financial Markets Service Bank GmbH, Munich
- ▶ H.F.S. Fondsbeteiligung für Sachwerte GmbH, Munich
- ▶ HVB Information Services GmbH, Munich
- ▶ HVB Payments & Services GmbH, Aschheim/Dornach
- ▶ INDEXCHANGE Investment AG, Munich
- ▶ Nordinvest Norddeutsche Investment-Gesellschaft mbH, Hambourg
- ▶ Schoellerbank Aktiengesellschaft, Vienne

D'importantes relations d'affaires existent avec les entreprises liées suivantes :

en k€	Produits		Charges	
	2006	2005	2006	2005
Entreprises intégrées dans le groupe UniCredito Italiano S.p.A. et ayant une influence déterminante				
Bayerische Hypo- und Vereinsbank AG	683	2.070	8.117	5.593
Autres entreprises intégrées dans le groupe UniCredito Italiano S.p.A.				
Pioneer Investments Kapitalanlagegesellschaft mbH	-	-	1.494	1.336
Financial Markets Service Bank GmbH	1.650	2.030	-	2
Pioneer Asset Management SA	422	1.740	-	-
Nordinvest Norddeutsche Investment-Gesellschaft mbH	-	-	640	777

en k€	Créances		Dettes	
	2006	2005	2006	2006
Entreprises intégrées dans le groupe UniCredito Italiano S.p.A. et ayant une influence déterminante				
Bayerische Hypo- und Vereinsbank AG	313.100	282.688	142.657	18.205
Autres entreprises intégrées dans le groupe UniCredito Italiano S.p.A.				
Pioneer Investments Kapitalanlagegesellschaft mbH	641	452	-	-
Financial Markets Service Bank GmbH	-	-	-	20
Pioneer Asset Management SA	-	-	-	-
Nordinvest Norddeutsche Investment-Gesellschaft mbH	336	292	-	-

Toutes les transactions ont été réalisées aux conditions en usage sur le marché et comprennent des prestations de livraison et de service bancaires et non bancaires ainsi que l'utilisation de services IT et de délocalisation.

► 66 Ressources humaines

	2006	2005
Nombre moyen de salariés		
Effectifs (en personnes)	652	646

▶ 67 Membres du Conseil de surveillance,
membres du Directoire et mandataire général

Membres du Conseil de surveillance de la DAB bank AG :

Christine Novakovic (auparavant Licci) (Présidente jusqu'au 9 mars 2006)
Rentière

Andreas Wölfer (Vice-président du 1^{er} janvier 2006 au 13 mars 2006,
Président depuis le 13 mars 2006)
Membre du Directoire de la Bayerische Hypo- und Vereinsbank AG, Munich
Wealth Management (Private Clients, Family Office)

Au 31 décembre 2006, Monsieur Andreas Wölfer était également membre du
conseil de surveillance, constitué conformément à la loi, de la société alle-
mande suivante :

- ▶ Nordinvest Norddeutsche Investment Gesellschaft mbH, Hambourg,
Vice-président *)

Au 31 décembre 2006, Monsieur Andreas Wölfer était en outre membre d'or-
ganismes de contrôle comparables, allemands et étrangers, des entreprises
économiques énumérées ci-après :

- ▶ HVB Capital Management Inc., New York, Président du Conseil de
surveillance *)
- ▶ HVB Banque Luxembourg Société Anonyme, Luxembourg, Vice-président du
conseil d'administration
- ▶ Asset Management GmbH, Vienne, Membre du Conseil de surveillance *)

Matthias Sohler (Vice-président depuis le 11 mai 2006)
Membre du Directoire de la Bayerische Hypo- und Vereinsbank AG, Munich
Chief Operating Officer (Global Banking Services, IT)

Monsieur Matthias Sohler est membre des autres conseils de surveillance,
constitués conformément à la loi, des sociétés allemandes suivantes :

- ▶ Financial Markets Service Bank GmbH, Munich, Président du Conseil de
surveillance *)
- ▶ HVB Information Service GmbH, Munich, Président du Conseil de
surveillance *)
- ▶ HVB Immobilien AG, Munich, Vice-président du Conseil de surveillance *)

Au 31 décembre 2006, Monsieur Matthias Sohler était en outre membre d'or-
ganismes de contrôle comparables, allemands et étrangers, de l'entreprise
économique suivante :

- ▶ HVB Secur GmbH, Munich Président du Conseil d'administration *)

Nikolaus Barthold

Senior Manager, Customer Interaction Center, DAB bank AG, Munich
Président du comité d'entreprise depuis le 11 avril 2006

Au 31 décembre 2006, Monsieur Nikolaus Barthold n'était membre d'aucun
autre conseil de surveillance, constitué conformément à la loi, de sociétés
allemandes ni d'organismes de contrôle comparables, allemands et étrangers,
d'entreprises économiques.

Gunter Ernst

Rentier

Au 31 décembre 2006, Monsieur Gunter Ernst était membre des autres conseils de surveillance, constitués conformément à la loi, des sociétés allemandes suivantes :

- ▶ Gütermann AG, Gutach, Vice-président
- ▶ Schwäbische Bank AG, Stuttgart
- ▶ Wüstenrot & Württembergische AG, Stuttgart

Au 31 décembre 2006, Monsieur Gunter Ernst n'était membre d'aucun organisme de contrôle comparable, allemand et étranger, d'entreprises économiques.

Dr. Eng. h.c. Volker Jung

Rentier

Au 31 décembre 2006, Monsieur Dr. Eng.h.c. Volker Jung était membre des autres conseils de surveillance, constitués conformément à la loi, des sociétés allemandes suivantes :

- ▶ Messe München GmbH, Munich
- ▶ Vattenfall Europe AG, Berlin

Au 31 décembre 2006, Monsieur Dr. Eng.h.c. Volker Jung n'était membre d'aucun organisme de contrôle comparable, allemand et étranger, d'entreprises économiques.

Johannes Maret

Rentier

Au 31 décembre 2006, Monsieur Johannes Maret était également membre du conseil de surveillance, constitué conformément à la loi, de la société allemande suivante :

- ▶ MLP AG, Heidelberg

Au 31 décembre 2006, Monsieur Johannes Maret était en outre membre d'organismes de contrôle comparables, allemands et étrangers, des entreprises économiques énumérées ci-après :

- ▶ The Triton Fund, Jersey, Investment Committee Member
- ▶ Gebrüder Rhodius KG, Burgbrohl, Président du Conseil consultatif
- ▶ Xchanging Ltd, London, Non Executive Director

*) Il s'agit là de mandats du groupe de l'UniCredito Italiano S.p.A., Gênes, Italie.

Membres du Directoire de la DAB bank AG :**Jens Hagemann**

Responsable des domaines Ventes, Controlling, Operations et Transactions/Treasury

En outre, il détenait au 31 décembre 2006 le mandat suivant :

Membre du Conseil de surveillance de la :

- ▶ direktanlage.at AG, Salzbourg, Président *)
- ▶ SRQ FinanzPartner AG, Berlin

Alexander von Uslar

Responsable des domaines Finances et Droit, Ressources humaines, Communication, Audit et Compliance

En outre, il détenait au 31 décembre 2006 les mandats suivants :

Membre du Conseil de surveillance de :

- ▶ direktanlage.at AG, Salzbourg *)
- ▶ Community Concepts AG i.L., Munich, Vice-président *)
- ▶ SRQ FinanzPartner AG, Berlin

*) Il s'agit là de mandats du groupe de l'UniCredito Italiano S.p.A., Gênes, Italie.

Mandataire général de la DAB bank AG :**Wolfgang Strobel**

Responsable des domaines IT et Outsourcing, Back-office titres et Crédit

Au 31 décembre 2006, il ne détenait pas d'autres mandats.

▶ **68 Changements au sein du Directoire et du Conseil de surveillance**

Directoire :

Aucun changement n'est intervenu au sein du Directoire en 2006.

Conseil de surveillance :

Christine Novakovic s'est démise de son mandat de membre du Conseil de surveillance de la DAB bank AG dont elle a quitté la présidence à compter du 9 mai 2006. Matthias Sohler a été élu au Conseil de surveillance par l'Assemblée générale de la DAB bank AG du 11 mai 2006 pour la période restante du mandat de Christine Novakovic. Le Conseil de surveillance a élu Matthias Sohler Vice-président du Conseil de surveillance de la DAB bank AG le 11 mai 2006.

▶ **69 Actions en portefeuille des membres du Directoire et du Conseil de surveillance ainsi que du mandataire général**

au 31.12.	Actions en portefeuille	Stock options
Directoire et mandataire général		
Jens Hagemann	-	-
Wolfgang Strobel	-	-
Alexander von Uslar	-	-
Conseil de surveillance		
Nikolaus Barthold	3.500	-
Gunter Ernst	-	-
Dr. Volker Jung	-	-
Johannes Maret	-	-
Matthias Sohler	1.891	-
Andreas Wölfer	-	-
Titres détenus par la banque (autodétention)	-	-

▶ **70 Achats et ventes d'actions**

Dans la période du rapport, des achats ou des ventes d'actions de la DAB bank ou de dérivés d'actions de la DAB bank n'ont été effectués ni par les membres du Conseil de surveillance ni par ceux du Directoire ni par le mandataire général.

► 71 Relations entre le commissaire aux comptes
et le groupe DAB bank

en k€	2006	2005
Paievements d'honoraires pour		
la vérification des comptes	335	317
d'autres prestations de certification et d'évaluation	186	-
Total	521	317

► 72 Date de l'autorisation à la publication

Les présents comptes consolidés seront remis le 12 mars 2007 au Conseil de surveillance à des fins d'approbation.

Munich, le 19 février 2007

DAB bank AG



Jens Hagemann
Membre du Directoire



Alexander von Uslar
Membre du Directoire

Certification des commissaires aux comptes

Nous avons effectué la vérification des comptes consolidés – comprenant le bilan, le compte de résultat, l'évolution des fonds propres, le tableau des flux de trésorerie et l'annexe – établis par la DAB bank AG, Munich, ainsi que du rapport de gestion du groupe pour l'exercice allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2006. L'établissement des comptes consolidés et du rapport de gestion du groupe conformément aux IFRS, telles qu'elles doivent être appliquées dans l'UE, et aux règlements commerciaux à appliquer à titre complémentaire conformément au § 315a al. 1 du code de commerce allemand (HGB), est de la responsabilité des représentants légaux de la société. C'est à nous qu'il revient de donner, sur la base de la vérification que nous avons effectuée, un avis sur les comptes consolidés et sur le rapport de gestion du groupe.

Nous avons effectué la vérification des comptes consolidés conformément au § 317 du HGB en respectant les principes allemands de clôture des comptes en bonne et due forme définis par l'institut des commissaires aux comptes IDW. Ceux-ci stipulent que la vérification est à prévoir et à exécuter de telle façon que des erreurs et des infractions ayant des effets importants sur l'image de l'actif, de la situation financière et des résultats, donnée par les comptes consolidés en respectant les règles comptables à appliquer et par le rapport de gestion du groupe, soient discernées avec une certitude suffisante. Lors de la détermination du procédé de vérification, les informations sur les activités commerciales et sur l'environnement économique et juridique du groupe ainsi que les erreurs éventuelles escomptées sont prises en compte. Dans le cadre de la vérification, l'efficacité du système de contrôle interne relatif à la reddition des comptes ainsi que les pièces justificatives d'indications fournies dans les comptes consolidés et dans le rapport de gestion du groupe, sont jugées essentiellement sur la base de contrôles effectués au hasard. La vérification comprend l'appréciation des comptes de l'exercice des

entreprises intégrées dans les comptes consolidés, celle de la délimitation du périmètre de consolidation, des principes appliqués pour l'établissement des comptes et la consolidation et celle des principales évaluations des représentants légaux ainsi que l'appréciation de la représentation globale des comptes consolidés et du rapport de gestion du groupe. Nous estimons que notre vérification nous permet d'émettre un jugement suffisamment sûr.

Notre vérification n'a mené à aucune objection.

Compte tenu des conclusions auxquelles nous sommes parvenus lors de notre vérification, nous estimons que les comptes consolidés satisfont aux IFRS, telles qu'elles doivent être appliquées dans l'UE, ainsi qu'aux règlements commerciaux à appliquer à titre complémentaire conformément au § 315a al. 1 du code de commerce allemand et donnent une image fidèle de l'actif, de la situation financière et des résultats du groupe en respectant ces principes. Le rapport de gestion du groupe est en conformité avec les comptes consolidés, donne dans l'ensemble une image appropriée de la situation du groupe et présente les chances et les risques liés à l'évolution future.

Munich, le 22 février 2007

Ernst & Young AG
Wirtschaftsprüfungsgesellschaft
Steuerberatungsgesellschaft

Müller-Tronnier
Commissaire aux comptes

Bauer
Commissaire aux comptes

Synthèse trimestrielle Compte de résultat consolidé selon IFRS

en k€	4 ^{ème} trimestre 2005	1 ^{er} trimestre 2006	2 ^{ème} trimestre 2006	3 ^{ème} trimestre 2006	4 ^{ème} trimestre 2006
Produits d'intérêts	18.497	21.073	26.956	26.426	26.266
Charges d'intérêts	9.222	11.880	13.498	15.167	16.630
Produits nets d'intérêts	9.275	9.193	13.458	11.259	9.636
Dotations aux provisions pour risques de crédit	-227	85	-120	300	246
Produits nets d'intérêts après provisions pour risques de crédit	9.502	9.108	13.578	10.959	9.390
Produits des commissions	55.155	54.395	55.173	52.822	65.848
Charges de commissions	23.567	17.521	21.139	27.212	33.776
Produits nets des commissions	31.588	36.874	34.034	25.610	32.072
Résultat des opérations boursières	1.195	1.379	45	481	922
Résultat des placements financiers	-5.013	-6.351	-8.159	-680	-908
Charges de personnel	10.146	8.808	8.973	9.082	11.057
Autres frais administratifs	18.737	20.570	21.893	18.238	22.192
Amortissements sur immobilisations corporelles et incorporelles	-473	2.245	1.857	2.498	1.624
Charges générales d'exploitation	28.410	31.623	32.723	29.818	34.873
Résultat des autres produits/charges d'exploitation	-1.184	1.734	1.428	580	1.960
Résultat des autres produits/charges	381	-	-12	-	-1
Résultat avant impôts	8.059	11.121	8.191	7.132	8.562
Impôts sur les bénéfices	1.323	3.998	2.868	2.798	3.371
Bénéfice net	6.736	7.123	5.323	4.334	5.191
Dotation aux réserves constituées sur bénéfices	5.734	-	-	-	167
Bénéfice consolidé figurant au bilan	1.002	7.123	5.323	4.334	5.024

en k€	2002*	2003	2004	2005**	2006
au 31.12.					
Produits d'intérêts	76.386	71.246	75.401	76.871	100.721
Charges d'intérêts	44.003	28.797	30.324	36.289	57.175
Produits nets d'intérêts	32.383	42.449	45.077	40.582	43.546
Dotations aux provisions pour risques de crédit	2.302	618	-1.137	-115	511
Produits nets d'intérêts après provisions pour risques de crédit	30.081	41.831	46.214	40.697	43.035
Produits des commissions	76.938	92.049	98.221	156.650	228.238
Charges de commissions	21.888	22.740	26.403	56.526	99.648
Produits nets des commissions	55.050	69.309	71.818	100.124	128.590
Résultat des opérations boursières	-2.302	487	1.288	2.662	2.827
Résultat des placements financiers	-6.712	-11.576	-12.748	-12.303	-16.098
Charges de personnel	35.824	29.120	29.658	37.523	37.920
Autres frais administratifs	89.236	57.640	59.174	70.539	82.893
Amortissements sur immobilisations corporelles et incorporelles	16.416	7.722	7.298	8.562	8.224
Charges générales d'exploitation	141.476	94.482	96.130	116.624	129.037
Frais de restructuration/d'intégration	-	-	-	3.400	-
Résultat des autres produits/charges d'exploitation	7.361	9.272	7.157	4.525	5.702
Amortissements sur le fonds de commerce	681	1.472	1.472	-	-
Résultat des autres produits/charges	-3	-12	-12	8.352	-13
Résultat avant impôts	-58.682	13.357	16.115	24.033	35.006
Impôts sur les bénéfices	11.799	585	-8.634	4.765	13.035
Bénéfice net/Perte de l'exercice	-70.481	12.772	24.749	19.268	21.971
Dotations aux réserves constituées sur bénéfices	-	-	13.471	5.734	167
Bénéfice consolidé / Perte consolidée figurant au bilan	-70.481	12.772	11.278	13.534	21.804

* Les chiffres de 2002 sont des chiffres pro forma du groupe comprenant la DAB bank AG, la direktanlage.at AG et le fonds spécial DIRFONDS. Le DIRFONDS a fusionné dans la DAB bank AG à compter du 1^{er} janvier 2004.

** Les chiffres de la FondsServiceBank ont été intégrés pour la première fois à compter du 1^{er} janvier 2005 dans le groupe DAB bank.

Synthèse pluriannuelle Compte de résultat consolidé selon IFRS

Synthèse pluriannuelle des chiffres clés du groupe DAB bank AG selon IFRS

	2002*	2003	2004	2005**	2006
Résultat					
Produit net des commissions	55.050	69.309	71.818	100.124	128.590
Résultat financier	23.369	31.360	33.617	30.941	30.275
Charges générales d'exploitation	141.476	94.482	96.130	116.766	129.037
Résultat avant impôts	-58.682	13.357	16.115	23.891	35.006
Bénéfice net de l'exercice	-70.481	12.772	24.749	19.268	21.971
Création de valeur	-22.855	42.489	45.785	61.427	72.939
Ratio coûts/revenus	169,5	86,4	84,5	83,4	78,7
Taux de rentabilité des fonds propres avant impôts	-23,5	10,3	10,8	14,4	20,2
Bilan					
Total du bilan	2.141,9	2.043,0	2.168,5	2.510,5	3.361,9
Capitaux propres	122,0	136,5	162,2	169,6	177,6
Ratio global d'après le principe I de la loi bancaire allemande (KWG)	16,2	17,9	13,5	8,8	10,0
Action					
Résultat par action	-0,94	0,17	0,33	0,26	0,29
Dividende par action au porteur	-	-	0,15	0,18	0,29
Cours de clôture annuel (Xetra)	2,36	6,16	5,50	6,80	7,00
Valeur comptable par action	1,34	1,55	1,92	2,01	2,12
Rendement du dividende	-	-	2,7	2,6	4,1
Rentabilité totale pour l'actionnaire	-81,2	162,1	-7,4	26,4	7,8
Capitalisation du marché	177,4	463,2	413,5	511,3	526,3
Chiffres d'exploitation					
Nombre de comptes gérés	460.714	461.629	473.796	955.720	1.018.519
Volume d'actifs en portefeuille et de dépôts	9,38	11,88	13,90	24,98	29,63
Transactions de titres	3.407.655	3.227.877	3.218.905	9.494.762	10.890.064
Transactions de titres par compte p.a.	7,83	7,00	6,88	10,47	11,03
Effectifs					
Effectifs (en personnes)	639	541	539	675	646
Collaborateurs (à plein temps)	562	460	470	598	580

* Les chiffres de 2002 sont des chiffres pro forma du groupe comprenant la DAB bank AG, la direktanlage.at AG et le fonds spécial DIRFONDS. Le DIRFONDS a fusionné dans la DAB bank AG à compter du 1^{er} janvier 2004.

** Les chiffres de la FondsServiceBank ont été intégrés pour la première fois à compter du 1^{er} janvier 2005 dans le groupe DAB bank.

Le ratio global d'après le principe I de la loi bancaire allemande (KWG) concerne la DAB Bank AG jusqu'en 2003 inclus et le groupe DAB bank depuis 2004.

Tous les chiffres clés sont en accord avec les méthodes d'établissement, d'évaluation et de présentation des comptes en vigueur pour les comptes consolidés de 2006.



Glossaire

Actions au porteur, titres au porteur :

Les actions au porteur représentent la majeure partie des actions négociées en Allemagne. L'appellation « porteur » fait référence au fait que le détenteur de l'action peut profiter de tous les droits associés à celle-ci (droit au dividende, droit de vote).

Actionnariat flottant :

Désigne le pourcentage d'actions d'une société par actions qui sont négociées librement à la bourse, c.-à-d. qui ne se trouvent pas entre les mains de gros actionnaires détenant une participation majoritaire.

Agio :

Prime concernant des titres. Lors de la nouvelle émission de titres, l'agio est la différence entre le prix d'émission et la valeur nominale des titres ou la différence entre le cours boursier et leur valeur intrinsèque. La prime que l'acquéreur de parts doit payer lors de l'achat de la plupart des fonds est également appelée agio.

Capital-actions :

Le capital-actions est le capital social d'une société par actions matérialisé sous forme d'actions.

Actifs à risques :

Pour pouvoir représenter de manière prudentielle les risques de contrepartie du portefeuille d'investissements qui résultent de la solvabilité différente des émetteurs ou des partenaires commerciaux, l'actif du bilan, les opérations hors bilan (par exemple les cautionnements et les garanties pour l'actif du bilan) ainsi que les opérations sur dépôts à terme, les swaps et les warrants aux facteurs de pondération dépendants de la cote de crédit des émetteurs ou des partenaires commerciaux sont pondérés selon les risques. Ces actifs à risques pondérés doivent être couverts, dans le principe I, par 8 % des capitaux propres (par rapport aux risques du compte trading, position exposée aux risques du marché).

Asset management :

Gestion (fiduciaire) de patrimoine pour des clients.

Assets :

On désigne par « assets » tous les éléments d'actif figurant au bilan.

b-to-b (business to business) :

Les opérations avec les gestionnaires de patrimoine, les courtiers de fonds et les intermédiaires financiers ainsi que leurs clients finaux font partie du secteur b-to-b de la DAB bank. Celui-ci compte également les services de la FondsServiceBank.

b-to-c (business to consumer) :

Le secteur b-to-c de la DAB bank comprend les opérations réalisées avec la clientèle privée.

BaFin (Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht) :

Office fédéral de surveillance de la profession bancaire.

Bâle II :

Le nouveau texte de ces réglementations est appelé succinctement « Bâle II ». Bâle II prévoit que la couverture d'opérations bancaires par des fonds propres relativement forfaitaire jusqu'à présent s'oriente nettement plus en fonction du risque réel encouru par la banque. Dans ce but, la couverture s'orientera à l'avenir notamment en fonction de l'évaluation de la qualité (externe ou interne à la banque) des emprunteurs. Dans le même temps, les garanties fournies par les emprunteurs seront prises en compte différemment et de manière plus différenciée que jusqu'à présent. Les risques opérationnels devront à l'avenir aussi être couverts avec des fonds propres par les banques. Le texte des réglementations Bâle II a fait suite aux normes réglementaires appelées Bâle I, instaurées en 1998 et portant sur la couverture d'opérations bancaires par des fonds propres.

Bénéfice figurant au bilan :

Le bénéfice figurant au bilan d'une société par actions est établi lors du calcul de l'affectation des bénéfices et s'obtient en augmentant ou en diminuant le bénéfice net d'un exercice des reports de bénéfices ou de pertes de l'année précédente, des prélèvements sur les réserves ou des dotations aux réserves et des distributions.

Capitalisation du marché :

Elle se calcule en multipliant le nombre d'actions émises sur la base du capital social par le cours du marché au moment en question.

Cash-flow :

Le cash-flow est un chiffre clé du bilan qui permet de tirer des conclusions sur la capacité de financement d'une entreprise.

Certificat :

Un certificat (ou certificat d'investissement) est la part – matérialisée sous forme de titres – détenue dans un fonds d'une société d'investissement ou dans un portefeuille ou un indice. L'évaluation du certificat résulte de la valeur des titres qui sont à la base du fonds, du portefeuille ou de l'indice.

Certificat d'actions :

Un certificat d'actions (ou certificat d'investissement) est la part détenue dans un fonds d'une société d'investissement et matérialisée sous forme de titres. L'évaluation du certificat se déduit de la valeur des titres contenus dans le portefeuille de placement.

Commission retenue sur le volume des actifs en portefeuille :

Désigne la rémunération (en général annuelle) que le courtier de fonds touche de la société d'investissement.

Contrôle de gestion des risques :

Mesure et surveillance continues des risques, y compris développement de méthodes ainsi qu'analyse appropriée et reporting des risques par une division neutre et indépendante.

Créateurs de valeur :

Secteurs d'activité qui contribuent tout spécialement à l'augmentation de la valeur de l'entreprise.

Dépôts à terme :

Dépôts d'argent à échéance fixe et à taux d'intérêt fixe.

Disagio ou décote :

Indique la différence entre le cours de remboursement et le cours d'émission inférieur ou entre le cours en bourse et la valeur nominale d'un titre donné. Une émission d'actions avec décote n'est pas autorisée en Allemagne, alors que la décote de titres à revenu fixe est courante.

Dividende :

Le dividende est le bénéfice qu'une société par actions distribue à ses actionnaires en proportion des actions qu'ils détiennent. Le versement du dividende ne s'élève pas obligatoirement au montant du bénéfice net de l'exercice étant donné qu'on déduit éventuellement la constitution de réserves (prescrite en partie aussi par la loi) du montant à distribuer, avant de le verser. L'Assemblée générale de l'entreprise statue sur le montant du dividende et son versement.

Emission :

Emission de titres soit par voie directe (émission directe) soit par l'intermédiaire d'établissements de crédit (émission par un tiers). Une émission de titres a pour but de se procurer des capitaux. Lorsqu'une entreprise entre en bourse pour la première fois, on parle d'émission nouvelle.

Fair Value :

Montant auquel un instrument financier peut être négocié entre des partenaires commerciaux compétents, indépendants et souhaitant conclure un contrat.

Fonds d'investissement :

Dans le cas d'un fonds d'investissement, l'actif du fonds est placé et géré par une société d'investissement. Les investisseurs reçoivent des certificats d'actions comme preuve des parts qu'ils détiennent dans l'actif du fonds. Si un fonds d'investissement génère des revenus à partir de plus-values boursières, de dividendes, d'intérêts, etc., ceux-ci sont en règle générale distribués aux porteurs des parts. Dans le cas de fonds de thésaurisation, les revenus sont réinvestis ce qui fait augmenter la valeur de la part du fonds.

Fonds obligataires :

Les fonds obligataires sont des fonds de placement qui sont investis exclusivement ou principalement dans des titres à revenu fixe.

Fonds propres :

Conformément au §10 al. 2 phr. 1 de la loi bancaire allemande (KWG), les fonds propres se composent des capitaux propres (§10 al. 2 phr. 2 de la KWG) ainsi que des dettes subordonnées à court terme majorées du gain sur le compte trading. Ont valeur de dettes subordonnées à court terme majorées du gain sur le compte trading, conformément au §10 al. 2c de la KWG, le bénéfice proportionnel qui apparaîtrait lors de la liquidation de toutes les positions du compte trading ainsi que les dettes subordonnées à court terme selon le §10 al. 7 de la KWG (par ex. obligations au porteur).

Garantie de prix plancher :

La garantie de prix plancher de la DAB offre la sécurité d'obtenir les 30 fonds les plus appréciés en Allemagne au prix minimum garanti. Si un client devait toutefois obtenir un de ces fonds chez un autre prestataire à un prix plus avantageux, nous lui rembourserions la différence.

Gestion des risques :

Gestion opérationnelle de portefeuilles spécifiques du point de vue risque/rendement.

Gouvernement d'entreprise :

Le Gouvernement d'entreprise représente le cadre juridique et réel pour la direction et la surveillance d'entreprises. Les réglementations du Gouvernement d'entreprise servent à assurer une certaine transparence et renforcent par conséquent la confiance en un contrôle et une direction d'entreprise responsable, axée sur la création de valeur.

Goodwill ou fonds commercial :

Désigne le montant que l'acquéreur d'une entreprise est prêt à payer au-delà de la valeur des différents éléments de l'actif réévalués, après déduction de toutes les dettes réévaluées (= valeur réelle effective), en tenant compte du futur rendement attendu (valeur de rendement).

Hedging ou opération de couverture : (= opération de couverture) :

L'opération de couverture consiste en l'achat ou la vente de produits dérivés (contrats à terme, options, swaps) afin de protéger des positions en titres ou positions de change existantes contre des évolutions négatives des cours en prenant un deuxième risque compensatoire.

Indice d'actions :

Un indice d'actions est un coefficient qui traduit l'évolution globale d'un marché d'actions et/ou de différents groupes d'actions (par ex. DAX 30). Les indices d'actions ont pour but de fournir aux investisseurs un repère concernant la tendance sur le marché des actions. Un indice se calcule en règle générale à partir d'un indicateur pondéré du développement moyen des sociétés par actions contenues dans l'indice en question. Les indices d'actions existent sous forme d'indices des cours et d'indices de performance.

Instruments dérivés :

On appelle instruments dérivés des produits financiers découlant d'instruments de base (actions, devises, indices) et dont le prix se calcule à partir du cours d'un autre titre ou produit financier. Les certificats et les warrants font partie par exemple des instruments dérivés.

Intermédiaires financiers :

Les intermédiaires financiers sont des gestionnaires de patrimoine ayant l'agrément de l'Office fédéral de surveillance de la profession bancaire, des courtiers de fonds et des clients institutionnels.

International Financial Reporting Standards (IFRS) :

Les normes internationales d'information financière IFRS sont publiées par l'IASB (International Accounting Standards Board), organisation professionnelle internationale soutenue par les associations professionnelles s'occupant des questions comptables. Son objectif est de créer une présentation des comptes transparente et comparable sur une base internationale. Outre les normes appelées IFRS, les IFRS comprennent les normes comptables internationales (IAS) ainsi que les interprétations de l'IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee) et du SIC (Standing Interpretations Committee).

IPO (Initial Public Offering) ou première mise en bourse :

IPO représente la procédure administrative de la première émission d'actions sur le marché primaire. Une admission à la cote du capital-actions et l'enregistrement de la cotation en bourse accompagnent généralement une IPO.

Mark-to-market :

Mark-to-market décrit le processus d'évaluation d'instruments financiers sur la base de valeurs vénales.

MIFID (« Markets in Financial Instruments Directive ») :

Désigne la directive européenne concernant les marchés d'instruments financiers, qui entrera en vigueur en 2007. Cette directive a pour objectif d'améliorer la protection des investisseurs, de renforcer la concurrence et d'harmoniser le marché financier européen.

Obligation :

Désigne tous les titres obligataires à rémunération déterminée (fixe ou variable), à échéance fixe en règle générale (à long terme la plupart du temps) et dont le remboursement est fixé par contrat. Les obligations servent à procurer des moyens de financement à long terme.

Partenaires de qualité :

Grâce à sa collaboration avec des partenaires de qualité renommés, la DAB bank propose à ses clients des offres et des conditions particulières. Ainsi, les investisseurs bénéficient toujours d'au moins un rabais de 50 % sur les frais d'acquisition en ce qui concerne les fonds des partenaires de qualité. Les investisseurs négocient auprès de la DAB bank des warrants et des certificats pour seulement 6,95 euros par ordre.

Plan d'épargne :

Un plan d'épargne permet aux investisseurs d'acheter des titres, par versement régulier d'un certain montant. Les investisseurs peuvent déterminer librement le montant et la régularité des versements.

Portefeuille :

On appelle portefeuille (en rapport avec des titres) la totalité du placement en titres que possède un client ou une entreprise.

Position exposée à un risque de marché :

La position exposée à un risque de marché conformément au principe I comprend les risques de change et les risques liés aux options, les positions du portefeuille de négociations exposées à un risque (par ex. risques liés au taux d'intérêt et au cours des actions) ainsi que les risques de contrepartie du portefeuille de négociations.

Prime d'émission :

Différence entre le prix d'émission et la valeur d'une part que l'acquéreur paie lors de l'achat de parts de fonds de placement. Cette somme sert en premier lieu à couvrir les frais de commercialisation de la société de placement de capitaux. La prime d'émission est calculée sous forme de pourcentage sur la base du prix de rachat des parts ou du montant de placement. Le montant de la prime d'émission dépend essentiellement du type de fonds et de son objectif principal de placement.

Prime Standard :

Segment de la bourse qui a été mis en place le 1^{er} janvier 2003 par la bourse des titres de Francfort. Le Prime Standard est fait pour les entreprises qui veulent attirer aussi les investisseurs internationaux. Elles doivent pour cela satisfaire à des exigences internationales en matière de transparence plus élevées que celles du General Standard. La DAB bank est soumise aux critères du Prime Standard.

Rabais pour opérateurs exécutant de nombreuses transactions :

A partir de la 100^{ème} transaction au cours d'un semestre calendaire, la DAB bank accorde un rabais de 30 % sur le prix de base de chaque transaction supplémentaire pour laquelle un rabais est valable.

Rapport cours-bénéfice :

Le rapport cours-bénéfice est un critère servant à l'évaluation des actions. Il se calcule en divisant le cours de l'action par le résultat, déduit du bénéfice net de l'exercice, pour chaque action. Plus le rapport cours-bénéfice est élevé, plus le titre est cher.

Rating :

Évaluation qualitative d'un titre financier (notation de l'émission) ou d'un débiteur (notation de l'émetteur) qui est attribuée par des agences de notation financière.

Ratio coûts/revenus :

Le ratio coûts/revenus se définit comme étant le rapport entre les charges générales d'exploitation et la somme du produit net d'intérêts après provisions pour risques de crédit, du produit net des commissions, du résultat des opérations boursières, du résultat des placements financiers, du solde des autres produits et charges d'exploitation ; un ratio coûts/revenus peu élevé indique une grande productivité.

Relations Investisseurs (RI) :

Une équipe RI a pour tâche la communication sur le marché des capitaux avec les actionnaires et les analystes financiers. Elle se concentre essentiellement sur des informations concernant les stratégies, les indicateurs financiers et les créateurs de valeur d'une entreprise.

Rémunération effective :

La rémunération effective indique la rémunération réelle d'un investissement après déduction de tous les frais annexes tels que les frais de gestion, etc. Celle-ci prend aussi en compte le taux d'acquisition, le produit d'intérêts et l'agio ou le disagio. Contraire : rémunération nominale.

Rendement du dividende :

Le rendement du dividende exprime le rapport en pourcentage du montant du dividende sur le cours de l'action à la date d'échéance en vigueur. Il indique la rémunération du capital-actions investi par action.

Résultat financier :

Le résultat financier se définit comme étant la somme du produit net d'intérêts avant provisions pour risques de crédit, du résultat des opérations boursières et du résultat des placements financiers.

Revenus indépendants des marchés boursiers :

Parmi les revenus indépendants des marchés boursiers, nous comptons le résultat financier et les composants suivants du produit net des commissions : les commissions retenues sur le volume d'actifs en portefeuille, les frais de tenue de comptes/d'actifs en portefeuille, les opérations de paiement, les revenus résultant de la commercialisation et les produits sur opérations de change.

Risque de contrepartie :

Eventuelles pertes de valeur pouvant découler de la défaillance ou de la dégradation de la cote de crédit de clients.

Risque opérationnel :

Possibilité de pertes dues à des processus internes et externes erronés, à une erreur humaine, à des défaillances techniques ou des événements externes.

« Sekunden-Handel » de la DAB :

Le « Sekunden-Handel » de la DAB désigne le marché hors cote qui permet l'achat et la vente de titres directement auprès de l'émetteur. Avantages particuliers : les cours sont fixés en temps réel et les investisseurs peuvent négocier bien au-delà des heures d'ouverture de la bourse, les jours ouvrables de 8h à 23h, le samedi de 10h à 13h et le dimanche de 17h à 19h. En outre, les frais liés à la bourse comme par exemple les frais de courtage sont inexistantes.

Shareholder Value :

Augmentation de la valeur de l'entreprise pour l'actionnaire. L'augmentation de valeur s'exprime entre autres par le développement du cours de l'action, par des versements de dividendes ou des rachats d'actions.

Straight Forward Dealings (SFD) :

Les SFD sont une forme de placement innovante apparentée au warrant et ayant pour base les valeurs du DAX 30. De grandes chances de bénéfices se dégagent du levier impliqué dans ce produit (facteur 5 en règle générale), la possibilité de positions courtes offrant toutefois aussi des chances de bénéfices dans des marchés baissiers. Le risque de perte maximal se limite au capital investi. En outre, il n'y a pas de limitation ni de trading ni de placement minimum. Les SFD conviennent pour les investisseurs opportunistes.

Taux de capitaux propres :

Part des capitaux propres dans le capital total.

Taux de rentabilité des fonds propres :

Coefficient de l'analyse du bilan lors de laquelle nous mettons le résultat avant impôts en relation avec les fonds propres moyens ; il indique comment le capital investi par l'entreprise ou les propriétaires a produit des intérêts.

Titre :

Sont désignés par ce terme les titres au porteur, les titres nominatifs, les titres à ordre, les titres de participation, les titres obligataires ou obligations. Le titre signifie pour l'investisseur un droit de propriété ou une créance.

Volatilité :

Marge de fluctuation du cours des titres, du cours de change, des prix de matières premières, des taux d'intérêt ou encore des parts de fonds d'investissement pendant une période donnée.

Warrants :

Les warrants font partie des instruments financiers dérivés. Ils autorisent leur détenteur à l'achat (« Call ») ou à la vente (« Put ») de titres ou de montants en devises à des prix et des conditions fixés par avance ou encore à la réception de montants différentiels.

Watchlist ou liste de suivi :

La « watchlist » a pour but de garder en vue des valeurs intéressantes et de suivre leur évolution pour éventuellement investir dans ces valeurs au moment opportun.

WpHG (Wertpapierhandelsgesetz) :

Loi sur la négociation de titres

Xetra (Exchange Electronic Trading) :

C'est le nom du système de négociation électronique de la Deutsche Börse qui est proposé parallèlement à la négociation des ordres sur le parquet. Les cours ne sont pas fixés par des courtiers en bourse mais se déterminent automatiquement à partir des ordres d'achat et de vente enregistrés.



Conseil de surveillance

Andreas Wölfer
(Président)

Matthias Sohler
(Vice-président)

Nikolaus Barthold

Gunter Ernst

Dr. Volker Jung

Johannes Maret

Directoire

Jens Hagemann

Alexander von Uslar

Mandataire général

Wolfgang Strobel

Corporate Communications

Georg Rohleder

Téléphone : +49/89/500 68-979

Télécopie : +49/89/500 68-669

communications@dab.com

Projet & Réalisation

DAB bank AG

Carolin Amann

Andreas Ferber

Georg Rohleder

Typographie

Graphische Betriebe Eberl GmbH
Immenstadt